

DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33
Présents à la séance :31
Pouvoir(s):2
Absent(s):0

Date de la convocation :
Délibération n° DEL2026-007

VILLE D'AUTUN

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 8 AVRIL 2026

ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, M. Metin ALBAYRAK, M. Jean-Louis CORMIER, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Patrick CAYEUX, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET , Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Morgane BOUCHARD, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS, Mme Sophie DROUHIN, Mme Carine BEAUFILS.

ONT DONNE PROCURATION :

Mme Céline GOUDIER POSZWA donne pouvoir à Mme Monique GATIER, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Morgane BOUCHARD

OBJET : Administration Générale - Approbation des procès-verbaux des réunions du Conseil Municipal du 15 décembre 2025 et du 27 mars 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et suivants ;

Vu les procès-verbaux des réunions du Conseil Municipal du 15 décembre 2025 et du 27 mars 2026 joints en annexe.

| | | |
|----------------------------------|-----------|---|
| Pour | 28 | |
| Contre | 0 | |
| Abstentions | 5 | Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS |
| Ne prend pas part au vote | 0 | |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité :

Article unique : D'APPROUVER les procès-verbaux des réunions des Conseils Municipaux du 15 décembre 2025 et du 27 mars 2026.

Pour Extrait Conforme,

La secrétaire de Séance
Morgane BOUCHARD

Le Maire,
Vincent CHAUVET

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026

ID : 071-217100148-20260408-DEL_007A_2026-DE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'auteur de la délibération peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33
Présents à la séance :31
Pouvoir(s):2
Absent(s):0

Date de la convocation :
Délibération n° DEL2026-008

VILLE D'AUTUN

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 8 AVRIL 2026

ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, M. Metin ALBAYRAK, M. Jean-Louis CORMIER, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Patrick CAYEUX, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET , Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Morgane BOUCHARD, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymeric DA SILVA REIS, Mme Sophie DROUHIN, Mme Carine BEAUFILS.

ONT DONNE PROCURATION :

Mme Céline GOUDIER POSZWA donne pouvoir à Mme Monique GATIER, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Morgane BOUCHARD

OBJET : Administration Générale - Modification du périmètre des places payantes sur le parking Place du champ de Mars

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29 ;

Considérant le déploiement des bornes de recharges électriques porté par la société QWELLO dans le cadre de l'appel à initiatives privées (AIP) lancé par le Syndicat Départemental d'Énergie de Saône-et-Loire (SYDESL) prévoyant l'implantation à venir de 38 points de charges sur la ville d'Autun ;

Considérant que dans le cadre de cette AIP, l'entreprise QWELLO doit s'implanter sur ces places de parking gratuites, et ce afin d'éviter la double facturation ;

Considérant qu'il est prévu d'implanter trois bornes de recharges pour les véhicules électriques ou hybrides sur le parking de la Place du champ de Mars, et que chaque borne est déployée sur l'espace de deux places de stationnement pour la recharge de ces véhicules ;

Considérant que les places marquées au sol « Livraison » dans la Rue du Champ de Mars ne sont pas utilisées à cette fonction, les camionnettes réalisant des livraisons se mettant de l'autre côté de la rue, et que la modification de cet emplacement permettrait de créer quatre places de stationnement pour véhicules légers ;

Considérant qu'il y a un souhait de maintenir une offre importante de places de parking au niveau du Champ de Mars afin de soutenir l'activité locale ;

Considérant le plan ci-joint.

| | | |
|----------------------------------|-----------|---|
| Pour | 28 | |
| Contre | 0 | |
| Abstentions | 5 | Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS |
| Ne prend pas part au vote | 0 | |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité :

Article 1^{er} : D'APPROUVER la mise en place de la gratuité sur six places de stationnement situées au parking Place du Champ de Mars, dédiées à la recharge des véhicules électriques ou hybrides à compter du 1^{er} juillet 2026 ;

Article 2 : D'APPROUVER la création de quatre places de stationnement au niveau de l'emplacement actuel « Livraisons » dans la rue du Champ de Mars ;

Article 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant ayant délégation à signer tout document s'y rapportant.

Pour Extrait Conforme,

Le Maire,

Vincent CHAUVET

La secrétaire de Séance

Morgane BOUCHARD

2

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 16/10/2025

ID : 071-217100148-20260408-DEL_008_2026-DE

ID : 071-217100148-20251006-190A-DE

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
POUR LES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE
POUR VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES**

**QWELLO
Commune d'Autun**

Convention d'occupation du domaine public pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques et véhicules hybrides rechargeables

Entre la commune d'Autun, gestionnaire du domaine public, représentée par le Maire en exercice, dûment autorisé par la délibération du conseil municipal du XXXXX,

Ci-après dénommée « le gestionnaire »,

ET

Qwello, dont le siège est situé au 76 avenue Raymond Poincaré 75016 Paris, représenté par son, Dirigeant, et détenteur des pouvoirs nécessaires,

Ci-après dénommé « l'occupant ».

Préambule

Le Schéma Directeur de développement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (SDIRVE) du SYDESL a été validé par le Comité syndical du SYDESL par délibération CS33-24 du 10 juin 2024. Il a été déposé en préfecture le 20 juin 2024 et validé par Monsieur le préfet de Saône-et-Loire le 15 juillet 2024.

L'ambition de ce document est de formaliser un plan d'actions pour réussir la transition vers une mobilité décarbonée par la massification de l'électromobilité sur le territoire départemental.

Ce document s'inscrit dans une logique de coordination et d'anticipation des besoins de maillage en IRVE du territoire afin d'assurer la meilleure adéquation possible de l'offre de recharge aux besoins des usagers.

Sur le fondement de l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable a été lancée ayant pour objet de consulter les opérateurs d'infrastructures de charge de véhicules électriques et hybrides afin de connaître leurs intentions de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur le territoire de Saône-et-Loire et d'attribuer une convention d'occupation du domaine public ou privé communal.

Cette convention est régie par les articles L2125-1 et suivants du CG3P.

A l'issue de cet appel à initiatives privées, la société QWELLO a été retenue, à la suite de quoi il a été établi la présente convention sur le périmètre de la commune d'Autun.

Au vu de ces éléments, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Sans préjudice des règlements adoptés par l'autorité de police chargée de la circulation et du stationnement sur le domaine public occupé, le présent document a pour objet de fixer les conditions d'occupation du domaine public par les infrastructures nécessaires au service de recharge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables et vélos électriques, entendues strictement, à l'exclusion d'autres éléments annexes proposés dans le cadre du projet qui ne seraient pas indispensables à la recharge des véhicules électriques.

Cette convention emportant occupation du domaine public, celle-ci est conclue à titre personnel.

Elle est précaire et révocable pour tout motif d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Article 2 : Désignation des emplacements mis à disposition

La présente convention d'occupation du domaine public est accordée «lieu» délimité sur le plan annexé à la présente.

Outre cette autorisation d'occupation du domaine public, un espace comprenant **XX** places de stationnement de dimensions **XX** m X **XX** m (Mini **XX** m X **XX** m) sera laissé disponible devant cette borne pour le stationnement des usagers du service proposé.

Article 3 : Destination du ou des emplacements

L'autorisation est accordée à l'occupant en vue uniquement de créer, entretenir et exploiter un réseau d'infrastructures nécessaires à la recharge de véhicules électriques, de véhicules hybrides rechargeables. L'exploitation des infrastructures de recharges électriques par l'opérateur ne peut donner lieu à la constitution d'un fonds de commerce.

Article 4 : Etat des lieux

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état. Un état des lieux réalisé de manière contradictoire par les parties avant l'entrée en vigueur de ladite convention est annexé.

Article 5 : Engagements des parties

5-1. L'occupant

L'occupant ne peut s'opposer à la mise à disposition à d'autres opérateurs de bornes de recharge d'autres emplacements disponibles sur le domaine public du même territoire communal, conformément au principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

D'autre part, dans le cadre de son rapport d'activité annuel, l'Occupant aura la faculté de solliciter la création de nouvelles stations de recharge ou l'extension de stations existantes. Le gestionnaire ne sera pas tenu d'accéder à la demande de l'Occupant concernant l'octroi de droits d'occupation d'espaces supplémentaires. Le gestionnaire se réserve la possibilité de refuser cette requête pour tout motif qui sera notifié à l'Occupant dans un délai de quatre mois suivant la réception de ladite demande.

Pendant toute la durée d'occupation du domaine public, l'occupant s'engage à informer le gestionnaire de tout changement de situation qui justifierait sa décision de procéder au retrait de la ou des bornes de recharge. Cette

information doit être notifiée au gestionnaire du domaine public dans un délai préalable de trois mois minimums avant les travaux rendus nécessaires à cette occasion.

Aucune borne ne peut être maintenue sur le domaine public si, n'étant plus affectée durablement à l'usage de recharge, elle n'est plus en état d'activité.

Une borne est ainsi considérée comme n'étant plus en état d'activité dans deux cas distincts :

- Soit en raison de contraintes techniques ou d'un défaut d'entretien rendant impossible son utilisation. En pareil cas l'occupant s'efforce de procéder dans les meilleurs délais à sa remise en bon état de fonctionnement et en informe le gestionnaire ; à défaut, le gestionnaire peut mettre en demeure l'occupant de procéder à la réparation de la borne dans les meilleurs délais ;
- Soit à défaut d'utilisation par les usagers constatée par l'occupant et/ou le gestionnaire. Cette situation peut alors justifier son retrait ou son déplacement après accord des parties à la présente convention et après en avoir informé l'autorité gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité. Dans l'hypothèse où l'infrastructure de recharge est déplacée sur le domaine public du gestionnaire, les parties conviennent du nouveau lieu d'affectation de l'infrastructure de recharge sur le domaine public. En cas d'accord, celui-ci sera matérialisé par la conclusion d'un avenant au plan annexé à la présente convention. Tout retrait de borne oblige l'opérateur à une remise en état du domaine public occupé par ledit équipement, en procédant à l'enlèvement à ses frais de la borne ainsi que des câbles et conducteurs désactivés à cette occasion, à moins que le gestionnaire lui ait signalé expressément sa décision de conserver tout ou partie de ces équipements en l'état.

L'occupant est tenu de poser un revêtement conforme à celui de la partie du domaine public concernée, sauf si cette remise en état n'est pas justifiée du fait de la réalisation de travaux à la demande du gestionnaire ou par un tiers dûment autorisé, modifiant le domaine public occupé.

5-2. Le gestionnaire

Le gestionnaire s'engage :

- à mettre à disposition l'emplacement mentionné à l'article 2,
- à laisser accessible l'IRVE 7 jours sur 7 et 24 Heures sur 24,
- à maintenir les places de stationnement mentionnées à l'article 2 en bon état d'entretien et de propreté,
- à signaler toute dégradation ou dysfonctionnement constaté sur la borne de recharge,
- à autoriser le Bénéficiaire, ou toute entreprise missionnée par lui, à intervenir sur le terrain mentionné à l'article 2 en vue de l'installation, la maintenance, l'exploitation ou l'entretien de l'IRVE.

Article 6 : Redevance d'occupation du domaine public par application de la loi

En contrepartie de la mise à disposition des Biens, l'Occupant versera au gestionnaire une redevance annuelle.

Pour la part fixe de la redevance, le montant de cette redevance s'élève à cent cinquante euros (150 €) par point de charge (prises) par an.

Cette redevance fera l'objet d'une révision annuelle, à la date anniversaire de la signature de la convention, selon l'évolution de l'**indice des loyers commerciaux (ILC)** publié par l'INSEE, selon la formule suivante :

$$R_n = R_{n-1} \times (ILC_n - 1 / ILC_{n-1})$$

Où :

- **R_n** : redevance révisée pour l'année **n**
- **R_{n-1}** : redevance due pour l'année **n-1**
- **ILC_n** : dernier indice ILC publié à la date anniversaire de l'année **n**
- **ILC_{n-1}** : indice ILC publié à la date anniversaire de l'année précédente

Si l'indice venait à disparaître ou ne plus être publié, il sera remplacé par l'indice officiel le plus proche en objet et en finalité.

Pour cette indexation, l'indice de référence sera le dernier indice paru à la date d'effet de la convention et l'indice d'indexation celui de cette date anniversaire.

Pour la part variable de cette redevance, le montant correspond à 4 % du Chiffre d'affaires réalisé pour l'année considérée par l'occupant au titre de l'exploitation des IRVE.

L'Occupant s'engage à transmettre au gestionnaire un état certifié par son expert-comptable du chiffre d'affaires réalisé, détaillé par postes de recettes, faisant apparaître les revenus générés par l'occupation du domaine. Cet état pour l'année N sera transmis par l'Occupant au plus tard le 31 octobre de l'année N+1 de chaque année.

Le montant de la part variable doit être acquitté par l'Occupant au plus tard le 31 décembre de l'année N+1 de chaque année, un titre de recettes étant émis annuellement à cet effet par le gestionnaire.

La part variable de la redevance ne fait pas l'objet d'une indexation.

En cas de résiliation anticipée, le gestionnaire de voirie remboursera le trop-perçu ou prorata de la durée autorisée.

Lors de la signature de la présente convention, la redevance sera versée au prorata de l'année écoulée. Puis chaque année 2 mois avant échéance, le gestionnaire de voirie adressera un titre de recettes à l'occupant.

L'occupant garantit au gestionnaire le respect de ces obligations pendant toute la durée de l'occupation du domaine public objet de la présente convention.

Article 7 : Caractère personnel et incessible de la convention

La présente convention est accordée à titre personnel et exclusif à l'occupant.

La substitution d'opérateur n'est subordonnée qu'à une autorisation préalable que le gestionnaire du domaine public n'est en droit de refuser que si cette substitution est de nature, soit à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, soit à modifier substantiellement l'économie de la présente convention.

La présente convention ne peut donner lieu de la part de l'occupant à la cession au profit d'un tiers, des droits que celle-ci lui confère, y compris si ce tiers est lui-même reconnu opérateur porteur d'un projet de dimension nationale par décision des ministres concernés.

Le non-respect de cette clause entraînera la résiliation immédiate de la présente convention et sans indemnisation au profit de l'occupant.

Article 8 : Durée de la convention

La durée de la présente convention d'occupation domaniale est de 15 ans, et fixée en considération de la durée d'amortissement des investissements et des dépenses de fonctionnement réalisées par l'occupant pour les besoins liés à l'exploitation et à la maintenance des infrastructures de recharge.

Cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Elle est précaire et révocable conformément à l'article L. 2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

L'une ou l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de manière anticipée par lettre recommandée avec accusé de réception. Un état des lieux contradictoire sera réalisé par les parties signataires de la présente convention.

Le gestionnaire peut mettre fin avant son terme à la convention portant autorisation d'occupation du domaine public pour tout motif d'intérêt général et en l'absence de toute faute de l'opérateur.

L'indemnisation de la résiliation basée sur un motif d'intérêt général ouvre droit pour l'occupant à la réparation du préjudice subi. Celle-ci couvre tant la perte des bénéfices découlant d'une occupation du domaine conforme aux prescriptions de la convention que les dépenses exposées et non amorties à la date de la résiliation.

En revanche, l'indemnisation ne saurait s'étendre aux préjudices résultant d'un trouble commercial, faute pour l'occupation du domaine public de pouvoir donner lieu à la constitution d'un fonds de commerce.

Article 9 : Résiliation pour faute



La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de non-respect des engagements contractuels.

Aucune indemnité n'est due en cas de faute de l'occupant en réparation de la perte des bénéficiaires qui aurait résulté d'une occupation du domaine conforme aux prescriptions de ladite convention.

La durée du préavis est de trois mois.

Cette résiliation doit respecter le principe du contradictoire. Ainsi, le gestionnaire, d'une part, ou l'occupant, d'autre part, doit avoir été mis en mesure par l'autre partie de présenter ses observations préalablement à la notification de la mesure de résiliation.

Article 10 : Démarches administratives préalables aux travaux d'installation des infrastructures de recharge

L'occupant est tenu d'informer du calendrier des travaux d'installation des infrastructures de recharge, dès qu'il en a connaissance, d'une part l'autorité titulaire du pouvoir de police chargée de la circulation et du stationnement sur le domaine public occupé, d'autre part la collectivité gestionnaire du domaine public, si l'exécutif de celle-ci n'est pas lui-même titulaire de ce pouvoir de police.

L'Occupant s'engage à réaliser et financer, sous sa responsabilité et sa maîtrise d'ouvrage, toutes les démarches et travaux nécessaires à la mise en œuvre des IRVE qu'il envisage d'implanter et notamment :

- Les études d'exécution (visite de sites, déclaration de projet de travaux, les études d'implantation, les demandes de raccordement avec le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, etc.),
- Les frais de raccordement au réseau de distribution d'électricité,
- Les travaux de génie civil (tranchées, reprise des revêtements, chambres de tirages, etc.),
- La fourniture et pose de tous les matériels y compris câblage,
- La signalétique verticale et horizontale sur l'espace mis à disposition,
- Les protections mécaniques,
- Les éventuels capteurs de présence de véhicule et équipements nécessaires au fonctionnement du service,
- Les essais et mise en service,
- L'obtention du CONSUEL.

L'Occupant s'engage à transmettre au gestionnaire de voirie les études d'exécution pour approbation de leur part dans un délai de quinze (15) jours ouvrés.

Si les études d'implantation menées par l'Occupant révélaient l'impossibilité technique de l'implantation d'une IRVE sur l'un des emplacements prévus dans son projet tel qu'annexé à la présente, l'Occupant sera alors invité à soumettre un nouvel emplacement. Ce choix alternatif se fera en concertation avec l'occupant et le gestionnaire.

Article 11 : Exploitation, entretien et maintenance des infrastructures de recharge - Responsabilité

L'occupant est tenu de maintenir en permanence en bon état de fonctionnement toutes les infrastructures faisant l'objet de la présente convention. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'occupant est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'occupation ou de l'exploitation des ouvrages, sans préjudice du droit de recours contre tout tiers dont la responsabilité pourrait être engagée.

Article 12 : Travaux ultérieurs sur la dépendance du domaine public

Le gestionnaire du domaine public peut, lorsque l'intérêt du domaine et son affectation le nécessitent, faire déplacer l'infrastructure de recharge concernée aux frais du gestionnaire. Les parties conviennent, notamment si l'occupant le demande, du nouveau lieu d'affectation de l'infrastructure de recharge sur le domaine public. En cas d'accord, celui sera matérialisé par la conclusion d'un avenant au plan annexé à la présente convention.

Article 13 : Restitution du domaine public

| |
|---|
| Envoyé en préfecture le 17/04/2026 |
| Reçu en préfecture le 17/04/2026 |
| Publié le 17/04/2026 |
| ID : 071-217100148-20260408-DEL_008_2026-DE |
| ID : 071-217100148-20251006-190A-DE |

Six (6) mois avant la fin de la Convention, un premier état des lieux de sortie contradictoire sera établi entre les Parties pour évaluer les réparations et remises en état à la charge de l'Occupant. Lors de cet état des lieux, le gestionnaire et l'Occupant peuvent convenir d'un transfert des équipements en l'état. À défaut, l'Occupant s'engage à opérer leur retrait et la remise en état antérieur des lieux.

Deux (2) mois avant la fin normale ou anticipée de la Convention, l'Occupant sera tenu d'effectuer tout travaux ou réparation lui incombant afin que les emplacements du domaine public soient restitués en bon état de propreté, d'entretien et de réparation, de fonctionnement et de sécurité.

En cas de remise en état antérieure des lieux, l'occupant organisera à ses frais le démantèlement et le retrait de ses points de charges et autres infrastructures afin de rendre le terrain dans l'état qu'il l'a reçu tel que décrit à l'état des lieux.

En cas de transfert des équipements, l'Occupant les lui laissera dans l'état, et ils deviendront propriété du gestionnaire.

Après complet déménagement de l'Occupant, un état des lieux définitif de sortie sera dressé contradictoirement entre les Parties.

Les ouvrages et équipements réalisés par l'Occupant lui seront restitués gratuitement.

Si des travaux ou réparations s'avéraient encore nécessaires et en cas de défaillance de l'Occupant, le gestionnaire pourra les exécuter à ses frais et répercuter ces frais à l'occupant.

En cas de transfert des équipement, l'Occupant les lui laissera dans l'état, et ils deviendront propriété du gestionnaire.

Article 14 : Reprise des infrastructures de recharge par le gestionnaire

Les parties à la convention conviennent de la faculté de reprise par le gestionnaire de l'infrastructure de recharge dans tous les cas où la convention prendrait fin prématurément pour quelque motif que ce soit, ou normalement au terme de la convention.

Dans ce cas, les parties s'entendront d'un commun accord sur la valeur de reprise de ces biens en considération notamment de plusieurs critères dont celui lié à l'amortissement des infrastructures au terme de la durée normale de la convention.

Article 15 : Règlement des litiges

Tout différend entre les parties signataires à l'occasion de l'interprétation d'une disposition ou de l'exécution de la présente convention fera l'objet d'un règlement amiable. A défaut, la partie justifiant d'un intérêt pourra saisir le tribunal administratif de Dijon.

Article 16 : Entrée en vigueur :

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de démarrage des travaux rendus nécessaires par l'installation des infrastructures de recharge telle qu'elle a été précisée par l'occupant conformément à l'article 10.

Fait à AUTUN en deux exemplaires, Le

Le gestionnaire :
Commune d'Autun
Représenté par son Maire : Vincent CHAUVET

L'opérateur occupant :
XXXX
Représenté par XXXX

DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33

Présents à la séance :31

Pouvoir(s):2

Absent(s):0

Date de la convocation :

Délibération n° DEL2026-009

VILLE D'AUTUN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 8 AVRIL 2026

ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, M. Métin ALBAYRAK, M. Jean-Louis CORMIER, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Patrick CAYEUX, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET , Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Morgane BOUCHARD, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS, Mme Sophie DROUHIN, Mme Carine BEAUFILS.

ONT DONNE PROCURATION :

Mme Céline GOUDIER POSZWA donne pouvoir à Mme Monique GATIER, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Morgane BOUCHARD

OBJET : Administration Générale - Enfouissement des réseaux basse tension, d'éclairage public et de télécommunications rue du Faubourg Talus - CONVENTION SYDESL

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29 ;

Vu la convention jointe en annexe entre la ville d'Autun et le Syndicat Départemental d'Énergie de Saône et Loire ;

Considérant qu'afin de permettre les études d'enfouissement des réseaux d'électricité, de télécommunications et d'éclairage public de la rue du Faubourg Talus, le SYDESL contacte les propriétaires des parcelles riveraines afin d'établir des conventions pour effectuer les travaux d'enfouissement en domaine privé (raccordements) ;

Considérant que la ville d'Autun est propriétaire de la parcelle cadastrée section AM 0337. Il s'agit d'une parcelle qui supporte un îlot d'espace vert enherbé ;

Considérant qu'à ce titre, la ville d'Autun a été contactée par le SYDESL pour la signature d'une convention, pour la pose de 34ml de câble de réseaux électriques et de fourreaux télécoms sur cette parcelle ;

Considérant que cette convention autorise le SYDESL et les exploitants des réseaux concernés à réaliser ces travaux, tout en précisant les conditions d'accès et de servitude de ceux-ci.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : D'APPROUVER le projet technique de travaux et installations sur la parcelle cadastrée section AM n°0337 ;

Article 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant ayant délégation à signer la convention se rapportant auxdites installations avec le SYDESL ;

Article 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant ayant délégation à signer tout document s'y rapportant.

Pour Extrait Conforme,

La secrétaire de Séance

Morgane BOUCHARD

Le Maire,

Vincent CHAUVET

CONVENTION

Convention n° 32

N° de demande : 014004

Désignation du projet : Dissimulation BT Rue du Faubourg Talus

Commune : Autun

Entre les soussignés :

Le Syndicat Départemental d’Energie de Saône-et-Loire (SYDESL), représenté par son Président et désigné ci-après par l’appellation « Le Syndicat » d’une part,

et

**COMMUNE DE AUTUN
MAIRIE
PLACE DU CHAMP DE MARS
71400 AUTUN**

agissant en qualité de propriétaire, désigné ci-après par

l’appellation « le Propriétaire », d’autre part, il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent.

| LIEU-DITS | PARCELLES | | SUPPORTS ou COFFRETS | | | Dimensions au sol (m²) | Surplomb | | Posé façade (ml) |
|----------------|-----------|------|----------------------|--------------|--------|------------------------|-------------|------------|------------------|
| | Section | N° | Nb | N° ou repère | Nature | | Aérien (ml) | Sout. (ml) | |
| 0002 MAC MAHON | AM | 0337 | | | | | | 34 | |

OBSERVATIONS SYDESL :

.....

.....

Conformément à l’article R 323-8 du Code de l’énergie, le propriétaire déclare que chaque parcelle désignée ci-dessus est exploitée :

- Par lui-même - Non exploitée - Par M.....

Adresse :

OBSERVATIONS PROPRIETAIRE :

.....

.....

Signature au verso ⇨



Les parties, vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution publique d'électricité, tant par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 (codifiés au sein du Code de l'énergie), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925, vu la loi 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du Service Public de l'Electricité et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

Article 1. – Après avoir pris connaissance du tracé de la ligne électrique désignée en page 1, le propriétaire reconnaît au Syndicat, maître d'ouvrage de distribution d'électricité qu'il se propose d'établir et dont il confie l'exploitation à Enedis, son concessionnaire, les droits suivants :

- 1) Etablir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses des bâtiments.
- 2) Etablir des conducteurs aériens d'électricité au-dessus des parcelles désignées en page 1.
- 3) Etablir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur les parcelles désignées en page 1.
- 4) Couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens d'électricité, gênent leurs poses ou pourraient, par leurs mouvements ou leurs chutes, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.
- 5) Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.)
- 6) La consistance exacte des droits reconnus au Syndicat, et à Enedis, au titre des points 1 à 5 du présent article, est définie en page 1 de la présente convention.

Par voie de conséquence, le Syndicat et Enedis pourront faire pénétrer sur lesdites parcelles, leurs agents ou ceux de leurs entreprises dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Article 2. – Eu égard à la nature et à l'objet des travaux à réaliser, ainsi qu'à leur mode de financement, aucune indemnité n'est versée par le Syndicat conformément à l'article R.332-16 du Code de l'Urbanisme.

La présente convention reconnaît au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance et de la réparation des ouvrages. S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une estimation fixée à l'amiable, ou, à défaut d'accord, par le Tribunal compétent.

Les dégâts seront à la charge du Syndicat ou de ses entreprises dans le cas où ils seraient causés par la construction de l'ouvrage. Ils seront à la charge d'Enedis s'ils sont causés par la surveillance, l'entretien ou la réparation des ouvrages.

Article 3.

3.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles. Le propriétaire s'interdit toutefois de faire sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1er, aucune plantation d'arbres ou arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

3.2/ Si le propriétaire se propose de bâtir, de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis, concessionnaire du Syndicat, par lettre recommandée, adressée au Centre de distribution dont dépend la ligne, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation.

Si les ouvrages établis sur les parcelles ne se trouvent pas à une distance réglementaire de la construction projetée, Enedis sera tenu de les modifier ou de les déplacer. Cette modification ou ce déplacement auront lieu selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si le propriétaire n'a pas exécuté les travaux projetés dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement des ouvrages, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

Si Enedis est amenée à modifier ou à déplacer les ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Article 4 –

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de l'occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par les ouvrages. Le Syndicat prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui seraient nés à l'occasion de la construction des ouvrages visés à l'article 1.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

Article 5 – En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 et de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants-droits, que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 (codifié au sein du Code de l'énergie).

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la (les) parcelle(s) traversée(s) par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

Le Tribunal compétent, pour statuer sur les contestations éventuelles auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention, est celui situé sur la zone d'influence de la situation des parcelles.

Article 6 – Le Syndicat déclare qu'il agit dans le présent acte, tant pour lui-même que pour Enedis son concessionnaire, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

Article 7 – La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de la ligne dont il est question à l'article 1er ci-dessus ou de toute autre ligne qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de la ligne existante, ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

Dans le cas de support commun Enedis – FT, les conditions de la présente convention sont applicables pour l'opérateur en charge du service universel de Télécommunications.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application des dispositions de l'article 1045 du Code Général des impôts.

Fait à, le en deux exemplaires.

(Signatures précédées de la mention « Lu et approuvé »)

Le propriétaire,

Le Syndicat,

Mots nuls

DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33
Présents à la séance :31
Pouvoir(s) :2
Absent(s) :0

Date de la convocation :
Délibération n° DEL2026-010

VILLE D'AUTUN

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 8 AVRIL 2026

ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, M. Metin ALBAYRAK, M. Jean-Louis CORMIER, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Patrick CAYEUX, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET , Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Morgane BOUCHARD, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS, Mme Sophie DROUHIN, Mme Carine BEAUFILS.

ONT DONNE PROCURATION :

Mme Céline GOUDIER POSZWA donne pouvoir à Mme Monique GATIER, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Morgane BOUCHARD

OBJET : Administration Générale - Approbation de la convention relative à la gestion et au suivi des installations de défense incendie raccordées au réseau d'eau potable avec le SMEMAC

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29 ;

Vu la délibération du Syndicat Mixte de l'Eau Morvan Autunois Couchois en date du 03 décembre 2025 ;

Vu la convention du SMEMAC jointe en annexe ;

Considérant que par délibération en date du 18 décembre 2012, le SMEMAC a proposé aux communes de gérer pour elles les poteaux incendie ;

Considérant que les opérations d'entretien et de contrôle s'effectuent sur le réseau en service, il apparaît pertinent que le SMEMAC réalise ces missions avec le fermier qui a la charge de la délégation de service public d'eau potable ;

Considérant qu'une convention relative à la gestion et au suivi des installations de défense incendie raccordées au réseau d'eau potable du syndicat a été signée le 15 janvier 2024 ;

Considérant que le SMEMAC a transmis à la commune une nouvelle convention intégrant des modifications de tarif mineures et leurs modalités de révision ;

Considérant que cette convention prévoit conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) le contrôle des débits tous les trois ans et impose un rapport de visite de bon fonctionnement tous les ans.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'APPROUVER la convention jointe en annexe relative à la gestion et au suivi des installations de défense incendie entre la ville d'Autun et le Syndicat Mixte de l'Eau Morvan Autunois Couchois ;

Article 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant ayant délégation à signer tout document s'y rapportant.

Pour Extrait Conforme,

La secrétaire de Séance

Morgane BOUCHARD

Le Maire,

Vincent CHAUVET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'auteur de la délibération peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



CONVENTION RELATIVE À LA GESTION ET AU SUIVI
DES
INSTALLATIONS DE DEFENSE INCENDIE RACCORDEES AU RESEAU d'EAU POTABLE DU SYNDICAT

Version 2026

Entre :

Le Syndicat Mixte de l'Eau Morvan Autunois Couchois (SMEMAC),

Représenté par son Président, Jean SIMONIN, dûment habilité en vertu des délibérations du Conseil Syndical en date du 03/12/2025 et appelé dans les articles qui suivent « le Syndicat ».

Et

La Commune de

Représentée par son maire, M ou Mme _____, dûment habilité par le conseil municipal.

Et ci-dessous appelé « la Commune ».

1- Organisation du service incendie :

L'organisation et le fonctionnement du service incendie sur son territoire, notamment en ce qui concerne la décision d'implantation de nouveaux équipements, l'entretien des équipements existants, leur contrôle et éventuellement leur remplacement afin de respecter les caractéristiques de pression et de débit prévues par la réglementation, relèvent de l'entière responsabilité des Communes.

Or, compte tenu des risques techniques sur le réseau lors des manœuvres ou des réparations sur ces équipements ainsi que de l'obligation de préserver la qualité de l'eau distribuée et celle d'intervenir, en cas de dysfonctionnement, dans les délais les plus courts, il est apparu souhaitable de confier au Concessionnaire les interventions de pose, de maintenance, d'entretien et de contrôles des appareils de lutte contre l'incendie qui sont connectés sur le réseau d'eau potable.

Conformément au RDDECI (Règlement Départemental de défense extérieure contre l'incendie, validé par arrêté du Préfet de Saône et Loire du 1^{er} mars 2017), tous les poteaux incendie doivent recevoir un contrôle réglementaire avec rapport d'intervention.

1.1 - Dispositions générales :

Dans la limite des capacités des installations disponibles, le Concessionnaire fournit gratuitement l'eau nécessaire à l'extinction des sinistres ou aux manœuvres des services d'incendie et de secours débitée par les prises d'incendie situées en domaine public.

En cas d'incendie, le personnel du Concessionnaire, qualifié et disponible, est mis à la disposition des autorités compétentes pour effectuer, à leur demande, toute manœuvre sur le réseau.

Les prises d'incendie ne peuvent être manœuvrées que par les services incendie et de secours, par toutes personnes agréées par le service d'incendie et de secours et par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire est tenu d'avertir sans délai le SDIS et le Syndicat lorsqu'il constate le dysfonctionnement d'un poteau ou d'une bouche d'incendie. Il produit au Syndicat un état des anomalies qu'il a pu relever ou qui ont été portées à sa connaissance, dans le cadre du rapport annuel prévu au présent contrat. Cette disposition est une obligation de moyens et non de résultat, les autorités compétentes restant pleinement responsables de l'identification et de la résorption des dysfonctionnements.

Le Concessionnaire veille, en réalisant tout contrôle nécessaire, au respect du débit et de la pression aux poteaux d'incendie et se tient à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours pour la réalisation d'un contrôle contradictoire du débit et de la pression sur chaque poteau d'incendie. Il produit un rapport présentant les anomalies constatées provenant du service de distribution d'eau potable et les propositions de solution à mettre en œuvre afin d'y remédier.

Conformément à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales, les Communes conservent seules, l'entière responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du service public de défense contre l'incendie sur leur territoire, notamment en ce qui concerne la décision d'implantation de nouvelles installations de lutte contre l'incendie. Les travaux nécessaires au dimensionnement du réseau pour assurer les caractéristiques de pression et de débit normalisées de ces installations sont sous la responsabilité du Syndicat, qui les réalise pour le compte des communes, après contrôle du maintien de la qualité de l'eau et avis des Services Départementaux d'incendie.

Le Concessionnaire est tenu de fournir les éléments nécessaires pour réaliser une étude technique de l'alimentation en eau du service de lutte contre l'incendie.

En revanche, il ne doit jamais mettre en place ou modifier un équipement contribuant à l'alimentation en eau du service de défense contre l'incendie sans un accord préalable et explicite du Maire, ainsi que du Syndicat, ni imputer les dépenses relatives à un tel équipement dans les comptes de la concession du service de distribution d'eau potable. Des accords spéciaux définissent les conditions de fonctionnement des prises d'incendie situées en domaine privé.

Le Concessionnaire assurera les opérations de contrôle, entretien, maintenance, pose et renouvellement si nécessaire des appareils de lutte contre l'incendie situés en domaine public selon les dispositions ci-dessous.

1.2 - Contrôle et entretien des appareils :

Le Concessionnaire assurera le contrôle annuel et l'entretien courant des poteaux et bouches d'incendie situés en domaine public et les maintiendra en bon état de fonctionnement.

Il effectuera une visite systématique de contrôle de débit / pression (incluant le contrôle de bon fonctionnement) et d'entretien sur 33% des hydrants tous les ans et fournira un rapport d'intervention.

Il effectuera un contrôle de bon fonctionnement sur le reste du parc, soit 66% des hydrants, tous les ans et fournira un rapport d'intervention.

Le contrôle des poteaux d'incendie comprend exclusivement :

- la vérification de la mise en eau et le contrôle du bon fonctionnement du système de vidange du poteau d'incendie et son étanchéité,
- la mesure de la pression statique,
- la mesure de la pression dynamique à 60 m³/h ou la mesure du débit maximum si la valeur de 60 m³/h ne peut être atteinte,
- la mesure du débit en m³/h sous une pression de 1 bar.

L'entretien courant des poteaux d'incendie comprend exclusivement :

- le graissage des pièces en mouvement,
- la vérification du fonctionnement des purges,
- le resserrage et le remplacement éventuel des boulons du poteau,
- le nettoyage des abords immédiats (dans un rayon de 2 mètres),
- la remise en conformité des poteaux d'incendie (pièces, coffres...) sur présentation de devis selon le bordereau annexé au contrat.

Le contrôle de bon fonctionnement des poteaux d'incendie comprend exclusivement :

- la vérification de la mise en eau
- le contrôle du bon fonctionnement du système de vidange du poteau d'incendie et son étanchéité »

1.3 - Pose et remplacement d'appareils :

Tous autres travaux et prestations que ceux énumérés ci-dessus seront exécutés, sur ordre de service du Syndicat et après accord préalable du Maire.

Afin de respecter les dispositions du code des marchés publics et notamment le principe de la liberté d'accès à la commande publique, ces travaux pourront indistinctement être réalisés : soit par le concessionnaire au regard de son bordereau de prix, soit par le titulaire d'un marché si ces travaux sont subséquents à une opération d'investissement réalisée par le Syndicat sur le réseau, ou soit par toute autre entreprise après accord conjoint sur devis ou sur un marché dédié.

Le cas échéant, les travaux de remplacement ou d'adjonction d'équipement pourront faire l'objet d'une programmation conjointe entre le Syndicat et la Commune. Cette programmation pourra éventuellement être complétée par des travaux consécutifs à une panne ou une casse.

1.4 - Rémunération du prestataire :

1.4.1 - Le prestataire est le concessionnaire du Syndicat :

Au titre des prestations citées au 1.2, le Concessionnaire percevra auprès du Syndicat la rémunération de :

- Contrôle débit pression : 75 € HT/appareil contrôlé/an révisé au 1er janvier de l'exercice en cours. Le RDDECI impose un contrôle tous les trois ans, un tiers environ sera réparti par année.

- Contrôle de bon fonctionnement : 38 € HT/appareil/an révisé au 1er janvier de l'exercice en cours, pour l'entretien courant les deux autres années sur un cycle de 3 ans.

Au titre des prestations prévues au 1.3, le concessionnaire présentera au Syndicat un devis élaboré à partir du bordereau de prix annexé. Après accord préalable du Syndicat et du Maire de la Commune, sur ordre de service du Syndicat, le Concessionnaire réalisera les travaux correspondants.

Pour tenir compte de l'évolution de celles-ci, ils varieront par le jeu de la formule suivante :

$$K = 0,20 + 0,40 \frac{ICHT_E}{ICHT_E0} + 0,40 \frac{FSD2}{FSD20}$$

La définition des paramètres entrant dans cette formule est la suivante :

ICHT-E : Indice élémentaire de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et de la distribution d'eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution.

FSD2 : Indice des frais et services divers « 2 ».

Les valeurs des indices de l'année N, sont celles publiées sur le site internet du MBTP, et connues au 1^{er} octobre de l'année N-1.

Les valeurs des indices de base, publiées sur le site internet du MBTP et connues au 01/10/2025, sont les suivantes :

ICHT-E₀ = 138,10

FSD2₀ = 163,80

La première actualisation aura lieu le 01/01/2027.

1.4.2 - le prestataire est un prestataire retenu par une mise en concurrence spécifique à une opération :

En application des deuxième et troisième alinéa de l'article 1.3 ci-dessus, le prestataire peut être une entreprise retenue pour une opération d'investissement. Dans ce cas, le devis de l'opération servira de base au règlement et subira les révisions prévues dans ce marché.

1.5 - Facturation :

Le Syndicat effectuera le règlement des mémoires semestriels du Concessionnaire dans les 30 jours suivant la présentation desdits mémoires.

En cas de retard, il sera appliqué des intérêts au taux d'escompte légal.

2- Relations syndicat/commune :

Le Syndicat définira avec le concessionnaire et en accord avec le maire, les prestations à exécuter sur le territoire de la commune.

Les échanges d'information et la validation des devis se feront par courriels ou courriers simples.

Un inventaire des équipements existant sur la Commune à ce jour est annexé à la présente convention.

3- Obligation du Syndicat :

Il tiendra informé le maire de toutes modifications de la défense incendie de sa Commune.

Il gèrera et contrôlera le travail effectué par le concessionnaire ou toute autre entreprise et constatera le travail fait.

Il fournira une copie des rapports d'intervention à la Commune dès le contrôle et vérification effectués.

Il règlera les factures suivant les modalités établies avec l'intervenant.

Il présentera un titre de recette conforme aux accords, à la Commune pour remboursement avant la fin de l'exercice pour toutes interventions réalisées avant le 30 novembre.

En règle générale, il fera valider l'intervention prévue en matière d'extension par la Commune, ainsi que la procédure administrative éventuelle.

Le Syndicat peut, à tout moment, être sollicité pour contrôle par la Commune qui peut demander la fourniture des pièces du dossier à la fois sur les aspects techniques, financier et comptable.

Le Syndicat respectera les normes techniques prescrites en vigueur relatives au marché public utilisé pour réaliser les travaux envisagés, et les imposera si nécessaire à tout intervenant.

4- Obligation de la Commune :

La commune s'adressera au syndicat pour tout projet d'extension ou de modification des emplacements existants.

La commune règlera les sommes convenues à réception des titres de recette et en tout état de cause avant la fin de l'exercice en cours, sauf cas particulier hors des prestations habituelles.

Les sommes dues par les communes comprennent :

- La rémunération prévue à l'article 1.4 pour la prestation de contrôle et d'entretien des équipements.
- La rémunération du syndicat prévue à l'article 7 et fixée par délibération du Comité syndical.
- L'éventuel remboursement des travaux liés à la pose ou au remplacement d'un nouvel équipement prévu à l'article 1.3.

Selon le régime de la TVA du syndicat, la facture sera établie en TTC (Toutes Taxes Comprises) et le remboursement par les communes se fera en TTC pour les prestations suivantes :

- La prestation annuelle de contrôle et d'entretien,
- La rémunération du syndicat prévue à l'article 7,
- Le remboursement de travaux d'investissement (pose ou remplacement).

5- Durée de la présente convention :

La présente convention est conclue pour une année, renouvelable tacitement pour correspondre à la durée du contrat de concession. Si le contrat de concession ne devait pas arriver à son terme, elle prendrait fin à la même date que le contrat de concession.

6- Evolution du patrimoine :

L'inventaire de départ est fixé par relevé joint en annexe. L'inventaire sera rectifié automatiquement chaque année par incorporation des modifications faites dans l'année, par simple constat contradictoire, joint à l'inventaire pour une année.

Les fiches techniques du point d'eau seront jointes à l'inventaire au fur et à mesure de leur création.

7- Rémunération du Syndicat :

La commune s'engage à régler la part de rémunération du Syndicat votée par délibération du conseil syndical.

8- Désaccord :

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des présentes dispositions, les parties conviennent de soumettre leur différend à une commission composée de 3 membres de chaque collectivité pour tentative de conciliation. Si celle-ci devait échouer, le différend pourra être porté devant le tribunal administratif de Dijon.

9- Entrée en vigueur :

La convention entrera en vigueur dès sa signature et portera sur l'exercice quand bien même celui-ci serait fortement commencé.

10- Pénalité réciproque :

Sans objet

11- Résiliation de la convention :

La convention est résiliable par l'une ou l'autre des parties par délibération suivie d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation ne prendra effet au 1^{er} janvier de l'année n que si la demande est faite dans un délai de 6 mois avant la fin de l'année, soit avant le 30 juin de l'année n-1.

Fait à Saint Emiland, le 09/12/2025

Pour La Commune

Le Maire,

Pour le SMEMAC



DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33
Présents à la séance :31
Pouvoir(s):2
Absent(s):0

Date de la convocation :
Délibération n° DEL2026-011

VILLE D'AUTUN

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 8 AVRIL 2026

ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, M. Metin ALBAYRAK, M. Jean-Louis CORMIER, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Patrick CAYEUX, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET, Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Morgane BOUCHARD, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS, Mme Sophie DROUHIN, Mme Carine BEAUFILS.

ONT DONNE PROCURATION :

Mme Céline GOUDIER POSZWA donne pouvoir à Mme Monique GATIER, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Morgane BOUCHARD

OBJET : Administration Générale - Délégation de service public : chauffage urbain - rapport annuel 2024/2025

Vu la troisième partie du code de la commande publique relative aux concessions ;

Vu la délibération du 30 Mars 1998 approuvant le contrat pour la distribution publique d'énergie calorifique par concession ;

Vu le chapitre VI, et plus particulièrement les articles 69 à 73 du contrat de concession conclu entre la Ville d'Autun et la Société d'Exploitation du Chauffage Urbain d'Autun pour la distribution publique d'énergie calorifique de la Commune, par lequel cette dernière est tenue de produire chaque année à la collectivité un compte rendu annuel pour ce réseau, avec justificatifs permettant aux services de la Ville la vérification et le contrôle de sa gestion ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 12 février 2026 et du 02 mars 2026 ;

Vu le rapport annuel 2024/2025 joint en annexe ;

Considérant que l'article L 3131-5 du code de la commande publique ainsi que le contrat de délégation de service public imposent au délégataire la production d'un rapport annuel ;

Considérant que le réseau de chauffage urbain est étendu sur 14 km desservant 3 100 équivalent-logements chauffés avec 59 sous stations. Deux chaufferies desservent l'ensemble du réseau situées sur le site de Saint Pantaléon avec 29,5 MW dont 8 MW en biomasse et sur le site du Parc d'Activités de Saint Andoche avec une puissance de 3 MW dont 1,5 de biomasse ;

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026

ID : 071-217100148-20260408-DEL_011_2026-DE



Considérant que la part biomasse s'élève sur la saison de chauffe 2024/2025 à 55 % et la part récupération cogénération à 31 %. Le rendement global atteint 69,4 % pour cette saison de chauffe. Le résultat est de 386 847 € sur cette saison de chauffe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : DE PRENDRE ACTE du rapport annuel 2024/2025 relatif au service public de Chauffage Urbain de la ville d'Autun.

Le rapport annuel du délégataire sera consultable par le public à la Direction des Services Techniques d'Autun sise 36 rue de Parpas ainsi que sur le site internet de la ville d'Autun.

Pour Extrait Conforme,

La secrétaire de Séance

Morgane BOUCHARD

Le Maire,

Vincent CHAUVET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'auteur de la délibération peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026

ID : 071-217100148-20260408-DEL_011_2026-DE

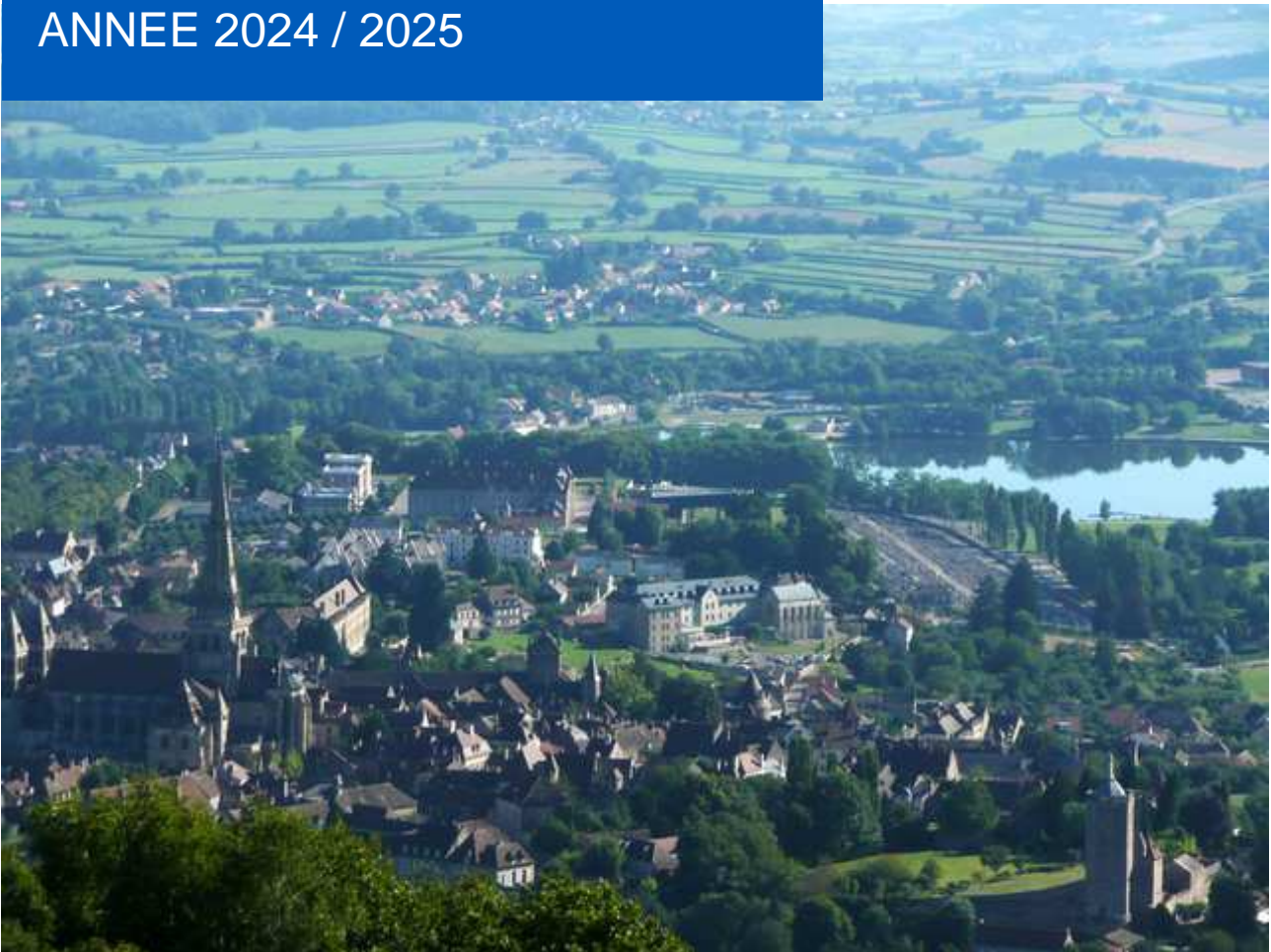


COMPTE-RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER

SOCIETE D'EXPLOITATION DE
CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN

ANNEE 2024 / 2025

Réseaux



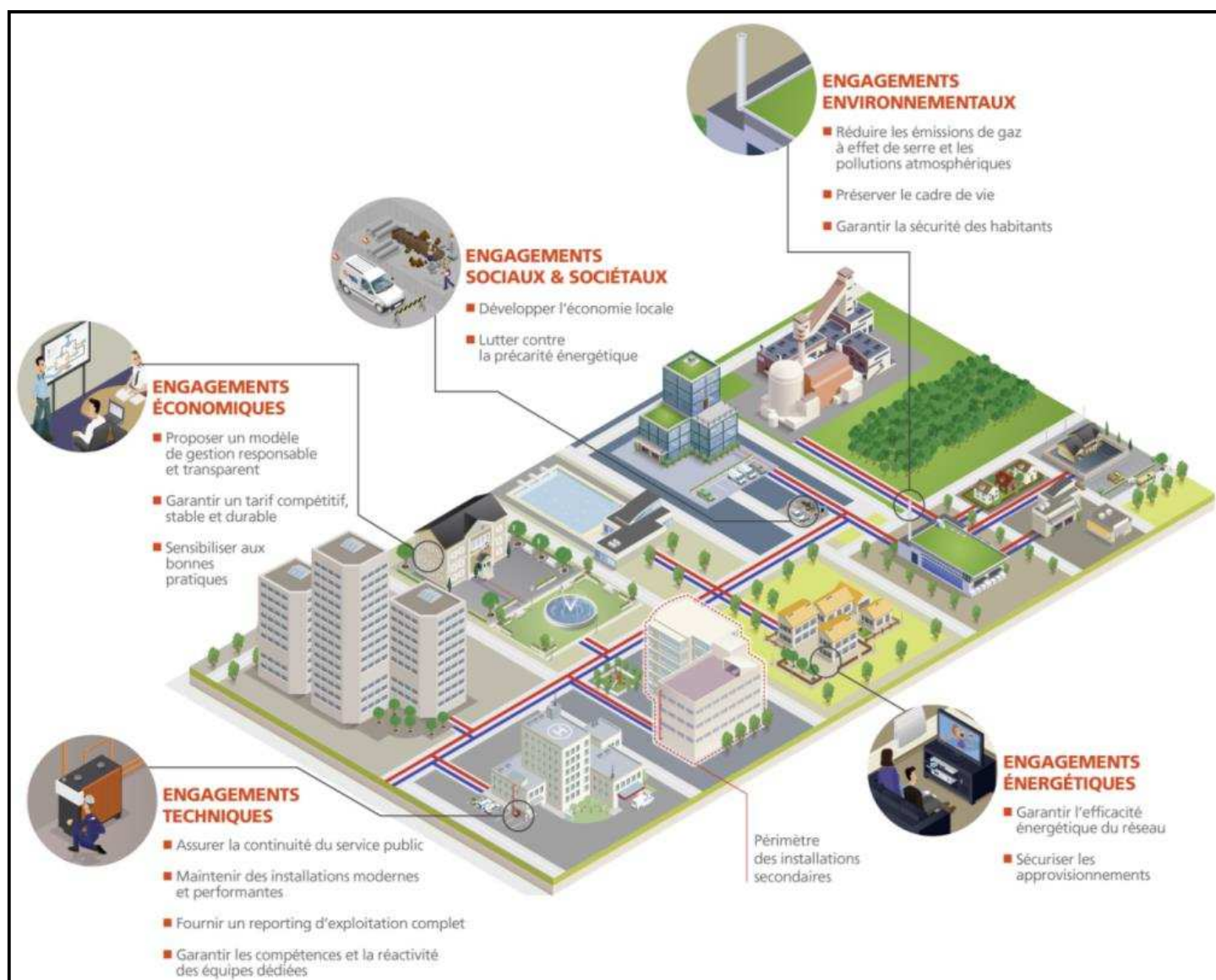
| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | Données générales | 3 |
| 1.1 | PRESENTATION DE NOTRE METIER | 3 |
| 1.2 | LES RESEAUX DE CHALEUR | 4 |
| 1.2.1 | Principe technique général | 4 |
| 1.2.2 | La production de chaleur (généralités) | 4 |
| 1.2.3 | La production de chaleur de SECUA | 8 |
| 1.3 | FORME CONTRACTUELLE D'UNE DSP | 10 |
| 1.3.1 | Parties prenantes | 10 |
| 1.3.2 | Périmètre technique | 11 |
| 1.3.3 | La tarification | 11 |
| 2 | Données techniques et commerciales | 12 |
| 2.1 | PRESENTATION DU CONTRAT | 12 |
| 2.2 | RACCORDEMENTS RECENTS | 14 |
| 2.3 | MODIFICATION DU PERIMETRE DE LA DELEGATION | 14 |
| 2.4 | PRINCIPAUX ABONNES | 14 |
| 2.5 | CHIFFRES CLES | 15 |
| 2.6 | CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA CHAUFFERIE | 16 |
| 2.7 | NOTRE STRUCTURE AFFECTEE AU SITE | 18 |
| 2.8 | MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR REpondre A NOS ENGAGEMENTS | 19 |
| 2.8.1 | Les moyens apportés par la direction de Dalkia | 19 |
| 2.8.2 | Les moyens apportés par l'établissement de Dalkia Centre-Est | 20 |
| 2.8.3 | Les moyens apportés par Le Centre Bourgogne Dalkia basé à Dijon | 21 |
| 2.9 | EVENEMENTS COMMERCIAUX ET/OU TECHNIQUES MAJEURS SURVENUS DURANT LA SAISON | 22 |
| 2.9.1 | Visites des installations | 22 |
| 2.9.2 | Les travaux durant la saison 2024-2025 | 22 |
| 2.9.3 | Bilan des travaux de sécurisation du réseau de distribution | 24 |
| 2.10 | MANAGEMENT DE LA SECURITE | 25 |
| 2.11 | MANAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT | 27 |
| 2.12 | FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE | 28 |
| 2.12.1 | Saint Pantaléon | 28 |
| 2.12.2 | PASA | 29 |
| 2.12.3 | Réseau | 29 |
| 3 | Données financières | 30 |
| 3.1 | COMPTE D'EXPLOITATION 2024 / 2025 | 30 |
| 3.2 | COMMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DES RESULTATS FINANCIERS | 31 |
| 3.3 | SITUATION POSTE P3 | 31 |
| 3.4 | IMMOBILISATIONS | 35 |
| 3.5 | DETAIL DU CALCUL DE LA REDEVANCE DUE A LA VILLE | 36 |
| 3.6 | LIASSE FISCALE | 36 |
| 3.7 | SITUATION DES BIENS ET DES IMMOBILISATIONS | 36 |
| 3.7.1 | Chaufferie | 36 |
| 3.7.2 | Réseau de chauffage et sous-stations | 37 |
| 3.8 | INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR ET DES BIENS DE REPRISE | 37 |
| 3.9 | PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUELEMENT PLURIANNUEL | 37 |
| 4 | Données techniques | 38 |

| | | |
|------------|---|-----------|
| 4.1 | BILAN D'EXPLOITATION 2023/2024 (RAPPEL) | 38 |
| 4.2 | BILAN D'EXPLOITATION 2024/2025 | 39 |
| 4.3 | BILAN ENERGETIQUE | 40 |
| 4.3.1 | <i>Caractéristiques de la saison de chauffe</i> | 40 |
| 4.3.2 | <i>Ventes d'énergie</i> | 41 |
| 4.3.3 | <i>Sources d'énergie utilisées</i> | 42 |
| 4.3.4 | <i>Rendement global de l'installation</i> | 43 |
| 5 | Qualité du service | 45 |
| 5.1 | EXPLOITATION | 45 |
| 5.2 | TRAITEMENT DES RECLAMATIONS - FELICITATIONS | 46 |
| 5.3 | CONTINUITE DE SERVICE | 46 |
| 5.3.1 | <i>Liste des incidents d'exploitation ayant eu un impact pour les abonnés</i> | 46 |
| 5.3.2 | <i>Incidents ayant eu un impact direct sur l'environnement</i> | 47 |
| 5.4 | CONTROLES REGLEMENTAIRES ET VERIFICATIONS PERIODIQUES | 47 |
| 5.4.1 | <i>Site de Saint Pantaléon</i> | 47 |
| 5.4.2 | <i>Site du Pasa</i> | 47 |
| 6 | Indicateurs de performance | 48 |
| 6.1 | PREVISIONS DE TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT SAISON 2025/2026 | 49 |
| 6.2 | ACTIONS PREVUES EN VUE D'AMELIORER LA PERFORMANCE ENERGETIQUE | 49 |
| 6.3 | ACTIONS PREVUES DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE | 49 |
| 6.4 | ACTIONS PREVUES DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 49 |
| 6.5 | PERSPECTIVES DE RACCORDEMENT | 49 |
| 7 | Conclusion | 50 |

1 Données générales

1.1 Présentation de notre métier

- Produire, transporter et distribuer la chaleur pour tous usages dans le périmètre concédé et sans interruption de fourniture,
- Faire bénéficier les abonnés du même niveau de confort et de l'égalité de traitement.

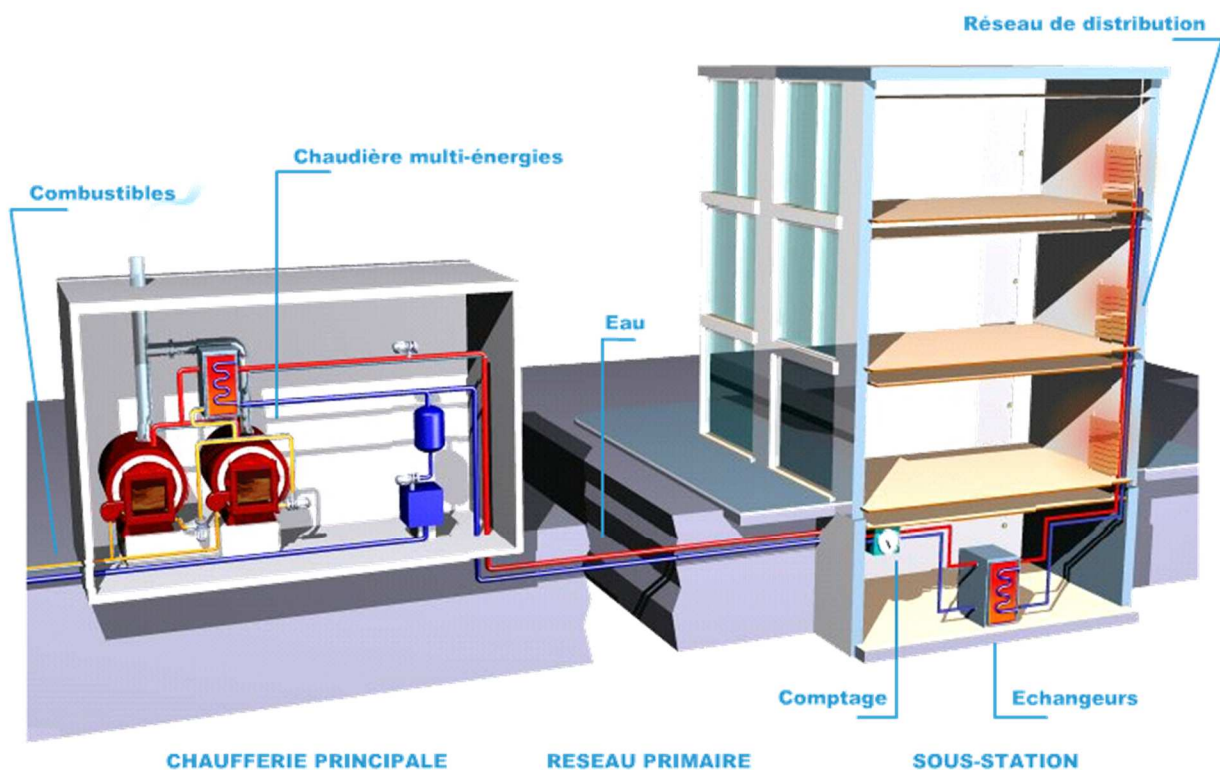


1.2 Les réseaux de chaleur

1.2.1 Principe technique général

Un réseau de chaleur se découpe en trois parties :

- Une centrale de production de chaleur,
- Un réseau primaire de transport du fluide caloporteur,
- Une sous-station qui permet de délivrer la chaleur aux clients.



1.2.2 La production de chaleur (généralités)

La chaudière classique (gaz ou fioul) :

- Principe :
 - La chaudière est le système le plus simple de production de chaleur.
 - Le combustible et le carburant sont consommés dans une chambre de combustion. La chaleur dégagée permet le réchauffage d'un fluide caloporteur permettant d'apporter la chaleur aux points de livraison.
- Avantages :
 - Technologie simple,
 - Rendement thermique élevé.

■ Inconvénients :

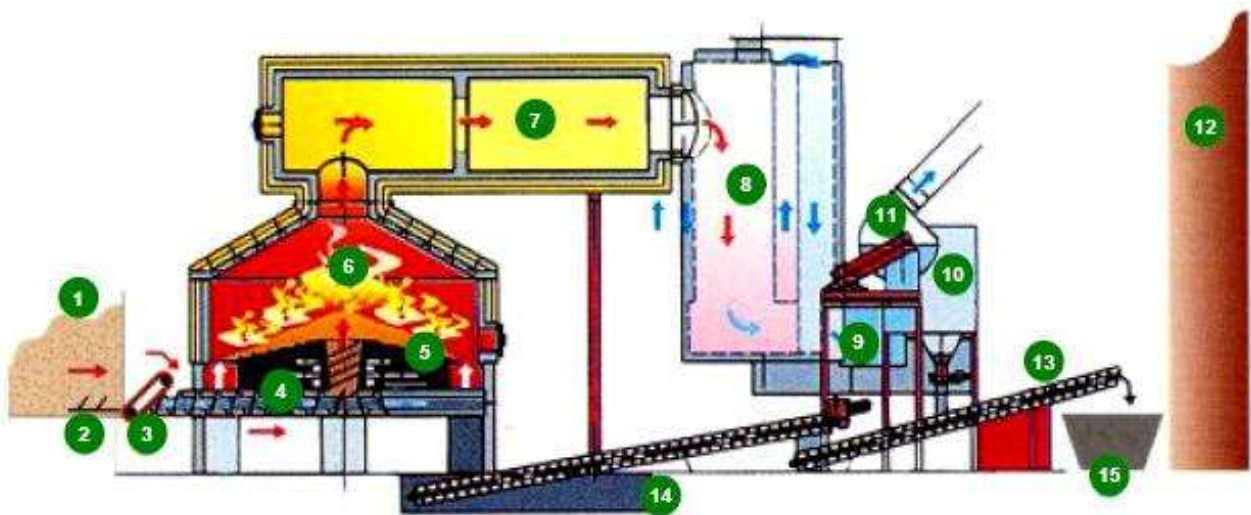
- Emissions atmosphériques liées à l'utilisation des combustibles fossiles.
- Intégration dans le paysage urbain.

La biomasse :

■ Principe :

La biomasse est l'énergie obtenue à partir de déchets végétaux ou animaux. Il s'agit de la chaleur fournie par la combustion du bois ou de résidus agricoles. La forêt ne constitue une ressource renouvelable que dans la mesure où son exploitation s'accompagne de reboisement.

■ Principe de fonctionnement de la chaudière de Saint Pantaléon :



1) Silo de stockage :

La biomasse est extraite du silo de stockage par un fond mouvant équipé de racleurs.

2) Racleurs :

La biomasse est extraite du silo.

3) Convoyeur combustible :

La biomasse est acheminée vers le foyer.

4) Vis sans fin :

La biomasse pénètre dans la chambre de combustion poussée par une vis sans fin et retombe sur une grille concentrique.

5) Grilles concentriques :

Des grilles concentriques mobiles en gradins permettent l'évacuation des cendres.

6) Chambre de combustion primaire :

La biomasse brûle en produisant des poussières, des gaz de pyrolyse, des cendres et de la chaleur à une température de 600 à 750° C.

7) Chambre de post-combustion :

Les gaz de pyrolyse sont brûlés à leur tour à une température de 1000 à 1050° C.

8) Chaudières et pompes :

Ici s'effectue l'échange de chaleur avec l'eau du réseau, qui arrive à la chaudière à une température de 75° C et en ressort à 109° C.

9) Dépoussiéreur multi cyclone :

Les poussières les plus grosses sont retenues et récupérées.

10) Filtre électrostatique :

Les poussières les plus fines sont retenues et récupérées.

11) Ventilateur d'extraction

12) Cheminée :

Les émissions résiduelles sont évacuées, principalement sous forme de CO2 et de vapeur d'eau.

13) Convoyeur cendres et poussières :

Les cendres et les poussières sont récupérées et convoyées vers la benne à cendres.

14) Cendrier

15) Benne à cendres :

Les bennes à cendres sont évacuées vers des sites de retraitement.

■ Principe de fonctionnement de la chaudière PASA :



- 1) L'approvisionnement en biomasse est assuré par Forêt Sciages d'Autun. Le bois énergie livré est un mélange à 50/50 d'écorces et de connexes. Cette biomasse est livrée avec la chargeuse de la scierie directement dans les silos de cette chaufferie.
- 2) La biomasse est déversée dans **2 silos actifs d'environ 200 m³** permettant une autonomie de fonctionnement de 4 jours. Celle-ci est extraite à l'aide d'un système d'échelles mobiles carrossables, activées par des vérins hydrauliques. La biomasse est acheminée par un **poussoir hydraulique** dans la goulotte d'introduction de la chaudière.
- 3) Le bois s'enflamme dans la chaudière par rayonnement de la voûte réfractaire et la combustion (entre 800 et 900°C) se fait sur une grille dynamique.
- 4) Les fumées chaudes passent à travers un échangeur vertical et cèdent leurs calories à l'eau qui circulera dans le réseau de chaleur et alimentera les abonnés.
- 5) Les fumées refroidies passent dans un électrofiltre qui enlèvera les particules présentes dans l'air. Les émissions résiduelles sont évacuées par la cheminée, principalement sous forme de CO₂ et de vapeur d'eau.
- 6) La combustion de la biomasse produit des **cendres**. Celles-ci sont collectées puis convoyées dans des bennes à cendres à l'extérieur de la chaufferie. Ces bennes sont ensuite évacuées pour stockage puis épandage en surfaces agricoles.

■ Avantages :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- Valorisation des déchets de bois.

■ Inconvénients :

- Nécessité d'une grande rigueur dans la planification des livraisons et du contrôle de la qualité au cours de chaque approvisionnement,
- Nécessité d'un nettoyage régulier des installations afin d'éviter la corrosion due à l'humidité des cendres. (Cendres humides sous foyer uniquement à la chaufferie Saint Pantaléon).

1.2.3 La production de chaleur de SECUA

Le réseau de chauffage urbain d'Autun comprend deux points d'injection d'énergie à « Saint Pantaléon » et sur la zone du « PASA ». Chacun de ces deux points comprend une chaufferie biomasse et une chaufferie « énergies fossiles », servant d'appoint/secours à l'énergie « bois ».

Depuis novembre 2017, Secua importe également la chaleur de récupération issue d'une unité de cogénération installée au Pasa.

Les chaudières à énergies fossiles à Saint Pantaléon :

- Puissance totale : 21,5 MW.
- Fonctionnement gaz (3 générateurs : 4,5 - 8 - 9 MW).



La chaufferie biomasse de Saint Pantaléon :

- Une chaudière d'une puissance de 8 MW thermiques.
- Mise en service en septembre 1999.



Le combustible biomasse utilisé a évolué durant cet exercice. En effet, suite à une panne importante en décembre 2023 / janvier 2024, le mélange utilisé auparavant et constitué à 60% d'écorces broyées et à 40% de plaquettes a été remplacé sur le site de St. Pantaléon par 100% de plaquettes forestières.

Nous jugeons que le surcoût à l'achat du combustible sera compensé par :

- la baisse des coûts d'évacuation des cendres,
- les gains de productivité par rapport à l'entretien,
- les dépenses évitées de réparation.

Ce nouveau combustible devrait nous permettre de se rapprocher du niveau réglementaire de qualité des rejets atmosphériques, notamment au niveau des poussières.

L'ensemble des approvisionnements est géré par notre filière biomasse BEF (Bois Energie France) qui achète la biomasse auprès des fournisseurs suivants : Pôle Biomasse Hautes Côtes (71) et For'est (54). Les fournisseurs approvisionnent et gèrent le transport de la biomasse en direct.

Ci-dessous, le suivi des provenances du bois rentré sur la plateforme durant cette période 2024/2025 :

| Département d'origine | Commune d'origine | Répartition |
|-----------------------|---|-------------|
| 70 | Brussey / Courcuire / Frasne Le Château / La Chapelle Saint Quillain / Nouvelle Les La Charité | 2.4 % |
| 39 | Arbois / Asnans / Champprougier / Chaussin / La Vielle Loye / Le Deschaux / Lons Le Saunier / Montholier / Montrond / Ranchot / Saint Aubin / Vriange | 11.0 % |
| 21 | Chamboeuf / Bonnencontre / Pouilly-Sur-Vingeanne | 85.8 % |
| 25 | Arc-et-Senan / Rurey | 0.8 % |
| Total général | | 100% |

Nous travaillons essentiellement avec des fournisseurs locaux.

La chaufferie mixte bois/gaz « PASA » :

La chaufferie mixte bois/gaz « PASA » d'une puissance totale de 3 MW a été mise en service en 2013.

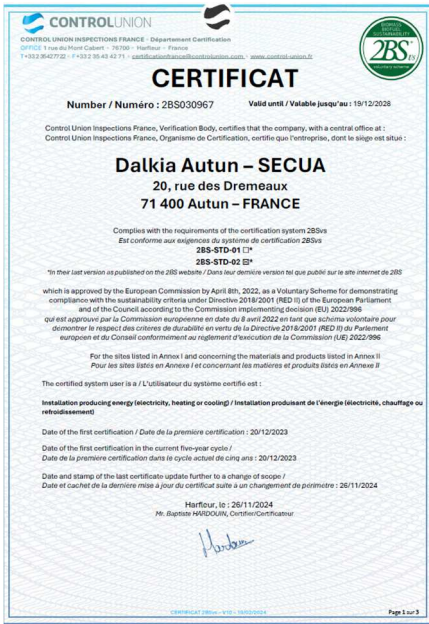
Ses éléments constitutifs sont une chaudière bois AGROFORST de 1,5 MW et une chaudière gaz naturel de marque GUILLOT de même puissance. Cette dernière permet de suppléer la chaudière bois en cas de panne et apporte le complément de puissance nécessaire durant les jours de grand froid et pendant la période de relance du chauffage le matin.



Chaufferie PASA – Avril 2013

Pour la chaufferie bois du PASA, notre filiale BEF utilise un seul fournisseur de bois. Il s'agit de Forêt Sciages d'Autun. Le bois énergie livré est un mélange à 50/50 d'écorces et de connexes. Cette biomasse est livrée avec la chargeuse de la scierie directement dans les silos de cette chaufferie.

Nous travaillons avec un fournisseur très local.



Depuis décembre 2023, SECUA est certifié « RED2 biomasse ».

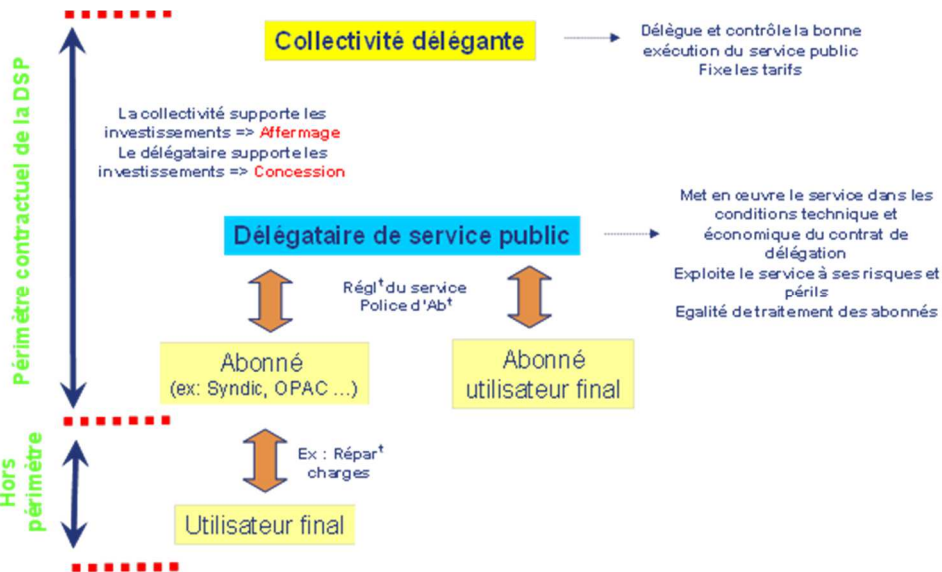
La directive RED 2 impose des critères stricts à atteindre afin de garantir que la production de biomasse respecte certaines normes environnementales et sociales européennes. Elle définit des exigences en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux carburants fossiles, de préservation des terres, de protection de la biodiversité et du respect des droits des travailleurs.

La certification « RED II biomasse » permet donc d'attester que la biomasse utilisée pour la production d'énergie répond aux critères de durabilité définis par cette directive européenne.

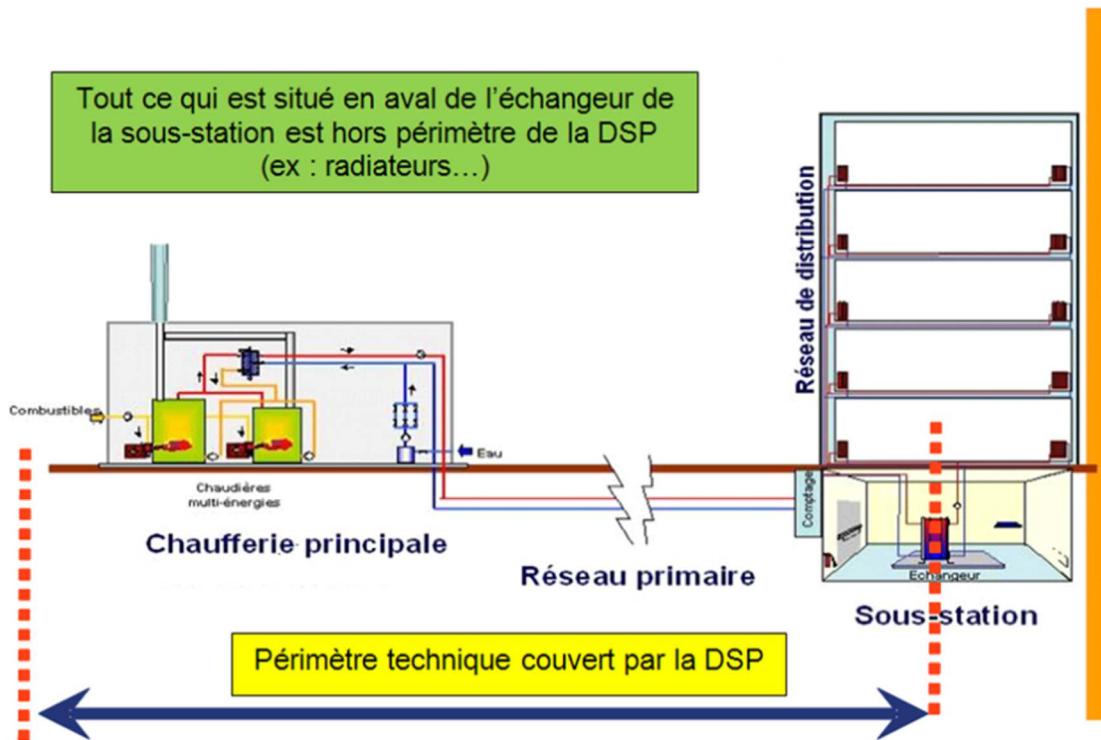
Secua a renouvelé sa certification « RED II » en novembre 2024.

1.3 Forme contractuelle d'une DSP

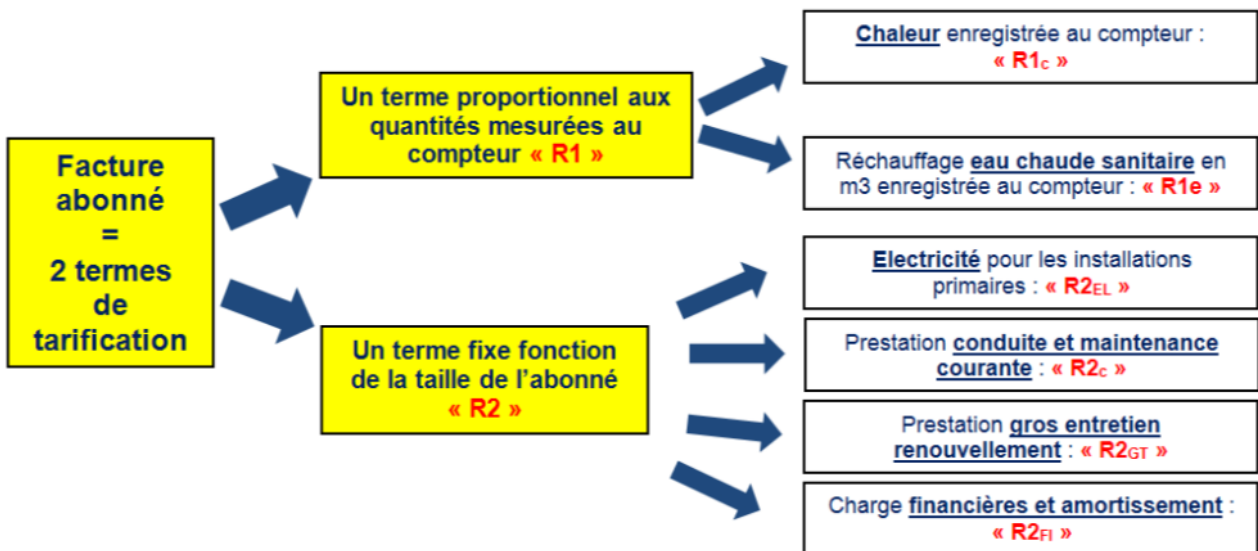
1.3.1 Parties prenantes



1.3.2 Périmètre technique



1.3.3 La tarification



La partie fixe, dénommée R2, est répartie auprès des abonnés en fonction des puissances souscrites.

2 Données techniques et commerciales

2.1 Présentation du contrat

La ville d'Autun a concédé à la société SECUA, par contrat en date du 30 mars 1998, la production, la distribution publique d'énergie calorifique et la réalisation des travaux de modernisation et d'extensions suivants :

- Transformation du réseau de Saint Pantaléon en réseau basse température,
- Raccordement du réseau de Saint Andoche,
- Création d'une chaufferie bois de 8 MW,
- Mise en conformité aux normes de sécurité et d'environnement.

Ce contrat de concession, d'une durée de 24 ans, a débuté le 1er juillet 1998 pour s'achever le 30 juin 2022. En 2011, il a été prolongé de 8 ans pour prendre fin le 30 juin 2030.

Conçu dans les années 1970, le chauffage urbain d'Autun fonctionnait au fioul lourd (à hauteur de 90 %) et au gaz (à hauteur de 10 %).

D'importants travaux étaient devenus nécessaires afin de répondre aux nouvelles normes environnementales. Mais plutôt qu'une simple rénovation, la ville d'Autun et son concessionnaire SECUA ont choisi d'innover. La chaufferie au bois qui fonctionne depuis septembre 1999, se doit d'apporter jusqu'à 60 % de l'énergie nécessaire au chauffage des quelques 3 100 équivalents-logements raccordés actuellement au réseau. L'ancienne chaufferie gaz, entièrement modernisée, doit apporter en appoint le restant.

En 2012, la société SECUA a réalisé une nouvelle chaufferie biomasse située sur le Parc d'Activité Saint Andoche.

Le traité de concession a fait successivement l'objet de neuf avenants :

- Avenant n° 1 du 20 décembre 2005, prenant effet le 20 décembre 2005, qui a pour objet de :
 - Inclure parmi les ouvrages de la concession une extension du réseau sur le quartier du Vallon et de la ZA de Pont l'Evêque,
 - Définir les modalités applicables à la réalisation de cette extension et à l'exploitation du service pour ses usagers.
- Avenant n° 2 du 21 juin 2005, prenant effet le 28 juillet 2005, qui a pour objet de **remplacer la clause de révision du R2** incluant l'indice PSDA par une formule de révision utilisant les indices de substitution EBI et TCH recommandés par la DGCCRF.

- Avenant **n° 3** du 20 décembre 2005, prenant effet le 1er juillet 2005, qui a pour objet de :
 - Modifier les dispositions tarifaires de la concession par introduction d'un nouveau tarif R2 dit « tarif gros consommateur »,
 - Diminuer la redevance R2 GC due à la collectivité par les usagers,
 - Introduire des dispositions en faveur des abonnés réalisant des travaux d'isolation thermique.

- Avenant **n°4** du 23 février 2007, prenant effet le 1er janvier 2007, qui a pour objet de :
 - Déterminer les conditions de mise en œuvre du programme de sécurisation du réseau de chauffage urbain de la Ville,
 - Revoir les conditions tarifaires de fourniture de chaleur aux abonnés selon le terme R2 (R2').

- Avenant **N°5** concerne la clarification de l'actionnariat.

- Avenant **N°6**, prenant effet le 01 janvier 2009, qui a pour objet la substitution de l'indice ICHTTS1 par l'indice ICHT-IME.

- Avenant **N°7**, prenant effet le 09/08/2011, qui a pour objet de :
 - Etendre le champ géographique de la concession,
 - Déterminer le programme de travaux neufs de renforcement des moyens de production et de développement du réseau,
 - Réviser les modalités d'indexation tarifaires,
 - Prolonger la durée du Contrat jusqu'au 30 juin 2030 inclus,
 - D'aménager certaines dispositions du Contrat des modifications subséquentes.

- Avenant **N°8** prenant effet le 13/01/2015 et qui a pour objet de Réviser les modalités d'indexation tarifaires afin de prendre en compte la suppression des tarifs gaz réglementés.

- Avenant **N°9** en date du 29 décembre 2017 qui a pour objet de :
 - Modifier les dispositions tarifaires de la concession par l'introduction d'un nouveau tarif « industriel »,
 - Modifier la redevance R2GC et d'en tirer les conséquences sur le tarif des abonnés,
 - Autoriser le Délégitaire à importer de la chaleur cogénérée et d'adapter le tarif en conséquence.

Durant cet exercice, nous avons étudié, avec les services de la ville d'Autun, l'impact du renouvellement de la chaudière biomasse de Saint Pantaléon ainsi que les modalités contractuelles liées à ce renouvellement. Un avenant n°10 au contrat de DSP a été présenté fin mars 2025 au Conseil municipal de la ville d'Autun. Un accord de principe a été obtenu pour valider cet avenant sous condition d'obtention d'un montant de subvention suffisant. Depuis cette présentation, un dossier de demande de subvention auprès de l'Ademe BFC est en cours d'instruction.

2.2 Raccordements récents

Notre démarche commerciale auprès du bailleur social Habellis en charge de la gestion du Village de la Croix Blanche à Autun a abouti à la signature d'une police d'abonnement au cours du 1^{er} trimestre 2024. Cet ensemble était totalement dépendant du combustible fossile gaz et devait renouveler ses moyens de production de chaleur. Le raccordement au réseau urbain va lui permettre d'éviter des investissements lourds liés au renouvellement de ses chaudières, aux mises aux normes de sa chaufferie à gaz et de bénéficier d'une facture énergétique annuelle bien plus stable dans le temps.

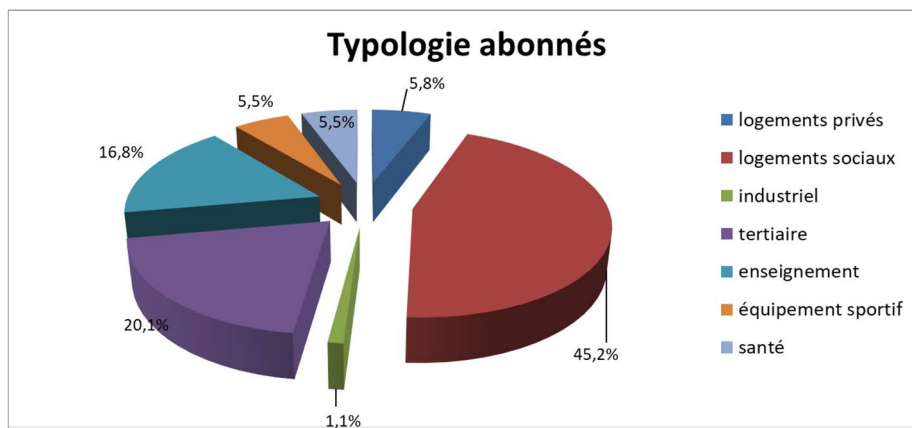
La mise en service de cette nouvelle sous-station a été effectuée le 30 mai 2024.



2.3 Modification du périmètre de la délégation

Le périmètre de la délégation n'a pas été modifié au cours de la saison 2024/2025.

2.4 Principaux abonnés



Répartition des abonnés par Redevance Forfaitaire * m² souscrit
 (y compris nouvelles sous-stations raccordées)

2.5 Chiffres clés







A noter, une nouvelle baisse de souscription a été contractualisée sur le patrimoine sous la gestion du bailleur social Opac 71 afin de prendre en compte la fermeture de certains bâtiments dans l'attente de leurs démolitions. L'avenant prenant en compte cette baisse de souscription a pris effet le 1^{er} octobre 2024.

De nouvelles baisses de souscription sont envisagées durant le prochain exercice pour les mêmes raisons.

Concernant l'exercice 2024/2025, la part de souscription globale reste néanmoins proche de la stabilité par rapport à l'exercice précédent. En effet les baisses de souscription réalisées sur le patrimoine de l'Opac 71 (- 465 URF) ont été neutralisées par le raccordement de l'Ehpad de la Croix Blanche (+ 514 URF).


2.6 Caractéristiques techniques de la chaufferie


| Equipement | Combustible | Puissance |
|--|-------------|-------------------|
| <p>Générateur 1</p>  | Biomasse | 8 MW thermique |
| <p>Générateur 2</p>  | Gaz | 8,34 MW thermique |
| <p>Générateur 4</p>  | Gaz | 4,5 MW thermique |
| <p>Générateur 3</p>  | Gaz | 9,3 MW thermique |

La chaufferie urbaine d'Autun est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sous les rubriques :

- 2910 A Autorisation (Installations de combustion),
- 1530.2 Déclaration (Dépôt de bois).

Chaufferie PASA (Parc d'Activité Saint Andoche) :

| Equipement | Combustible | Puissance |
|---|-----------------|---------------|
| <p>Générateur 1</p>  | Biomasse | 1,5 MW |

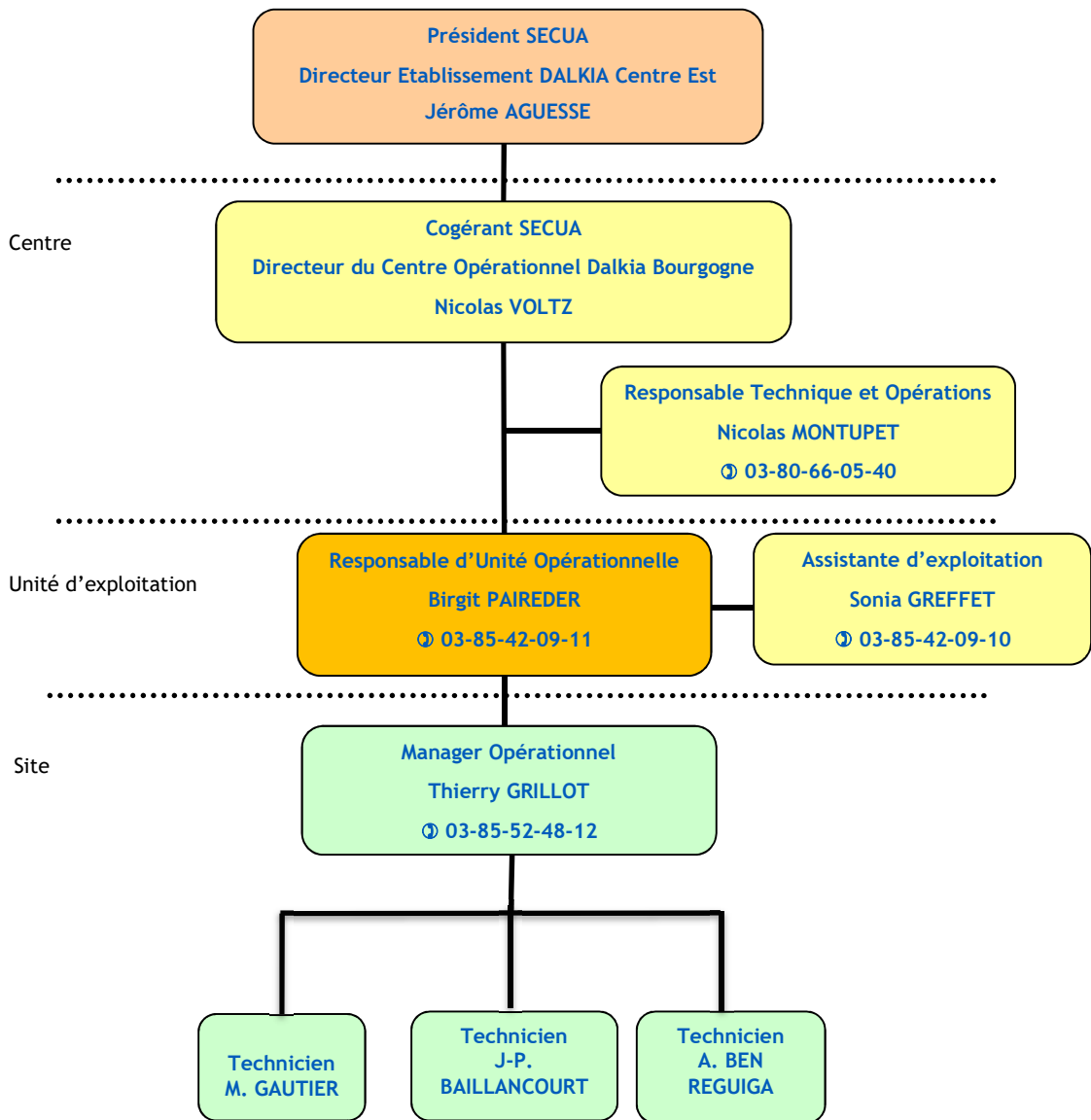
| Equipement | Combustible | Puissance |
|--|-------------|---------------|
| <p>Générateur 2</p>  | Gaz | 1,5 MW |
| <p>Echangeur interconnexion cogénération (1^{er} novembre au 31 mars)</p> | Gaz | 3,3 MW |

La chaufferie PASA est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sous les rubriques :

- 2910 A Déclaration (Installations de combustion),
- 1530.2 Déclaration (Dépôt de bois).

2.7 Notre structure affectée au site

SECUA
 20 rue des Drémeaux
 71400 AUTUN
 ☎ 03-85-52-48-12
 Astreinte 24h/24 – 7j/7 – 365 jours/an
 ☎ 0 800-80-93-00



En complément de la structure affectée au site, d'autres services supports interviennent, à savoir :

■ Supports locaux :

| | |
|--|-------------------------------|
| Chef de projet: réalisation Cellule Travaux | Vincent JUIF Jimmy TESSIER |
| Relation avec l'Autorité Concédante | Rémy BRUNETTI Hervé MONNIN |

■ Supports administratif / technique et commercial régionaux :

| | |
|---|---|
| Responsable facturation Gestionnaire de contrats Contrôleur de gestion Responsable Service Travaux Centre Est Relation avec les abonnés | Laurence ENJALBERT Julie MAY Thibaut POIROT Bastien CAUJOLLE Hervé MONNIN |
|---|---|

2.8 Moyens mis en œuvre pour répondre à nos engagements

SECUA bénéficie de l'appui des structures locales, régionales et nationales de Dalkia.

2.8.1 Les moyens apportés par la direction de Dalkia

Basée à PARIS (La Défense), elle pilote les 7 établissements français de Dalkia et développe, au-delà de ses activités de siège, des missions essentielles qui sont :

- La recherche et le développement liés aux services énergétiques,
- La définition et la mise en œuvre de la politique technique du groupe,
- La gestion des assurances et la maîtrise des risques,
- L'initiation des projets innovants et la participation aux programmes de recherche d'EDF,
- La réalisation de diagnostics énergétiques et de bilans carbone,
- La définition des méthodes de travail,
- La définition des outils informatiques et leur développement,
- La gestion des systèmes d'information, développement, maintenance, exploitation,
- La réalisation des services informatiques,
- Le partage des savoir-faire et la conduite du changement,
- La définition des plans d'actions préventives (légionellose, sécurité électrique, qualité de l'air intérieur ...),
- La mise à disposition d'une cellule d'assistance à l'ingénierie des grands projets,
- La prise en compte des évolutions réglementaires,

- La veille sur les marchés de l'énergie (gaz, électricité, biomasse, ...) en vue de proposer un mix énergétique adapté aux marchés et aux installations de nos clients,
- L'organisation de la gestion des ressources humaines, du développement des compétences,
- L'organisation de la paie et l'administration du personnel,
- Le management de la sécurité,
- La gestion centralisée de la trésorerie par la mise en place d'un cash-pooling,
- L'optimisation et l'accès au financement sur les marchés financiers mondiaux.

Ainsi, SECUA dispose à tout moment de l'ensemble des moyens offerts par le groupe Dalkia, filiale d'EDF. Dalkia gère plus de 33 500 installations (dont plus de 330 réseaux de chaleur et de froid en France) avec plus de 22 000 collaborateurs en France et à l'International (Données 2024).

2.8.2 Les moyens apportés par l'établissement de Dalkia Centre-Est

Basé à LYON, il dispose de tous les supports fonctionnels d'une grande entreprise, à savoir :

- Direction Générale,
- Direction des Opérations (technique, sécurité, qualité, méthodes),
- Direction Technique et des Grands Projets,
- Direction Commerciale (vente, marketing),
- Direction Administrative et Financière (contrôle financiers, financement, comptabilité, reporting financier, facturation, recouvrement, gestion des risques),
- Direction des Ressources Humaines (recrutement, formation continue, assistance au personnel),
- Direction des Achats,
- Direction Juridique et Risk Management,
- Direction de la Communication,
- Assistance commerciale et développement :
 - Préparation des polices, contrats, avenants,
 - Manifestations commerciales,
 - Plaquette commerciale,
 - Elaboration du rapport annuel d'activité remis aux co-contractants.
 - Assistance administrative, comptable et financière :
 - Assistance et conseils,
 - Mise en place, élaboration et suivi du budget,

- Elaboration et mise en place des plans de financement,
- Elaboration des comptes aux normes françaises et internationales,
- Evaluation annuelle des procédures de la société,
- Gestion des échéances fiscales et contact avec les Administrations,
- Relation avec les Commissaires aux Comptes,
- Gestion de la facturation et du recouvrement.
 - Assistance juridique :
 - Tenue des registres légaux,
 - Publications périodiques,
 - Mise à disposition d'un fonds documentaire juridique et fiscal actualisé en permanence et diffusion d'une information juridique et fiscale périodique,
 - Négociation aux meilleures conditions de la couverture des risques que comporte l'exploitation de la jouissance du patrimoine immobilier,
 - Aide au suivi du contentieux et prise en charge de dossiers particuliers de contentieux,
 - Conseil pour la préparation, la mise au point et le suivi des documents contractuels avec les Collectivités locales.
 - Assistance technique :
 - Centre de pilotage de la performance énergétique,
 - Centre de pilotage de la performance opérationnelle,
 - Service Qualité Sécurité Sureté Environnement,
 - Optimisation des achats et contractualisation,
 - Gestion des plates-formes d'appel client 24 heures/24 (C.R.C. Centre de Relations Clients),
 - Gestion des sinistres.

2.8.3 Les moyens apportés par Le Centre Bourgogne Dalkia basé à Dijon

Il apporte ses compétences dans les domaines suivants :

- Assistance générale :
 - Relation avec les collectivités locales.
 - Assistance commerciale et développement :
 - Contacts avec la clientèle locale présente sur l'installation,
 - Organisation et amélioration du « Service Clients ».
 - Assistance technique :
 - Commandes de matériel, gestion des relations avec les fournisseurs,
 - Etudes techniques (renouvellement de matériel, choix des fournisseurs),

- Contrôle et assistance sur site,
- Assistance au maintien et à l'entretien des installations confiées,
- Assistance à la définition et à l'élaboration de comptes rendus techniques annuels aux collectivités,
- Assistance à l'optimisation du mix énergétique : gestion des combustibles,
- Organisation et gestion des astreintes destinées aux interventions sur site 24h/24h.

2.9 Evènements commerciaux et/ou techniques majeurs survenus durant la saison

Suite à un audit de la chaîne de production qui a été réalisée en collaboration avec un partenaire spécialiste (STC Biomasse) en mai 2024, les réparations jugées nécessaires ont été engagées pendant l'été 2024, à savoir : le remplacement des grilles du foyer et du cône d'éjection biomasse, la vérification complète des parties mécaniques tournantes du foyer...

Concernant le réseau, la création d'une lyre rue de la Croix verte a permis de traiter un problème de fond concernant les fuites récurrentes dans cette rue.

La création d'une chambre à vannes a amélioré la conduite du réseau d'un point de vue sécurité pour les équipes et a renforcé l'efficacité d'isolement du tronçon rue de la Croix verte.

Une année marquée par un nombre significatif de fuites concentré sur la branche qui alimente les sous-stations « du Lac ». Certaines réparations de fuites se sont avérées complexes et ont généré des coûts de réparation importants.

2.9.1 Visites des installations

Une visite de la municipalité s'est déroulée le 12/03/2025.

2.9.2 Les travaux durant la saison 2024-2025

Au cours de la saison 2024-2025, nous avons procédé aux principaux travaux suivants :

■ Sur la chaufferie Gaz Saint Pantaléon :

- Remplacement des luminaires par de l'éclairage LED
- Amélioration de l'automatisme de la régulation du réseau

■ Sur la chaufferie Biomasse Saint Pantaléon :

- Remplacement de la totalité des grilles du foyer
- Remplacement du cône d'éjection du foyer

- Vérification complète des parties mécaniques tournantes du foyer
- Remplacement de l'Automate
- Remise en état des deux pompes de circulation
- Modifications de la porte d'accès
- Réparation des racleurs de l'échelle stock
- Réfection de 3 vérins stockage
- Recharge des spires vis d'alimentation et remplacement roulement pallier d'arbre
- Réparation du convoyeur biomasse suite au déraillement de la chaîne

■ **Chaufferie Biomasse PASA :**

- Réparation du convoyeur à cendre
- Remplacement des grilles du foyer
- Remplacement de la motorisation du portail
- Remplacement des clapets HS sortie pompes réseau
- Amélioration des sécurités sur les convoyeurs
- Remplacement de la pompe n°1 de la chaudière
- Remplacement des vannes en hauteur par des vannes à chaîne
- Entretien annuel de l'électrofiltre par le constructeur
- Débouchage du réseau sanitaire d'eau usées
- Réparation du stocker et vis à cendres

■ **Sur le Réseau de Chauffage Urbain :**

- Réparation de la fuite dans la chambre à vanne - LIDL
- Mise en place de deux vannes DN250 sur feeder rue Gaillon
- Création d'une lyre et d'une chambre à vanne sur le feeder - Rue de la Croix verte
- Réparation de fuite n°4 vers point fixe - site Croix verte
- Sécurisation de la chambre à vanne - Collège Changarnier
- Réparation de la deuxième fuite sur l'entrée du site PASA
- Réparation de la fuite RCU antenne résidence Parc fleuri
- Réparation de la fuite antenne CLOS JOVET
- Réparation de la fuite JARDIN DU LAC
- Réparation de la fuite réseau DN300 rue du chalet bleu
- Recherche de fuite globale sur le réseau d'Autun en Janvier 2025
- Réparation de la deuxième fuite rue Louis Aragon - Jardin du lac

- Terrassement pour suspicion d'une 3ème fuite - Jardin du lac
- Recherche de fuite globale sur le réseau urbain en Mai 2025
- Réparation de la fuite dans l'entrée du site PASA

■ En Sous-stations :

- Amélioration communication sous-station
- Remplacement bâti échangeur - Clos Jovet V28
- Remplacement de l'échangeur - Prieuré ST MARTIN Z25
- Remplacement de l'échangeur - Parc Fleuri V26
- Remplacement de l'échangeur - Cosec du vallon
- Remplacement de la vanne deux voies primaire - Z5 Bat1
- Remplacement de la vanne deux voies primaire - les Presles Z7
- Remplacement des 2 vannes primaires - Sous Station Z4 bat 26
- Remplacement de la vanne 2 voies avec modification de la tuyauterie - Lycée Bonaparte Autun
- Remplacement du compteur d'énergie GS MONROSE

2.9.3 Bilan des travaux de sécurisation du réseau de distribution

La création d'une chambre à vannes a amélioré la conduite du réseau d'un point de vue sécurité pour les équipes et a renforcé l'efficacité d'isolement du tronçon « rue de la Croix verte ».

2.10 Management de la sécurité



La sécurité au travail est un enjeu majeur pour Dalkia qui se traduit par des objectifs ambitieux de réduction des accidents du travail et une implication forte de toute la chaîne de management.

Nous devons continuer nos efforts car le nombre d'accidents du travail sans arrêt reste élevé.

Il est à noter qu'il n'y a pas eu d'accident du travail en 2024/2025 dans le cadre de l'exécution du contrat de délégation de service public.

Cependant, un presque accident a été déclaré « rue du Chalet Bleu » le 07/02/2025 : En effet, lors des travaux de réparation d'une fuite, le tronçon isolé par l'intermédiaire des vannes papillons existantes a été brutalement remis en pression suite la défaillance d'une de ces vannes. Les soudeurs auraient pu être gravement brûlés par la projection d'eau bouillante. Afin que ce « presque accident » ne se reproduise pas, une campagne de remplacement des vannes similaires existantes par des vannes renforcées (à double excentration) est en cours.



Des réunions de sensibilisation « causerie sécurité » ont été organisées mensuellement à la chaufferie de Saint Pantaléon durant l'année 2024/2025 avec l'ensemble des techniciens du site.

De plus, des vérifications des consignes de sécurité sont faites annuellement avec le référent réglementation de Dalkia Centre Est.

Dalkia gère l'ensemble des installations qui lui sont confiées en veillant à la Santé Sécurité des personnes et des biens. Notre boîte à outils comprend les actions suivantes :

- Les causeries et les supports de communication,
- La gestion des Equipements de Protection Individuelle,
- Les Visites Sécurité de la Hiérarchie,
- Une application mobile dédiée à la Sécurité, « Echap&Belle », qui permet de déclarer en temps réel toute situation dangereuse ou presque accident.



La société Dalkia est certifiée « Sécurité » selon les référentiels ISO 45001 (anciennement OHSAS 18001).

Dans le cadre de notre activité 2024/2025, la déclinaison de nos engagements en termes de management de la Sécurité s'est traduite par la réalisation :

- De causeries sécurité à une fréquence mensuelle à minima avec l'ensemble des techniciens intervenants sur le réseau urbain,
- De visites hiérarchiques de sécurité et de contrôle de qualité de production pour mettre en place et vérifier les bonnes pratiques,
- D'inventaires et de vérifications des Equipements de Protection Individuelle.

Durant la saison 2024/2025, nous avons également continué le programme d'amélioration de la sécurisation du site. Les actions suivantes ont ainsi été menées :

- Sécurisation de l'accès à la trainasse cheminée par la mise en place d'une plateforme et d'un garde-corps.
- Sécurisation de l'accès à la chambre à vanne du collège militaire Changarnier en supprimant les risques de brûlures par les tuyauteries ainsi que par le système de purge.
- Suppression de travail en hauteur par la mise en place de vanes à chaîne.
- Mise en place de PIRL pour les postes à risque de chute.
- Amélioration des sécurités sur les convoyeurs de la chaufferie biomasse St Pantaléon et du PASA suite à des audits réalisés par Dalkia sur l'ensemble des installations biomasses sous sa gestion en France.
- Sécurisation de l'accès au stock biomasse depuis la chaufferie PASA.

Enfin, une visite hiérarchique de sécurité par Monsieur AGUESSE, Directeur Régional Centre Est Dalkia et Président de Secua, a été réalisée le 28/10/2024 sur le site de Saint Pantaléon.

2.11 Management de l'environnement



Depuis le 1er janvier 2013 le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) a débuté sa troisième phase (PNAQ 3): soit de 2013 à 2020.

Cette nouvelle phase modifie le processus d'allocation des quotas par une suppression progressive de leur gratuité et une mise aux enchères systématique de ces derniers.

Toutes les déclarations relatives au PNAQ 3 ont été réalisées conformément à l'arrêté du 8 avril 2011.

En tant qu'exploitant du réseau de chaleur de la ville d'Autun et propriétaire des quotas, SECUA est donc soumis aux contraintes suivantes :

- Optimisation de l'installation, en investissant le cas échéant, pour réduire les émissions de CO₂,
- Mesure, calcul, enregistrement des émissions de CO₂ au fil de l'eau au niveau technique et comptable et établissement de la déclaration annuelle d'émission,
- Audit externe annuel de vérificateurs agréés par le Ministère de l'écologie, et du développement durable,
- Gestion d'un compte de quotas dans le registre national SERINGAS géré par la Caisse des Dépôts et Consignation.

Pour l'année 2024 (la gestion des quotas s'exerce par année civile), le réseau de chaleur SECUA a reçu une allocation de 995 tonnes et a émis 1 289 tonnes de CO₂, faisant apparaître un déficit de – 274 tonnes.

Ci-après, le tableau récapitulatif de la gestion du CO₂ :

| Années d'émission | Années CRF | Allocations en tonnes | Tonnes de CO2 émises | Ventes / achats en tonnes | Excédent en tonnes | Valorisation €HT/tonne | Valorisation des excédents positifs ou négatifs | Résultats réalisés dans nos comptes avec opérations de marchés | Résultat par plan €HT | Commentaires |
|-------------------|------------|-----------------------|----------------------|---------------------------|--------------------|------------------------|---|--|-----------------------|---|
| 2005 | 30/06/2005 | 4 768 | 4 080 | | 688 | 8,30 | 5 710,40 | | | |
| 2006 | 30/06/2006 | 4 768 | 4 207 | | 561 | 22,34 | 12 532,74 | 26 080,90 | 26 080,90 | PNAQ1 |
| 2007 | 30/06/2007 | 4 768 | 3 354 | | 1 414 | 5,86 | 8 286,04 | | | |
| 2008 | 30/06/2008 | 3 287 | 4 212 | | - 925 | 16,11 | - 14 901,75 | 16 493,44 | | |
| 2009 | 30/06/2009 | 3 287 | 4 886 | | - 1 599 | 12,25 | - 19 587,75 | 15 441,37 | | |
| 2010 | 30/06/2010 | 3 287 | 5 676 | | - 2 389 | 14,91 | - 35 619,99 | 17 462,24 | - 9 628,69 | PNAQ2 |
| 2011 | 30/06/2011 | 3 287 | 3 619 | | - 332 | 7,76 | - 2 576,32 | - 15 174,97 | | |
| 2012 | 30/06/2012 | 3 287 | 3 169 | | 118 | 7,76 | 915,68 | 8 926,29 | | |
| 2013 | 30/06/2013 | 7 616 | 2 948 | | 4 668 | 4,38 | 20 441,17 | - 25 934,59 | | |
| 2014 | 30/06/2014 | 6 816 | 2 041 | | 4 775 | 6,00 | 28 650,00 | - 5 000,00 | | |
| 2015 | 30/06/2015 | 6 037 | 2 055 | - 10 000 | 3 982 | 7,55 | 30 064,10 | 72 107,13 | | Cession au 30/06 de 10 000 tonnes d'excédent de quotas de CO2 (ventes - frais de gestion) |
| 2016 | 30/06/2016 | 5 282 | 2 045 | - 6 000 | 3 237 | 4,77 | 15 440,49 | 23 048,73 | | Cession au 30/06 de 6 000 tonnes d'excédent de quotas de CO2 (ventes - frais de gestion) |
| 2017 | 30/06/2017 | 4 551 | 2 061 | | 2 490 | 5,07 | 12 624,30 | - 3 381,00 | 30 656,42 | |
| 2018 | 30/06/2018 | 3 842 | 2 896 | | 946 | 15,01 | 14 199,46 | - 3 313,29 | | |
| 2019 | 30/06/2019 | 3 157 | 1 555 | | 1 602 | 26,28 | 42 100,56 | - 3 312,37 | | |
| 2020 | 30/06/2020 | 2 498 | 1 198 | | 1 300 | 26,97 | 35 061,00 | - 4 517,38 | | |
| 2021 | 30/06/2021 | 1 153 | 1 380 | | - 227 | 56,05 | - 12 723,35 | - 3 160,89 | | |
| 2022 | 30/06/2022 | 1 153 | 711 | | 442 | 83,29 | 36 814,18 | - 3 858,55 | | |
| 2023 | 30/06/2023 | 1 153 | 2 330 | | - 1 177 | 88,36 | - 103 999,72 | - 3 156,40 | | |
| 2024 | 30/06/2024 | 995 | 1 269 | | - 274 | 67,06 | - 18 374,44 | - 8 864,97 | | |
| | | 74 992 | 55 692 | - 16 000 | 3 300 | | 55 056,80 | 47 108,63 | | |

A fin 2024, l'excédent d'allocations, y compris les opérations de cession réalisées dans le passé est de **3 300 tonnes**.

Les travaux suivants ont amélioré l'impact du réseau de chaleur sur l'environnement :

- Le raccordement d'une nouvelle sous-station
- Par l'intermédiaire du DESC, certaines vannes de régulation ont été redimensionnées

2.12 Faits marquants de l'exercice

2.12.1 Saint Pantaléon

Interventions sur la chaudière biomasse Saint Pantaléon pour entretien ou suite à incident :

- Rénovation du foyer de la chaudière biomasse
- Casse conséquente du convoyeur biomasse

Le nombre de jours d'arrêt de cet équipement sur la saison est de **57 jours** d'arrêt pour pannes et de **7 jours** d'arrêt pour entretien, pour une durée de fonctionnement possible de 235 jours soit 27% décomposés de la manière suivante :

- 13% d'indisponibilité pour finalisation des réparations importantes de l'été 2023,
- 3% d'indisponibilité pour entretien « ramonage en cours de saison »
- 11% d'indisponibilité pour panne « casse convoyeur »
- 73% de disponibilité

Pour mémoire, le nombre de jours d'arrêt équivalents des saisons précédentes :

- 2023/2024 était de 75 jours pour une durée de 206 jours, soit 36 %.
- 2022/2023 était de 61 jours pour une durée de 212 jours, soit 29 %.
- 2021/2022 était de 39 jours pour une durée de 220 jours, soit 17 %.
- 2020/2021 était de 52 jours pour une durée de 249 jours, soit 18 %.
- 2019/2020 était de 45 jours pour une durée de 226 jours, soit 22 %.
- 2018/2019 était de 23 jours pour une durée de 223 jours, soit 7 %.

Ces durées comprennent les arrêts nécessaires aux entretiens préventifs.

Interventions sur les chaudières gaz de Saint Pantaléon pour entretien ou suite à incident :

- Pas d'incident sur la saison 2024/2025,

2.12.2 PASA

Interventions sur la chaufferie PASA pour entretien ou suite à incident :

- Intervention de maintenance du constructeur sur l'électrofiltre de la chaudière biomasse
- Révision importante du convoyeur à cendre sous foyer

2.12.3 Réseau

Une extension de 48 ml a été réalisée et a permis de raccorder la nouvelle sous-station de l'EHPAD Village Croix Blanche - rue de Gaillon à Autun.

La création d'une lyre de dilatation rue de la Croix Verte a été réalisée afin de limiter les casses récurrentes sur ce tronçon.

Plusieurs fuites sur le réseau ont été traitées durant l'exercice 2024/2025.

3 Données financières

3.1 Compte d'exploitation 2024 / 2025

| Libellé | 2024/2025 | 2023/2024 | Ecart N/N-1 |
|---|-------------------|-------------------|-----------------|
| Total des produits | 4 238 193 | 3 941 419 | 296 774 |
| Produits d'exploitation | 3 777 477 | 3 500 621 | 276 856 |
| <i>dont R1</i> | 1 942 529 | 1 709 469 | 233 059 |
| <i>dont R2 hors R24</i> | 1 784 666 | 1 755 209 | 29 456 |
| <i>dont droits raccordement</i> | 51 421 | 35 565 | 15 856 |
| <i>dont ventes quotas CO2</i> | 0 | 0 | 0 |
| <i>dont Production A soi-même - amélioration P1</i> | 0 | 0 | 0 |
| <i>dont autres</i> | -1 139 | 377 | -1 516 |
| Reprise Provisions GER | 0 | 0 | 0 |
| Reprise provision p/ sinistre | 2 978 | 0 | 2 978 |
| Reprise Provisions risques | 0 | 0 | 0 |
| Production immobilisée | 0 | 0 | 0 |
| Produits financiers | 341 550 | 324 765 | 16 785 |
| Produits exceptionnels | 116 188 | 116 033 | 155 |
| Total des charges | 4 092 465 | 4 213 990 | -121 525 |
| Personnel d'exploitation | 434 915 | 315 565 | 119 350 |
| Electricité | 147 080 | 286 493 | -139 413 |
| Achat de matière première | 1 850 775 | 1 757 351 | 93 424 |
| <i>dont gaz</i> | 440 065 | 679 689 | -239 624 |
| <i>dont biomasse</i> | 872 834 | 626 272 | 246 562 |
| <i>dont chaleur cogénérée</i> | 529 138 | 452 688 | 76 450 |
| <i>dont FOD/GNR</i> | 2 011 | 2 466 | -455 |
| <i>dont régul gaz 2012/2013</i> | | | |
| <i>dont cut off</i> | 6 726 | -3 764 | 10 490 |
| Eau et Produits de traitement | 21 229 | 5 218 | 16 011 |
| Fournitures | 161 369 | 105 055 | 56 315 |
| <i>dont P2</i> | 22 409 | 20 334 | 2 075 |
| <i>dont P3</i> | 138 960 | 84 721 | 54 239 |
| <i>dont Production A soi-même - amélioration P1</i> | | | |
| <i>dont autres</i> | 0 | 0 | 0 |
| Sous traitance | 522 619 | 827 988 | -305 369 |
| <i>dont P2</i> | 149 936 | 114 874 | 35 062 |
| <i>dont P3</i> | 372 683 | 713 114 | -340 431 |
| <i>dont Production A soi-même - amélioration P1</i> | | | |
| <i>dont autres</i> | 0 | 0 | 0 |
| Production immobilisée | | | |
| Assurances | 32 664 | 22 356 | 10 307 |
| Impôts et taxes | 59 722 | 38 285 | 21 437 |
| Prestation de gestion | 279 962 | 269 307 | 10 656 |
| Dotations aux amortissements | 212 154 | 171 515 | 40 639 |
| Participation contractuelle | 19 188 | 16 450 | 2 739 |
| Autres charges de gestion courante | | | |
| Charges relatives aux investissements | -39 334 | 0 | -39 334 |
| Frais financiers | 162 378 | 142 570 | 19 808 |
| Autres charges exceptionnelles / op. gestion | -1 354 | -282 | -1 072 |
| Valeur comptable immos incorporelles cédées | | | |
| Dotations provisions GER | 0 | 0 | 0 |
| Dotations provision p/ sinistre | -12 022 | 15 000 | -27 022 |
| Dotations except prov risques divers | 0 | 0 | 0 |
| Dotation PRCI | 241 119 | 241 119 | 0 |
| RESULTAT | 145 728 | -272 571 | 418 299 |
| RESULTAT HORS ELEMENTS EXCEPTIONNELS * | 145 728 | -272 571 | 418 299 |
| RESULTAT CUMULE | -1 540 909 | -1 686 637 | 145 728 |
| Ecart avec la liasse fiscale : | | | |
| RESULTAT COMPTABLE | 317 646 | -116 818 | 434 464 |
| FRAIS FINANCIER | -121 712 | -84 767 | -36 945 |
| FRAIS DE GESTION | | | |
| DOTATION AUX AMORTISSEMENTS | -50 205 | -70 985 | 20 780 |
| RESULTAT | 145 728 | -272 571 | 418 299 |

3.2 Commentaires sur l'évolution des résultats financiers

Le résultat de SECUA s'élève à + 146 k€ pour - 273 k€ concernant l'exercice précédent, soit une variation de + 418 k€.

Les principaux faits marquants de l'exercice ayant un impact financier sont les suivants :

- Le résultat R1 est de + 90 k€ en hausse de + 138 k€ par rapport à l'exercice précédent.

Le rendement global est passé de 64,6% en 2023/2024 à 63,4% en 2024/2025.

La mixité ENR a augmenté de 4,4 points sur cet exercice, elle est de 55,6% (55% de biomasse et 0,6% de biogaz) contre 51,2% en 2023/2024

- Le résultat P2/P4 est en hausse de + 25 k€, les dépenses P2/P4 sont maîtrisées.
- Les dépenses R23 sont moins importantes que l'année précédente de 286 k€ (moindres dépenses générées par la chaudière biomasse de St Pantaléon). Des travaux ont été réalisés sur le réseau de transport de la chaleur.
- A noter que la participation liée aux résultats de la société est de 98 k€ pour cet exercice (pas de participation versée durant l'exercice précédent compte tenu du résultat financier négatif).

3.3 Situation poste P3

La situation du poste P3 vous est détaillée dans le tableau ci-après.

| Codes GT | Libellé GT | sous traitance en € HT | Fournitures en € HT | Moins d'œuvre en € HT | Total Déboursé en € HT |
|------------|--|------------------------|---------------------|-----------------------|------------------------|
| GT1212156A | P3 - Remise en état d'une partie du convoyeur à cendre suite à l'entretien annuel - | | | -699,36 | -699,36 |
| GT1214980J | P3 - Amélioration communication SST | | | -442,84 | -442,84 |
| GT1288288N | P3 - Réparation scrappeur convoyeur - Suite pannes Biomasse. | 1 760,00 | | | 1 760,00 |
| GT1318225H | P3 - Remplacement du compteur d'énergie primaire - SST L4 HALL EXPOSITION | | 122,00 | | 122,00 |
| GT1318562R | P3 - Remise en état et remplacement des portes de la biomasse à St Pantaléon | -2 381,50 | | -57,14 | -2 438,64 |
| GT1319617P | P3 - Remplacement de la vanne de recyclage de la chaudière biomasse - St Pantaléon | | | -457,12 | -457,12 |
| GT1322221Z | P3 - Réfection du calorifuge au sous sol de la chaufferie - St PANTALEON | 1 224,93 | | | 1 224,93 |
| GT1322597B | P3 - Réparation de la fuite RCU antenne Z17 | 985,00 | | | 985,00 |
| GT1322600E | P3 - Réparation de la fuite dans la chambre à vanne - LIDL | 245,00 | | | 245,00 |
| GT1324714G | P3 - Remplacement de la sonde à oxygène sur la biomasse à Saint Pantaléon | 5 468,00 | | -228,56 | 5 239,44 |
| GT1337238N | P3 - Mise en place de deux vannes DN250 sur feeder rue Gaillon | -1 245,00 | | | -1 245,00 |
| GT1337252E | P3 - Création d'une lyre sur le feeder - Rue de la Croix verte | -77 288,14 | | -406,84 | -77 694,98 |
| GT1338562T | P3 - Remplacement bâti échangeur - Clos Jovet V28 | | 0,00 | -114,28 | -114,28 |
| GT1342209M | P3 - Remplacement de l'échangeur - Prieuré ST MARTIN Z25 | | -250,00 | -114,28 | -364,28 |
| GT1342217X | P3 - Remplacement de l'échangeur - Parc Fleuri V26 | | 0,00 | -114,28 | -114,28 |
| GT1342220A | P3 - Remplacement de l'échangeur - Cosec du vallon | | -1 843,33 | -114,28 | -1 957,61 |
| GT1345203P | P3 - Réparation de fuite n°4 vers point fixe - site Croix verte (03-2024) | 0,00 | | | 0,00 |
| GT1348454J | P3 - Réparation de la sonde à oxygène biomasse - St Pantaléon | | -2 736,00 | | -2 736,00 |
| GT1351175B | P3 - PC supervision complémentaire poste commande biomasse | | -3 526,70 | -932,48 | -4 459,18 |
| GT1356843S | P3 - Sécurisation de la chambre à vanne - Collège Changarnier | -774,00 | | -228,56 | -1 002,56 |
| GT1359987P | P3 - Réparation de la deuxième fuite sur le RCU 21-05-24 - PASA | -6 650,00 | | -57,14 | -6 707,14 |
| GT1360919Z | P3 - Remplacement des vannes des pompes de la chaudière bois - PASA | | -318,10 | -457,12 | -775,22 |
| GT1363396N | P3 - Assistance téléphonique pour le diagnostic de la panne sur la chaudière Bosch - St Pantaléon | | -510,00 | -242,28 | -752,28 |
| GT1365841S | P3 : Remplacement de l'Automate sur la biomasse saint Pantaléon | -7 112,00 | | -114,28 | -7 226,28 |
| GT1365993P | P3 - Remplacement de la vanne deux voies primaire - Z5 Bat1 | | -829,45 | -228,56 | -1 058,01 |
| GT1366245B | P3 : Réparation de la fuite RCU du 04-06-2024 antenne résidence Parc fleuri | -4 416,00 | | -457,12 | -4 873,12 |
| GT1370292A | P3 - Remplacement de la vanne deux voies primaire - les presles Z7 | | 29,22 | -457,12 | -427,90 |
| GT1370293B | P3 - Remplacement des 2 vannes primaires - Sous Station Z4 bat 26 | | -181,18 | -356,56 | -537,74 |
| GT1371558N | P3 - Remise en état des deux pompes de circulation biomasse - St Pantaléon | -7 483,33 | | -228,56 | -7 711,89 |
| GT1373807V | P3 - Remise en état du palan électrique chaufferie gaz st Pantaléon | -330,49 | | -57,14 | -387,63 |
| GT1375482Y | P3 - Réparation du convoyeur à cendre et des grilles du foyer du PASA par SCTB | -12 325,00 | | -233,12 | -12 558,12 |
| GT1383064N | P3 - Remplacement de la motorisation du portail - Pasa | -4 923,00 | | -57,14 | -4 980,14 |
| GT1385756Y | P3 - Réparation des vérins sur la grille du foyer de la biomasse à St Pantaléon par UTAH | | -3 870,00 | -228,56 | -4 098,56 |
| GT1388145M | P3 - Modifications de la porte d'accès - Chaufferie SAINT PANTALEON | -7 665,00 | | -57,14 | -7 722,14 |
| GT1388147P | P3 - REMPLACEMENT DES PATINS SUR LE CONVOYEUR - SAINT PANTALEON | -4 305,80 | | -57,14 | -4 362,94 |
| GT1388148R | P3 - Remise en état du moteur à extraction de fumée - Pasa | -2 892,56 | | -57,14 | -2 949,70 |
| GT1391126A | P3 - Remplacement des grilles du foyer de la biomasse - Saint Pantaléon | | -44 940,70 | -1 676,49 | -46 617,19 |
| GT1392581D | P3 - Dépose et repose de la vis d'alimentation pour la biomasse St PANTALEON | -3 675,00 | | -228,56 | -3 903,56 |
| GT1392587K | P3 - Réparation des racleurs de l'échelle stock - Biomasse Saint Pantaléon | -5 292,00 | | -114,28 | -5 406,28 |
| GT1392637S | P3 - Fourniture de ressort de rappel bras avancé pour les grilles de la biomasse - Saint Pantaléon | -676,20 | | | -676,20 |
| GT1394799Z | P3 Remplacement des vannes primaires de l'échangeur et de la régulation -SST Z39 Bat D | | -1 165,33 | -467,98 | -1 633,31 |
| GT1395883F | P3 - Remplacement de l'éclairage de sécurité chaufferie gaz - SECUA | | -352,30 | -57,14 | -409,44 |
| GT1401388L | Chaufferie PASA Autun - Remplacement des clapets HS sortie pompes réseau | | -266,66 | -4 685,48 | -4 952,14 |
| GT1405548N | P3 - FOURNITURE ET ECHANGE DES ROULEMENTS + PALLIER CHAUFFERIE PASA | -33 871,00 | | -4 228,36 | -38 099,36 |
| GT1406112E | P3 - REMISE EN ETAT POMPE GRUNDFOS CHAUFFERIE PASA | -2 892,56 | | -114,28 | -3 006,84 |
| GT1406116J | P3 - Réfection de 3 vérins stockage biomasse - chaufferie st pantaleon | -2 176,55 | | -114,28 | -2 290,83 |
| GT1407187B | P3 - Recharge des spires vis et remplacement roulement palier d'arbre - ST PANTALEON | | -4 610,00 | -469,70 | -5 079,70 |
| GT1413631Z | P3 - Remplacement des cartes Automates de la chaudière n°2 - St PANTALEON | -4 136,00 | -12 838,00 | -446,84 | -17 420,84 |
| GT1413634C | P3 - Réparation de la fuite sur la chaudière biomasse - St PANTALEON | | -6 123,31 | -57,14 | -6 180,45 |
| GT1417381K | P3 - Réparation de la fuite sur la chaudière biomasse - St PANTALEON | -2 780,00 | | | -2 780,00 |

| Codes GT | Libellé GT | sous traitance en € HT | Fournitures en € HT | Moins d'œuvre en € HT | Total Déboursé en € HT |
|------------|---|------------------------|---------------------|-----------------------|------------------------|
| GT1429299D | P3 - Remplacement du débitmètre sur la biomasse à Saint Pantaléon | | -715,00 | | -715,00 |
| GT1431517Z | P3 - Amélioration des sécurités sur les convoyeurs biomasse chaufferie Saint Pantaléon | -4 320,00 | | -196,57 | -4 516,57 |
| GT1431521D | P3 - Amélioration des sécurités sur les convoyeurs biomasse chaufferie PASA | -4 904,89 | | -474,99 | -5 379,88 |
| GT1443160E | P3 - Réparation fuite plaque inférieure échangeur biomasse st Pan (ancienne zone). | -2 960,00 | | | -2 960,00 |
| GT1443494J | P3 - Remplacement des régulateurs de pression et de température - Biomasse PASA | | -2 134,00 | -466,24 | -2 600,24 |
| GT1451598T | P3 - cellule détection échelles biomasse | | -348,31 | | -348,31 |
| GT1454198Y | P3 - REMPLACEMENT DE LA POMPE DE LA CHAUDIERE BOIS - CHAUFFERIE PASA | | -2 435,22 | -583,97 | -3 019,19 |
| GT1454953F | P3 - Calorifugeage biomasse après travaux de la biomasse | -1 884,80 | | -41,15 | -1 925,95 |
| GT1456216R | P3 - Remplacement de la batterie dans la centrale à incendie - St PANTALEON | | -471,26 | | -471,26 |
| GT1458749V | P3 - Pose d'un grillage de protection sur le convoyeur à bandes - St PANTALEON | -1 965,00 | | -58,28 | -2 023,28 |
| GT1463665F | P3 - Pose de deux échelles "saut de mur" - PASA | -1 644,00 | | -58,28 | -1 702,28 |
| GT1465454N | P3 - Amélioration de l'automatisme de la régulation du réseau | | | -6 303,00 | -6 303,00 |
| GT1478095D | P3 - TERRASEMENT + REPARATION DE LA FUIITE - CLOS JOVET AUTUN | -12 577,50 | | -751,23 | -13 328,73 |
| GT1478097F | P3 - TERRASEMENT ET REPARATION DE LA FUIITE RESEAU - JARDIN DU LAC AUTUN | -16 630,68 | | -932,48 | -17 563,16 |
| GT1478758G | P3 - REMPLACEMENT DES VANNES EN HAUTEUR PAR DES VANNES A CHAINES - PASA | | -2 851,00 | -821,17 | -3 672,17 |
| GT1479233X | P3 - REMPLACEMENT DES VANNES EN HAUTEUR PAR DES VANNES À CHAINES - SAINT PANTALEON | | -1 217,00 | | -1 217,00 |
| GT1483021B | P3 - Modification des programmes sur l'automate biomasse pour amélioration de fonctionnement/St PAN | -400,00 | | -65,28 | -465,28 |
| GT1483422G | P3 - Réparation de la fuite réseau DN300 rue du chalet bleu | -36 520,72 | | -579,89 | -37 100,61 |
| GT1491960J | P3 - Réparation et entretien de la toiture de stockage sur la biomasse | -4 661,50 | | -311,80 | -4 973,30 |
| GT1491962L | P3 - Confection, peinture et pose d'une plate-forme avec un garde-corps - SAINT PANTALEON | -4 725,61 | | -116,56 | -4 842,17 |
| GT1491969V | P3 - Remplacement de la vanne 2 voies avec modification de la tuyauterie - Lycée Bonaparte autun | | -3 283,22 | -335,11 | -3 618,33 |
| GT1493914E | P3 - Remplacement du Servomoteur pour le ventilateur air secondaire - PASA | | -447,40 | -391,65 | -839,05 |
| GT1494875X | P3 - REMPLACEMENT DES VANNES EN HAUTEUR PAR DES VANNES À CHAINES - SST ST ANDOICHE | | -1 013,00 | | -1 013,00 |
| GT1495533V | P3 - Recherche de fuite globale sur le réseau d'Autun 2025 | -9 095,00 | | -663,81 | -9 758,81 |
| GT1495537Z | P3 - Réparation de la deuxième fuite Rue Louis Aragon | -13 836,82 | | -888,19 | -14 725,01 |
| GT1496821H | P3 - Remplacement du compteur d'énergie GS MONROSE | | -1 068,66 | -349,68 | -1 418,34 |
| GT1499123Z | P3 - Entretien annuel de l'électrofiltre de la chaufferie biomasse du PASA | | -9 060,00 | -116,56 | -9 176,56 |
| GT1499391D | P3 - REPRISE DE LA SOUDURE SUR LES TUILES EN FONTE DU FOYER DE LA BIOMASSE ST PANTALEON | -480,00 | | -58,28 | -538,28 |
| GT1500978G | P3 - Mise en stock d'un servomoteur ventilateur à air secondaire - PASA | | -633,40 | | -633,40 |
| GT1501038A | P3 - Réparation du moteur du portail de la chaufferie SECUA | -1 675,97 | | -50,71 | -1 726,68 |
| GT1503296R | P3 - Fourniture et pose d'isolation corps de chauffe biomasse PASA | -574,88 | | -58,28 | -633,16 |
| GT1504660R | P3 - Calorifuge pour la sous station Z5 | -1 393,84 | | -78,10 | -1 471,94 |
| GT1505872T | P3 - Remplacement de l'échangeur à plaques avec la modification hydraulique - Moulin Vallon | | -2 158,72 | | -2 158,72 |
| GT1510319X | P3- Remplacement du Switch sur l'armoire primaire - Z6 Victor Hugo | | -580,74 | -97,33 | -678,07 |
| GT1511575Z | P3 - Remplacement de l'échangeur à plaques z1 st pant bat 40 | | -7 540,00 | | -7 540,00 |
| GT1511578C | P3 - Ajout de plaques échangeur Victor Hugo | | -2 480,00 | | -2 480,00 |
| GT1515976A | P3 - Remplacement du vitrage de la chaufferie ST Pantaléon | -3 926,86 | | -52,46 | -3 979,32 |
| GT1520753D | P3 - Réparation du convoyeur de la biomasse sur la chaudière - St Pantaléon | -17 666,00 | | -233,12 | -17 899,12 |
| GT1522660V | P3 - Remplacement de l'antenne dans l'armoire primaire S/Station V10 | | -1 614,00 | -134,05 | -1 748,05 |
| GT1524921P | P3 - Réparation de la fuite - Antenne Z21 | -10 475,00 | | -58,28 | -10 533,28 |
| GT1524963M | P3 - Remplacement des vannes cimetièr RCU Rue du chalet bleu. | | -5 160,00 | | -5 160,00 |
| GT1524968T | P3 - Débouchage du réseau sanitaire d'eau usées - PASA | -3 400,00 | | -116,56 | -3 516,56 |
| GT1527864J | P3 - Terrassement pour suspicion d'une 3ème fuite - Jardin du lac | -10 095,00 | | | -10 095,00 |
| GT1530073V | P3 - Fourniture de 15 M de chaîne pour le convoyeur bois - ST PANTALEON | -3 861,60 | | -87,42 | -3 949,02 |
| GT1530197K | P3 : Recherche de fuite globale sur le réseau urbain en Avril 2025 | -5 495,00 | | -1 398,72 | -6 893,72 |
| GT1531590T | P3 - Stocker et vis à cendres - PASA | -3 149,00 | | -466,24 | -3 615,24 |
| GT1535406E | P3 - REMPLACEMENT COMPENSATEUR DE DILATATION CIRCUIT CHAUDIERE 2 | | -249,00 | | -249,00 |
| GT1541294W | P3 - Remplacement d'une pièce défectueuse suite à l'entretien électrofiltre(AGRO) - PASA | | -2 910,97 | -1,17 | -2 912,14 |
| GT1541636J | P3 - Remplacement de la soupape sur la chaudière biomasse au PASA | | -2 265,41 | | -2 265,41 |
| GT1542482W | P3 - Réparation de la fuite à l'entrée - Site Hôpital Parpas (05-2025) | | | -479,44 | -479,44 |
| GT1542487B | P3 : Réparation de la fuite dans l'entrée du site PASA (05-2025) | -8 755,00 | | | -8 755,00 |
| GT1542799F | P3 - Remplacement du ventilo de l'armoire du variateur de la pompe réseau - St Pantaléon | | -289,66 | -174,84 | -464,50 |
| GT1544996C | P3 - Remplacement de la pompe de maintien de pression (plus puissante) - ST PANTALEON | | -1 792,34 | | -1 792,34 |
| GT1546797Z | P3 - Remplacement de l'échangeur à la résidence Brunehaut | | -1 653,50 | | -1 653,50 |
| GT1549121P | P3 - Remplacement des vannes primaires du CES du Vallon | | -378,20 | | -378,20 |
| GT1549648N | P3 - Vannes et piquages, désembouage, installation pot à boues - PASA | | | -524,52 | -524,52 |
| | Total général | -372 682,87 | -138 959,85 | -38 492,08 | -550 134,80 |

| SITUATION DU COMPTE P3 AU 30/06/2025 | | | | | |
|---|----------------------------------|--|--|-------------------------------------|--------------------------|
| Exercice | Redevances facturées en Euros | Dépenses externes imputées en Euros | Dépenses internes imputées en Euros | Total Dépenses imputées en Euros | Solde annuel en Euros |
| 1998/1999 | 144 712,14 | 137 419,75 | 27 483,95 | 164 903,71 | -20 191,57 |
| 1999/2000 | 143 946,95 | 91 846,10 | 18 369,22 | 110 215,32 | 33 731,63 |
| 2000/2001 | 141 294,22 | 152 247,72 | 30 449,54 | 182 697,26 | -41 403,04 |
| 2001/2002 | 144 253,27 | 678 548,53 | 135 709,71 | 814 258,24 | -670 004,97 |
| 2002/2003 | 147 219,48 | 183 916,77 | 36 783,35 | 220 700,12 | -73 480,64 |
| 2003/2004 | 148 625,35 | 222 509,89 | 44 501,98 | 267 011,87 | -118 386,52 |
| 2004/2005 | 154 912,03 | 272 885,50 | 54 577,10 | 327 462,60 | -172 550,57 |
| 2005/2006 | 152 764,25 | 160 087,15 | 32 017,43 | 192 104,58 | -39 340,33 |
| 2006/2007 | 183 156,62 | 486 739,92 | 97 347,98 | 584 087,90 | -400 931,28 |
| 2007/2008 | 208 596,93 | 704 219,49 | 140 843,90 | 845 063,39 | -636 466,46 |
| 2008/2009 | 219 306,65 | 397 059,00 | 79 411,80 | 476 470,80 | -257 164,15 |
| 2009/2010 | 238 649,37 | 246 985,26 | 49 397,05 | 296 382,31 | -57 732,94 |
| 2010/2011 | 236 730,76 | 417 663,83 | 83 532,77 | 501 196,60 | -264 465,84 |
| 2011/2012 | 246 239,22 | 404 484,56 | 80 896,91 | 485 381,47 | -239 142,25 |
| 2012/2013 | 262 832,01 | 187 327,17 | 37 465,43 | 224 792,60 | 38 039,41 |
| 2013/2014 | 283 897,02 | 175 888,11 | 35 177,62 | 211 065,73 | 72 831,29 |
| 2014/2015 | 285 015,96 | 316 617,96 | 63 323,59 | 379 941,55 | -94 925,59 |
| 2015/2016 | 284 961,14 | 595 818,58 | 15 571,17 | 611 389,75 | -326 428,61 |
| 2016/2017 | 285 052,90 | 444 008,67 | 8 161,39 | 452 170,06 | -167 117,16 |
| 2017/2018 | 289 047,83 | 611 749,59 | 20 342,00 | 632 091,59 | -343 043,76 |
| 2018/2019 | 295 235,64 | 521 836,66 | 14 350,75 | 536 187,41 | -240 951,77 |
| 2019/2020 | 304 990,18 | 766 276,49 | 16 755,55 | 783 032,04 | -478 041,86 |
| 2020/2021 | 309 701,31 | 525 031,01 | 23 617,40 | 548 648,41 | -238 947,10 |
| 2021/2022 | 316 950,24 | 401 314,32 | 16 944,19 | 418 258,51 | -101 308,27 |
| 2022/2023 | 343 499,48 | 590 810,71 | 23 269,68 | 614 080,39 | -270 580,91 |
| 2023/2024 | 357 249,74 | 860 728,87 | 16 944,12 | 877 672,99 | -520 423,25 |
| 2024/2025 | 363 037,19 | 550 134,80 | 7 698,42 | 557 833,22 | -194 796,03 |
| TOTAL | 6 491 877,88 | 11 104 156,41 | 1 210 944,01 | 12 315 100,42 | -5 823 222,55 |

L'exercice 2024 / 2025 a eu pour effet d'accroître le déficit du solde P3 du contrat.

3.4 Immobilisations

| IMMOBILISATIONS | | | | |
|-------------------------------------|---------------|---|------------------|------------------|
| Période du 01/07/2024 au 30/06/2025 | | | | |
| | | | en Euros | |
| Date facture | Fournisseur | Détail | au 30/06/2024 | au 30/06/2025 |
| 1-janv.-06 | | Valorisation Quotas de CO2 alloués | 0 | 0 |
| 28-févr.-99 | Crystal | travaux cheminée | 2 110 | 2 110 |
| | Crystal | aire de stockage chaufferie biomasse | 7 960 | 7 960 |
| | Crystal | rétenion stockage des big bags | 5 488 | 5 488 |
| | Crystal | enrobé chaufferie | 7 312 | 7 312 |
| 31-déc-00 | Crystal | Silencieux cheminée biomasse | 58 859 | 58 859 |
| 29-janv-01 | Clyde | ramoneur clyde | 15 397 | 15 397 |
| 29-janv-01 | Crystal | montage ramoneur clyde | 33 539 | 33 539 |
| 07-févr-01 | Boucheron | boucheron | 3 503 | 3 503 |
| 01-janv-02 | | Manchettes / Silencieux | 27 178 | 27 178 |
| 25-oct-06 | CEPIMA | Extraction Hall de Stockage | 54 500 | 54 500 |
| 18-nov-09 | | Brûleur et poste gaz | 172 870 | 172 870 |
| | | | 388 716 | 388 716 |
| 11-mars-99 | Niffisk | aspirateur à poussières | 2 912 | 2 912 |
| 19-mars-99 | manutan | conteneur | 0 | 0 |
| 12-août-99 | delmo | travaux ramoneur | 0 | 0 |
| 30-sept-99 | crystal | travaux ramoneur | 11 953 | 11 953 |
| 28-mars-00 | compair | travaux ramoneur | 5 983 | 5 983 |
| 09-oct-00 | Pauchard | reservoir ramoneurs | 12 501 | 12 501 |
| 18-nov-09 | | Système transfert cendres fines | 85 225 | 85 225 |
| 21-juil-17 | | accessoires manuscopic balai enfourchable lazy 720 | 1 572 | 1 572 |
| | | | 120 145 | 120 145 |
| 25-mai-99 | SMB | armoire | 412 | 412 |
| 27-avr-99 | ville d'AUTUN | Selon contrat de concession | 326 738 | 326 738 |
| 06-juin-13 | Info naine | Chaufferie PASA | 3 894 000 | 3 894 000 |
| 01-déc-18 | | GX0335986C DAF2017-024 RACCORDEMENT FORETS SCIAGE AUTUN DUCRET | 131 921 | 131 921 |
| 01-nov-11 | | Amélioration technique lors du remplacement grille chaudière biomasse | 156 931 | 156 931 |
| 20-avr-15 | | installation regulateur gestion primaire sur plusieurs sous stations (8) | 22 735 | 22 735 |
| 20-avr-15 | | complement installation regulateur gestion primaire sur plusieurs sous stations (8) | 5 456 | 5 456 |
| 17-mars-16 | | chaudière LOOS Amelioration P1 | 180 263 | 180 263 |
| 01-oct-16 | | chaudière LOOS Amelioration P1 complement | 205 311 | 205 311 |
| 01-nov-17 | | HY2OFGX PASSAGE CRT / REGULATIONS SAIA / COMPTEURS ENERGIE / MAJ GTC | 92 706 | 92 706 |
| 01-janv-18 | | complt HY2OFGX PASSAGE CRT / REGULATIONS SAIA / COMPTEURS ENERGIE / MAJ GTC | 37 947 | 37 947 |
| 01-mars-19 | | complt HY2OFGX PASSAGE CRT / REGULATIONS SAIA / COMPTEURS ENERGIE / MAJ GTC | 35 491 | 35 491 |
| 01-oct-03 | | Raccordement GS Montrose | 58 039 | 58 039 |
| 01-janv-04 | | Raccordement GS Aire du Parc | 100 553 | 100 553 |
| 23-déc-09 | | Raccordement Changarnier | 267 888 | 267 888 |
| 21-juin-12 | | Raccordement SDIS | 81 077 | 81 077 |
| 01-déc-18 | | DAF n°2018-021 - RACCDT CENTRE HOSPITALIER PARPAS AUTUN | 7 700 | 7 700 |
| 01-janv-19 | | GY0391022T COMPLT DAF n°2018-021 RACCDT CENTRE HOSPIT. PARPAS | 7 072 | 7 072 |
| 01-juin-19 | | DAF2018-027 - RACCORDEMENT S/ST FJT RUE ST EXUPERY | 32 496 | 32 496 |
| 01-juil-19 | | GY0391022T COMPLT DAF n°2018-021 RACCDT CENTRE HOSPIT. PARPAS | 445 | 445 |
| 01-janv-20 | | GY0502808Y DAF 2019-008 SEMCODA RESIDENCE SENIORS SECUA | 60 934 | 60 934 |
| 01-janv-20 | | DIF 2019-006 CLARIFICATEUR DE BOUES | 16 526 | 16 526 |
| 01-janv-20 | | DIF 2019-007 VANNE REGUL+TX HYDRAULIQUES + AUTOMATISME | 2 250 | 2 250 |
| 01-juin-20 | | DIF 2020-007 AMELIORATION ET SECURISATION TRAIEMENT EAU PASA | 12 670 | 12 670 |
| 01-nov-20 | | DIF 2020-003 TRVX DIVERS BLOC SANITAIRE | 6 781 | 6 781 |
| 01-janv-21 | | DIF2020-011-DETECTION INCENDIE STOCK ST PANTALEON | 7 304 | 7 304 |
| 01-sept-21 | | DIF2021-008-VANNE MOTORIS2 CHAUDIERE BIOMASSE ST PANTALEON | 8 152 | 8 152 |
| 01-juil-22 | | VARIATEUR VITESSE SUR POMPE RESEAU | 10 710 | 10 710 |
| 01-nov-22 | | CH LATOUCHE -S/ST V52-V53-V54 | 668 067 | 668 067 |
| 01-janv-23 | | CH LATOUCHE -S/ST V52-V53-V54-COMPLEMENT | 36 398 | 36 398 |
| 01-oct-24 | | DAF2024-001 RACCDT EHPAD DE LA CROIX BLANCHE | 0 | 97 043 |
| 01-juin-25 | | DIF2024-011 AMENAGEMENT | 0 | 12 697 |
| 01-juin-25 | | DIF2024-008 Equipeme | 0 | 9 298 |
| | | TOTAL DES IMMOBILISATIONS AU BILAN | 6 983 834 | 7 102 872 |

Le montant des immobilisations s'élève maintenant à 7 102 872 €HT, soit une augmentation de + 119 038 €HT par rapport à l'exercice précédent.

3.5 Détail du calcul de la redevance due à la Ville

| CALCUL REDEVANCE SECUA - VILLE D'AUTUN | | | | |
|--|--------------------------|--------------|-------|----------------|
| SAISON 2024/2025 | | | | |
| Montant Redevance S2 2024 | facturation R2 S2 2024 : | 1 060 061,97 | 0,75% | 7 950,46 |
| Montant Redevance S1 2025 | facturation R2 S1 2025 : | 1 066 153,99 | 0,75% | 7 996,15 |
| Montant 2024/2025 | | | | 15 946,62 € HT |

Extrait de l'avenant N°9 :

A compter du 01/01/2018 :

4. Redevance R2 Gestion Contrôlée

Les Parties sont convenues de diminuer la redevance R2GC définie à l'article 56.1 du contrat de concession à 0,75 % du montant total de la facturation annuelle R2 aux abonnés.

3.6 Liasse fiscale

Le détail de la liasse fiscale pour l'exercice 2024/2025 est donné en annexe 8.16.

3.7 Situation des biens et des immobilisations

3.7.1 Chaufferie

Bâtiments :

Les bâtiments regroupant les installations de production de la concession sont dans un état permettant une exploitation satisfaisante.

Le site de St. Pantaléon mériterait des travaux de mise en conformité et de rénovation (vitrage de la chaufferie gaz, évacuation des eaux usées, séparation des eaux usées et des eaux pluviales). Une partie de ces aspects doivent être solutionnés dans le cadre du prochain avenant N° 10.

Equipements en chaufferies :

L'état de la chaudière gaz n°3 reste fragile. Ce générateur est classé réglementairement pour un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Il reste en utilisation d'ultime secours.

L'état de la chaudière gaz n°2 est fiable.

L'état de la chaudière gaz n°4 est fiable.

La chaufferie mixte biomasse / gaz côté PASA, mise en exploitation en 2013, est en bon état de fonctionnement.

3.7.2 Réseau de chauffage et sous-stations

Les sous-stations sont en bon état général de fonctionnement. Durant cet exercice, nous avons procédé aux remplacements des échangeurs suivants : V26 Parc Fleuri, V28 Clos Jovet, St Jean Bat E et H, Ecole Chancelier ROLIN.

Plusieurs recherches de fuites au cours de l'année ont été nécessaires.

3.8 Inventaire des biens de retour et des biens de reprise

La liste des biens de retour et de reprise fait l'objet de l'annexe 14 de ce bilan.

3.9 Programme prévisionnel de renouvellement pluriannuel

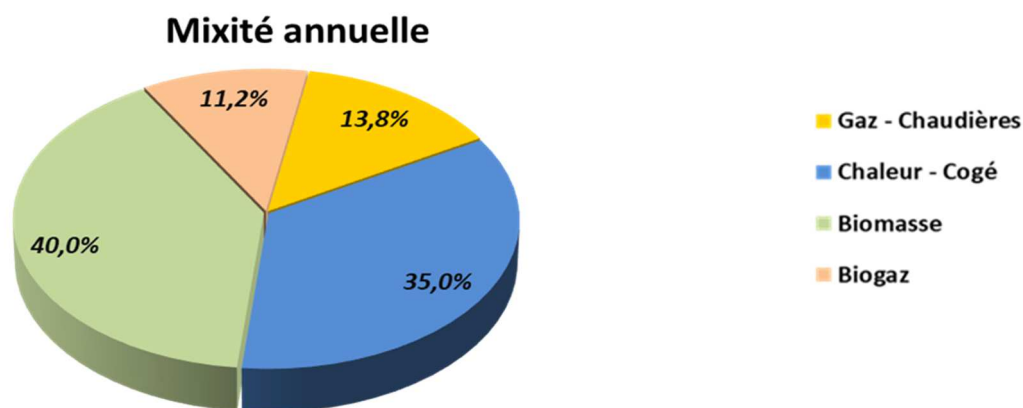
SECUA DEPENSES P3 PREVISIONNELLES EN K€

| | 25/26 | 26/27 | 27/28 | 28/29 | 29/30 | Total |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| Réseaux | | | | | | |
| Réseau (rénovation et fuites) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 250 |
| Chambres de vannes (MRE) | 7 | | 7 | | 7 | 21 |
| Total réseaux | 57 | 50 | 57 | 50 | 57 | 271 |
| Sous-stations | | | | | | |
| Divers Maintien et Remise en Etat | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 80 |
| Total sous-stations | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 80 |
| Chaufferie Gaz Saint Pantaléon | | | | | | |
| Remplacement chaudière 4 | | | | | | 0 |
| Remplacement brûleur 4 | | | | | | 0 |
| Réfection toit / bardage / fenêtres chaufferie | 16 | | | | | 16 |
| Divers Maintien et Remise en Etat | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 50 |
| Total chaufferie gaz | 26 | 10 | 10 | 10 | 10 | 66 |
| Chaufferie Biomasse Saint Pantaléon | | | | | | |
| Entretien bâtiment (structures) | 8 | | | 8 | | 16 |
| Lasure bâtiment | 15 | | | | | 15 |
| Réfection toit chaufferie + stockage | 20 | | | | | 20 |
| Portes sectionnelles | | 8 | | | | 8 |
| Electrofiltre-multicyclone-vis | | | 180 | | | 180 |
| Enveloppe vis appro bois + vis | | | | | | 0 |
| Vérins pneum. + centrales hydrauliques | 8 | | 8 | | | 16 |
| Réfractaire chaudière bois | | | 64 | | | 64 |
| Remplacement automate | | | | | | 0 |
| Divers Maintien et Remise en Etat | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 200 |
| Total chaufferie biomasse | 91 | 48 | 292 | 48 | 40 | 519 |
| Chaufferie PASA | | | | | | |
| Entretien bâtiment (structures) | | | 4 | | | 4 |
| Portes sectionnelles | | | | 10 | | 10 |
| Vérins pneum. + centrales hydrauliques | 4 | | 4 | | 4 | 12 |
| Grille foyer combustion | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 15 |
| Réfractaire chaudière bois | | 40 | | | | 40 |
| Divers Maintien et Remise en Etat | 15 | 10 | 15 | 10 | 15 | 65 |
| Total chaufferie PASA | 22 | 53 | 26 | 23 | 22 | 146 |
| TOTAL GENERAL | 212 | 177 | 401 | 147 | 145 | 1 082 |

4 Données techniques

4.1 Bilan d'exploitation 2023/2024 (rappel)

| Rapport d'exploitation - Autun - St Pantaleon | | | | | | | | | | Saison | | | juin-24 | | |
|--|----------------|---------------|------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|--------------|
| Date des relevés | 30/06/2023 | 20/07/2023 | 22/08/2023 | 20/09/2023 | 20/10/2023 | 21/11/2023 | 29/12/2023 | 22/01/2024 | 20/02/2024 | 20/03/2024 | 19/04/2024 | 22/05/2024 | 30/06/2024 | | |
| Energies en entrée | | | | | | | | | | | | | | | |
| Combustibles | Unités | juillet-23 | août-23 | septembre-23 | octobre-23 | novembre-23 | décembre-23 | janvier-24 | février-24 | mars-24 | avril-24 | mai-24 | juin-24 | Total | |
| Gaz Total | MWh PCS | 232 | 645 | 988 | 532 | 6773 | 9383 | 7766 | 7259 | 9095 | 217 | 326 | 734 | 43949 | |
| Dont Gaz Chauffage (biogaz inclus) | MWh PCS | 232 | 645 | 988 | 532 | 2251 | 1071 | 2910 | 885 | 276 | 217 | 326 | 734 | 11066 | |
| Dont gaz St Pantaleon | MWh PCS | 159 | 561 | 793 | 416 | 2029 | 1010 | 2842 | 876 | 244 | 186 | 181 | 496 | 9794 | |
| Dont gaz Pasa | MWh PCS | 73 | 84 | 195 | 116 | 222 | 61 | 67 | 8 | 31 | 31 | 145 | 239 | 1272 | |
| Dont Gaz Cogénération | MWh PCS | 0 | 0 | 0 | 0 | 4522 | 8311 | 4857 | 6374 | 8819 | 0 | 0 | 0 | 32883 | |
| Recupération cogénération | MWh utiles | 0 | 0 | 0 | 0 | 2180 | 3235 | 1908 | 2470 | 3169 | 0 | 0 | 0 | 12962 | |
| Biomasse | MWh PCI | 434 | 139 | 39 | 620 | 948 | 4026 | 1015 | 2387 | 3261 | 3143 | 3721 | 1195 | 20927 | |
| | tonnes | 174 | 55 | 16 | 248 | 380 | 1622 | 406 | 855 | 1241 | 1190 | 1429 | 512 | 8128 | |
| | PCI | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,49 | 2,48 | 2,50 | 2,79 | 2,63 | 2,64 | 2,60 | 2,33 | 2,57 | |
| Total - Energies entrantes | MWh PCI | 642 | 719 | 928 | 1098 | 5154 | 8225 | 5542 | 5653 | 6678 | 3339 | 4014 | 1856 | 43849 | |
| Biogaz acheté sur la période de juillet 2023 à décembre 2023 et venant se substituer à une partie du gaz chauffage | | | | | | | | | | | | | | 5110 MWhPCS | |
| Energies sortie générateurs | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energies | η | Unités | juillet-23 | août-23 | septembre-23 | octobre-23 | novembre-23 | décembre-23 | janvier-24 | février-24 | mars-24 | avril-24 | mai-24 | juin-24 | Total |
| Gaz - Chaudières | 93,0% | MWh | 194 | 540 | 827 | 445 | 1884 | 897 | 2435 | 741 | 231 | 182 | 273 | 615 | 9262 |
| Dont gaz St Pantaleon | | MWh | 133 | 470 | 663 | 348 | 1699 | 845 | 2379 | 733 | 205 | 156 | 151 | 415 | 8197 |
| Dont gaz Pasa | | MWh | 61 | 70 | 163 | 97 | 186 | 51 | 56 | 7 | 26 | 26 | 121 | 200 | 1065 |
| Chaleur - Cogé | 100,0% | MWh | 0 | 0 | 0 | 0 | 2180 | 3235 | 1908 | 2470 | 3169 | 0 | 0 | 0 | 12962 |
| Biomasse | 70,7% | MWh | 356 | 143 | 10 | 684 | 470 | 2940 | 625 | 1578 | 2188 | 2158 | 2688 | 952 | 14791 |
| Total des énergies | | MWh | 550 | 683 | 837 | 1129 | 4534 | 7072 | 4968 | 4788 | 5588 | 2340 | 2960 | 1567 | 37016 |
| Compteur Sortie Chauffage | | MWh | 555 | 658 | 803 | 1123 | 4062 | 5824 | 5636 | 4460 | 4204 | 3252 | 2864 | 1451 | 34893 |
| Biogaz acheté sur la période de juillet 2023 à décembre 2023 et venant se substituer à une partie du gaz chauffage | | | | | | | | | | | | | | 4139 MWh | |



Compte tenu des nombreux dysfonctionnements rencontrés sur la chaudière biomasse de Saint Pantaleon durant la période hivernale, seulement 40% de la production de chaleur a été réalisée par les chaudières biomasse du réseau urbain.

Nous avons donc été contraints d'acheter du gaz d'origine bio sur le marché afin d'atteindre un taux ENR supérieur à 50%.

| Ventes - Distribution | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------|--------|------------|---------|--------------|------------|-------------|-------------|------------|------------|---------|----------|--------|---------|-------|
| Ventes | Unités | juillet-24 | août-24 | septembre-24 | octobre-24 | novembre-24 | décembre-24 | janvier-25 | février-25 | mars-25 | avril-25 | mai-25 | juin-25 | Total |
| Ventes Thermiques | MWh Th | 359 | 303 | 459 | 1527 | 2920 | 6418 | 4441 | 4880 | 3641 | 2553 | 1631 | 741 | 29873 |
| Chauffage | MWh | 359 | 303 | 459 | 1527 | 2920 | 6418 | 4441 | 4880 | 3641 | 2553 | 1631 | 741 | 29873 |
| Eau Chaude Sanitaire | MWh | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Eau Chaude Sanitaire | m3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DJ | | 6 | 4 | 13 | 110 | 245 | 583 | 355 | 397 | 326 | 244 | 170 | 36 | 2490 |
| Ratio Chauffage / DJ | MWh/DJ | | | | 13,9 | 11,9 | 11,0 | 12,5 | 12,3 | 11,2 | 10,4 | | | 13,0 |
| Pertes thermiques | MWh | 354 | 506 | 474 | 537 | 628 | 1256 | 444 | 1038 | 901 | 796 | 771 | 785 | 8488 |

| Bilan du réseau | | | | | | | | | |
|---------------------------|---------|------------------|------------|------------------|---------|------------------------|------------------|--|--|
| énergies entrées | | énergies sorties | | Rendement global | | | | | |
| | MWh PCI | | MWh utiles | Rendement | | | | | |
| Gaz Naturel | 5275 | >>>>> | 5065 | 93% | >>>>> ↓ | | | | |
| Recupération cogénération | 11974 | >>>>> | 11974 | 100% | >>>>> ↓ | | | | |
| Gaz Origine Bio | 167 | >>>>> | 150 | 90% | >>>>> ↓ | Pertes réseau | Ventes thermique | | |
| | | >>>>> | | | >>>>> | 8488 | 29873 | | |
| Biomasse | 29570 | >>>>> | 21172 | 72% | >>>>> ↑ | Rendement Distribution | | | |
| | | >>>>> | | | >>>>> ↑ | 78,2% | | | |
| | | >>>>> | | | >>>>> ↑ | | | | |
| | | >>>>> | | | >>>>> ↑ | | | | |
| Total | 46985 | | 38212 | 81,3% | | Rendement production | | | |

Grâce à un fonctionnement stabilisé de la chaudière biomasse de Saint Pantaléon durant la période hivernale, plus de 55% de la production de chaleur a été réalisée par les chaudières biomasse du réseau urbain.

4.3 Bilan énergétique

4.3.1 Caractéristiques de la saison de chauffe

Saison 2024/2025 :

La saison moyenne de chauffage a débuté le 30 septembre 2024 et s'est terminée vers le 26 mai 2025.

En complément de la chaleur de récupération issue de l'unité de cogénération, les chaudières biomasse de Saint Pantaléon et du PASA assurent en priorité la fourniture de chaleur en période hivernale. La chaudière biomasse du PASA reste en service en période estivale pour la production d'eau chaude sanitaire des abonnés et les besoins en chaleur du centre nautique. Les chaudières gaz des deux sites viennent compléter la production en fonction de la rigueur et des demandes de chaleur sur le réseau.

Données chiffrées pour la période moyenne de chauffage :

- Nombre moyen de jours chauffés pour les logements : **239.**
- Température moyenne extérieure pendant la période : **7.71 °C.**
- Degrés Jours Unifiés pendant la période : **2 490 DJU.**
- Degrés Jours Unifiés sur la saison précédente : **2 214 DJU.**
- Soit une évolution de : **+11.1 %.**

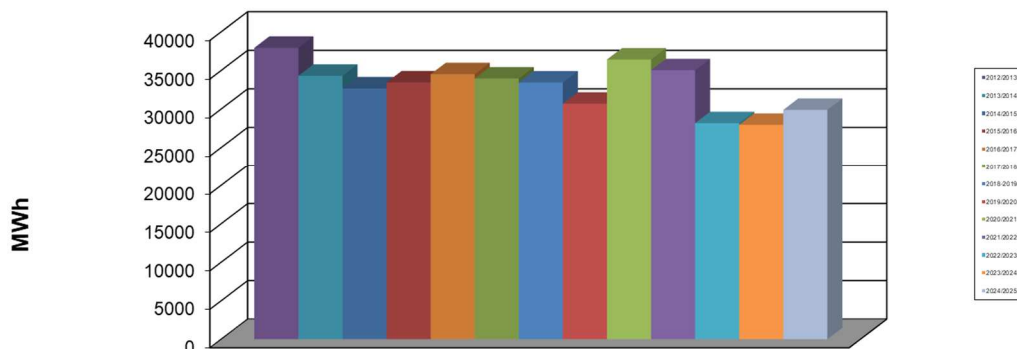
| Période | Nombre de jours chauffés | T° moyenne | DJ sur période de chauffage |
|------------------|--------------------------|------------|-----------------------------|
| Saison 2021/2022 | 223 | 6.8 | 2 512,7 |
| Saison 2022/2023 | 214 | 7.7 | 2 236.7 |
| Saison 2023/2024 | 218 | 8.3 | 2 213.6 |
| Saison 2024/2025 | 239 | 7.7 | 2 490.0 |

4.3.2 Ventes d'énergie

Le nombre total de MWh vendus y compris pour les besoins de production d'eau chaude sanitaire est de **29 873 MWh**.

La baisse des besoins en chaleur côté abonnés s'est une nouvelle fois confirmée au cours de cette exercice. Les pertes réseaux restent stables à hauteur de 8.6 GWh par saison.

Evolution de l'énergie de chauffage délivrée en sous-station



| Période | DJ sur période de chauffage | Part chauffage délivrée en sous-station – (MWh) | Ratio Chauffage (MWh / DJ) | Conso ECS (MWh) |
|------------------|-----------------------------|---|----------------------------|-----------------|
| 2018/2019 | 2 402 | 33 428 | 13,91 | 561 |
| 2019/2020 | 2 119 | 30 677 | 14,48 | 415 |
| 2020/2021 | 2 620 | 36 404 | 13.89 | 455 |
| 2021/2022 | 2 512 | 35 013 | 13.93 | 414 |
| 2022/2023 | 2 237 | 28 159 | 12.59 | 342 |
| 2023/2024 | 2 214 | 27 938 | 12.62 | 402 |
| 2024/2025 | 2 490 | 29 475 | 11.83 | / |

La rigueur climatique a augmentée de 276 DJU sur cette dernière saison , soit +11 %.

Les consommations de chaleur, au titre de la part chauffage ont augmenté de 5.5 % (+1538 MWh). Cette hausse s'explique par la rigueur climatique en hausse, mais elle est amortie par la baisse

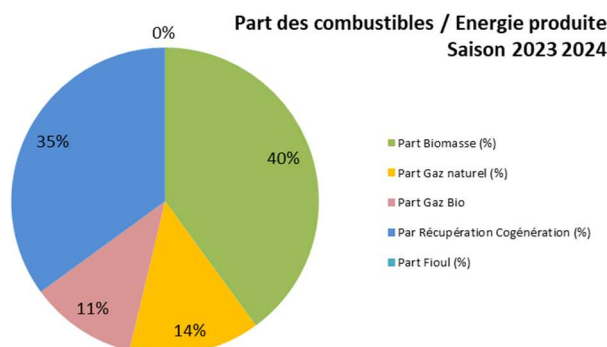
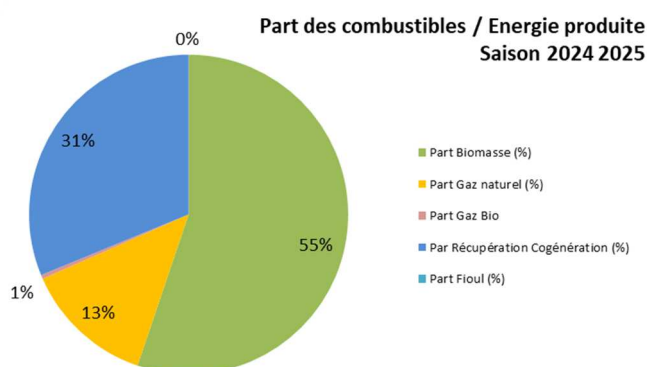
confirmée des besoins sur le patrimoine de l'Opac 71, d'une part, des effets de sobriété sur d'autres sites, d'autre part, et enfin, des besoins en chaleur toujours faibles du côté de l'industriel FSA Ducret.

Le ratio chauffage en MWh / DJ baisse de 5% par rapport à la saison précédente.

Ci-dessous, les écarts de consommation de chaleur les plus importants constatés cette saison côté abonnés :

| Nom sous-station | Ecart entre 2024/2025 et 2023/2024 en MWh | Ecart (%) | Commentaires |
|---|---|-----------|--|
| GROUPE SCOLAIRE DU CLOS JOUVET - S/ST V28 | + 80 MWh | 33.8% | Fuite sur le secondaire ? |
| SST Z7 - LES PRESLES | + 78 MWh | 14% | Effet Dju |
| SST HALL D'EXPOSITION - HALL D'EXPOSITION | + 62 MWh | 27.7 % | Activité variable sur ce site |
| LYCEE SAINT LAZARE | -117 MWh | -15.2 % | Arrivée d'un nouveau directeur d'établissement -> meilleur suivi des consommations, travaux de mises en place de menuiseries double vitrage, isolation de tuyauteries de chauffage |
| PISCINE ZUP ST PANTALEON | -155 MWh | -10.9 % | Pour l'essentiel, modification des périodes de chauffage du bassin extérieur |

4.3.3 Sources d'énergie utilisées



La proportion d'énergie produite à partir du combustible biomasse est en augmentation de 15 % par rapport à la saison précédente. La couverture biomasse obtenue pour cet exercice est de 55 %. Cette hausse est, pour l'essentiel, la conséquence et le fruit des travaux de réparation de la chaudière biomasse de St Pantaléon effectuée en 2023/2024 (rénovation complète des tubes et du scrappeur).

A noter la très bonne disponibilité technique de la production de chaleur biomasse sur le site du PASA.

En période estivale, la production biomasse du site PASA reste faible compte tenu des faibles besoins en chaleur de l'abonné industriel FSA Ducret.

Compte tenu de l'ensemble de ces effets, le taux d'ENR est de 55.6 % sur cette saison, avec un achat de biogaz très réduit (185 MWh PCS)

La quote part de chaleur de récupération provenant de l'unité de cogénération a diminué, passant de 35 % à 31 %.

4.3.4 Rendement global de l'installation

- Energie entrante (consommation) : **47 152 MWh PCI**, répartis selon :

- Biomasse : 29570 MWh PCI.
- Gaz naturel : 5441 MWh PCI.
- Gaz bio : 166 MWh PCI
- Récupération de chaleur de la cogénération : 11 974 MWh PCI.

- Energie délivrée en sous-station : **29 873 MWh**.

D'où le rendement global de l'installation (chaufferie et réseau) : 63.4 %.

- Comparatif des rendements :

| Saison | 2018/2019 | 2019/2020 | 2020/2021 | 2021/2022 | 2022/2023 | 2023/2024 | 2024/2025 | Evolution entre les 2 dernières saisons |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---|
| Rendement global | 71% | 71,1% | 72,2% | 71.3% | 66.0% | 64.6 % | 63.4 % | -1.98 % |

Cette saison, nous observons une faible augmentation des quantités de chaleur (chauffage) vendues et, par effet miroir, des quantités d'énergies entrantes.

Pour autant, le rendement de la production biomasse s'est dégradé de 4 % par rapport à la saison précédente. Ceci pourrait être expliqué par le changement de combustible en 100% plaquettes côté St Pantaléon pour des raisons de respect des limites réglementaires d'émissions (poussières).

Effectivement la plaquette est moins adaptée pour la chaudière biomasse de St Pantaléon conçue initialement pour un mélange plaquettes + écorces, conduisant probablement à une dégradation du rendement.

| Saison | Energie délivrée en sous-station (MWh) | Energies primaires consommées (MWh PCI) |
|------------------|--|---|
| 2018 / 2019 | 33 989 | 47 877 |
| 2019 / 2020 | 31 109 | 43 778 |
| 2020 / 2021 | 36 859 | 51 083 |
| 2021 / 2022 | 35 427 | 49 666 |
| 2022 / 2023 | 28 501 | 43 179 |
| 2023 / 2024 | 28 340 | 43 849 |
| 2024 / 2025 | 29 873 | 47 152 |
| Variations n/n-1 | +5.4 % | +7.5 % |

5 Qualité du service

5.1 Exploitation

Dans le cadre de notre politique d'écoute clients, Dalkia réalise chaque année une enquête approfondie afin de mesurer la satisfaction des clients et de recueillir leurs attentes.

Votre avis nous est précieux !

Pour l'année 2024, cette enquête a été réalisée entre les mois de novembre et décembre, auprès d'un échantillon de **163** clients sur la zone géographique sous la gestion de Dalkia région Centre-Est.

Les questions posées portaient sur la satisfaction globale, le niveau d'effort à déployer dans le cadre de la relation avec Dalkia Centre-Est, le niveau d'information émis par Dalkia Centre-Est, le niveau de satisfaction concernant les interlocuteurs Dalkia Centre-Est, la qualité du service rendu et l'expertise de Dalkia Centre-Est, etc...

Un bilan global positif et en amélioration

La note de satisfaction globale qui ressort de cette enquête est de **7,8/10** pour la région Dalkia Centre-Est en légère hausse par rapport à 2023. A noter une note de satisfaction globale à hauteur de **8,4/10**, en légère augmentation pour ce qui concerne l'agence Dalkia Réseaux urbains de Dalkia Centre Est.

Trois points forts essentiels ont recueilli une grande satisfaction de ces clients interrogés :

- La prise en compte de la sécurité **8,9/10**.
- La relation client **8,6/10**.
- La qualité des dépannages **9/10**.

Trois axes de progrès principaux sont attendus :

1/ **Amélioration de la gestion des urgences** et de la communication associée lors de ces événements exceptionnels : l'Espace Clients réseaux de chaleur va faire l'objet d'amélioration au cours de l'année 2025 pour répondre à cette attente. Actuellement, en cas de coupure du service à titre exceptionnel pour travaux de réparation par exemple, un mail est systématiquement transmis à tous les abonnés concernés pour les alerter de l'arrêt du service et de sa remise en service après réparation. Cette communication semble être très appréciée.

2/ **Optimisation et clarification des responsabilités** entre concessionnaire / abonné / autorité délégante : il serait possible d'apporter des précisions sur cet item lors de la réunion annuelle avec les abonnés

5.2 Traitement des réclamations - Félicitations

Pour 2024, le processus relatif au traitement des réclamations et félicitations « Clients » mis en place en 2016, a apporté entière satisfaction. **Des engagements forts en matière de délai et de qualité des réponses sont attendus.** Afin d'améliorer encore ce dispositif, une référente territoriale a été mise en place. Pour la Bourgogne, il s'agit de :



Sa mission consiste à :

- Réceptionner, scanner et transmettre le courrier de réclamation ou de félicitation aux différentes parties intéressées,
- Enregistrer le courrier de réclamation ou de félicitation dans le logiciel «Clients 360»,
- S'assurer du traitement complet de la réponse du courrier de réclamation avec les différentes parties intéressées et enregistrement de celui-ci dans le logiciel,
- Envoyer un questionnaire de satisfaction client dans les 15 jours après envoi de la réponse définitive de la réclamation.

Secua a enregistré une réclamation durant cet exercice.

Le bruit répétitif et strident du convoyeur à cendre humide, a déclenché une réclamation, suite aux plaintes de la part d'un riverain du lotissement des Drêmeaux. Effectivement lors de la mise en route de ce convoyeur neuf ,celui-ci tournait à vide (ferraille contre ferraille). Le bruit s'est atténué à sa montée en charge et pour éliminer ce problème complètement des temporisations de fonctionnement ont été ajoutées.

La relation établie entre le riverain et les équipes locaux de Secua ont permis de clore la plainte de façon constructive.

5.3 Continuité de service

5.3.1 Liste des incidents d'exploitation ayant eu un impact pour les abonnés

Nous avons rencontré des incidents sur la saison 2024/2025 engendrant des coupures pour les abonnés :

| Réseau | Date constat | Evenement | Localisation | Nature de l'événement | Intervenants | rupture de fourniture | | |
|--------|--------------|------------------------------------|---|---|--------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | | | | coupure | remise en service | Tps arrêt en h |
| ZUP | 06/07/2024 | Réparation fuite Point fixe | coupure secteur zup | suppression du point fixe et remplacement par longueurs droite | wannitube | 06/07/2024 | 06/07/2024 | 08 heures |
| Ville | 22/07/2024 | Travaux création lyres croix verte | coupure secteur rue de la Croix verte | suppression des compensateurs et remplacement par lyres de dilatation | wannitube | 22/07/2024 | 02/08/2024 | sans impact |
| Lac | 06/01/2025 | Réparation fuite N°1 | rond point route de chalon | corrosion externe manchon d'isolation | wannitube | 23/01/2025 | 23/01/2025 | 12 heures |
| Ville | 06/01/2025 | Réparation fuite caniveau | antenne clos jovet lyre de dilation | corrosion sur coude retour | wannitube | 27/01/2025 | 27/01/2025 | 5 heures |
| Ville | 30/01/2025 | Réparation fuite DN300 | caniveau rue du chalet bleu (incident vannes) | soudure | SCTM | 30/01/2025 | 30/01/2025 | 12 heures |
| Lac | 14/02/2025 | Réparation fuite N°2 | rond point route de chalon | corrosion sur coude | wannitube | 14/02/2025 | 14/02/2025 | 9 heures |
| Lac | 24/06/2025 | Maintenance chambre a vanne | antenne gendarmerie | Reprise des purges point haut chambre a vannes edueen | DALKIA | 24/06/2025 | 24/06/2025 | 8 heures |

5.3.2 Incidents ayant eu un impact direct sur l'environnement

Nous n'avons pas connu d'incident avec impact direct sur l'environnement sur la saison 2024-2025.

5.4 Contrôles réglementaires et vérifications périodiques

5.4.1 Site de Saint Pantaléon

Le détail fait l'objet de l'annexe 8.17 du présent compte rendu.

5.4.2 Site du Pasa

Le détail fait l'objet de l'annexe 8-17 du présent compte rendu.

6 Indicateurs de performance

| Numéro | Indicateur | Méthode de calcul | Exprimé en | | ANNEE 2024 / 2025 | ANNEE 2023 / 2024 | ANNEE 2022 / 2023 | Commentaires 2024 / 2025 |
|---|--|--|-----------------------------|--|---|------------------------------------|-------------------------------|--|
| 1. DEVELOPPEMENT DU RESEAU | | | | | | | | |
| 1.1 | Densité du réseau | Quantités de chaleur livrée / Longueur totale du réseau de distribution | MWh/km | | 2089 | 2053 | 2036 | 29873 MWh 14300 ml |
| 2. PRESERVER DURABLEMENT LE CADRE DE VIE ET LE MILIEU NATUREL | | | | | | | | |
| 2.1 | Bouquet énergétique | Répartition des quantités d'énergies à la production sortie générateurs (énergie primaire) | % | biomasse chaleur cogénérée gaz naturel gaz bio fod | 55,4% 31,3% 12,86% 0,39% 0% | 40% 35% 13,8% 11,2% 0% | 50% 28% 22% 0% 0% | |
| 2.2 | Emission de dioxyde de carbone | Quantité de CO2 (non biomasse) rejetée / Quantité d'énergie thermique entrante (chauffage + ECS) | kg/kWh | | 0,0269 | 0,0530 | 0,0133 | |
| 2.3 | Rejets atmosphériques | Quantité de polluants rejetés dans l'atmosphère | Tonnes pour chaque polluant | SO2 NOX N2O CO2 (non biomasse) | 0,013 5,97 0,276 1267 | 0,036 4,17 0,17 2323 | 0,06 7,10 0,34 712 | exercice civil 2024 exercice civil 2024 exercice civil 2024 exercice civil 2024 |
| 2.4 | Facteur de ressource primaire (Cf. norme EN 15316-4-5) | Quantité d'énergie primaire non renouvelable consommée / Quantité d'énergie thermique livrée | % | | 58% | 64,7% | 67,2% | |
| 2.5 | Consommation d'eau sur le réseau | Quantité d'eau consommée sur le réseau / Quantité d'énergie thermique livrée | m3 / MWh livré | | 0,173 | 0,248 | 0,355 | |
| 3. ASSURER LA CONTINUITÉ ET LA PERENNITE DE LA FOURNITURE DE CHALEUR | | | | | | | | |
| 3.1 | Renouvellement des installations | Montant des travaux de gros entretien et de renouvellement (€ HT) / Part fixe des recettes tarifaires (€ HT) | % | P3/R23 | 152% | 241% | 147% | |
| 3.2 | Taux de disponibilité pondéré du service | 1 - ((Nbre d'heures d'arrêt pendant la période de fonctionnement) x (Puissance souscrite concernée)) / (Période de fonctionnement (en h) x Puissance souscrite totale) | % | | 99,0% | 99,7% | 99,9% | |
| 4. SATISFAIRE LES ATTENTES DE SERVICE DES ABONNÉS ET USAGERS | | | | | | | | |
| 4.1 | Actions de communication | Nombre de visites ou réunions avec les élus, les écoles, les associations, ... ou autres actions de communication | nombre | | 1 | 0 | 0 | |
| 4.2 | Reclamations | Nombre de réclamations écrites concernant le réseau | nombre | | 1 | 0 | 0 | |

6.1 Prévisions de travaux de gros entretien et renouvellement saison 2025/2026

Les principaux travaux prévus dans l'ordre de priorité pour 2025/2026 seront :

- Rénovation du réseau : remplacement du feeder historique (Clos Jovet) en réseau pré-isolé
- Mise en place de pot à boues à la chaufferie PASA
- Réfection de la panoplie hydraulique du collecteur départ/ retour chaufferie gaz Saint Pantaléon

6.2 Actions prévues en vue d'améliorer la performance énergétique

Nous continuons notre travail concernant l'abaissement de la température de retour sur le réseau au cours de l'exercice 2024/2025, à travers les points suivants :

- La poursuite du remplacement d'échangeurs en sous-stations,
- La surveillance de la qualité de l'eau côté abonnés ainsi que côté production,
- La surveillance des écarts de température sur les échangeurs par le biais de notre application « Résonance » et de l'appui de notre service DESC (Dalkia Energy Saving Center),
- Le remplacement de vannes de régulation en SST.

6.3 Actions prévues dans le domaine de la sécurité

Nous poursuivrons les actions d'amélioration de la sécurité, particulièrement sur le site de St. Pantaléon :

- Installation d'un surpresseur afin de remettre en conformité le réseau incendie interne suite à l'abaissement de la pression du réseau eau potable.
- Mise à jour des instructions sécurité du site

6.4 Actions prévues dans le domaine de la protection de l'environnement

- Fin de l'épandage des cendres fines (électrofiltre+multicyclone) suite à l'évolution de la réglementation. Ces cendres sont désormais mis en centre d'enfouissement pour déchets dangereux.

6.5 Perspectives de raccordement

Le raccordement du vestiaire Bas Saint Roch à la sous-station du COSEC du Vallon ainsi que celui de Odyssee Loisirs est toujours en attente de validation.

Enfin, il reste le programme de construction porté par France Béguinage et situé rue des Ormes à raccorder. Ce programme semble prendre du retard.

7 Conclusion

L'exercice 2024/2025 a été marqué par une rigueur climatique en légère hausse, tout en restant en dessous de la rigueur climatique de référence pour la région d'Autun à l'instar des exercices précédents.

La stabilisation des prix des énergies fossiles sur les marchés a eu un effet direct et essentiel pour les usagers : la stabilité du tarif de la chaleur.

Les travaux entrepris la saison précédente sur la chaufferie de Saint Pantaléon ont permis une amélioration opérationnelle et économique du réseau.

Sur le plan technique, l'installation biomasse de Saint-Pantaléon a affiché une meilleure disponibilité que lors de l'exercice précédent, permettant d'atteindre un taux de couverture biomasse de 55 % sans recourir à des achats externes de biogaz.

Pour autant, compte tenu des effets cumulés relatifs aux conditions climatiques défavorables et à la baisse des besoins en chaleur côté abonnés, l'objectif de mixité contractuelle n'a pas pu être atteint.

Une proposition d'avenant au contrat de DSP a été remise à la Collectivité et présentée aux élus lors du conseil municipal en mars 2025 ayant pour objectif de redimensionner la puissance biomasse sur le site de Saint Pantaléon en cohérence avec les nouvelles conditions climatiques et également avec les besoins actuels en chaleur des abonnés du réseau urbain. Cet avenant a été voté par les élus. Il ne prendra effet qu'à la condition que certaines conditions suspensives soient levées avant fin 2025.

Plusieurs fuites sur le réseau de transport ont été rapidement traitées et ont eu un faible impact sur le confort des usagers.

Aucun accident de travail n'a été à déplorer.

Aucun incident environnemental n'est venu entacher l'image du réseau.

secua

ANNEXES AU COMPTE-RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER

**SOCIETE D'EXPLOITATION DE
CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN**

ANNEE 2024 / 2025

Réseaux



SOMMAIRE

| | | |
|-----|--|----|
| 1 | Synthèse facturation R1 et R2 par abonné..... | 3 |
| 2 | Synthèse facturation R1 R2 par mois..... | 5 |
| 3 | Facturation R1 chauffage en € par mois et par abonné..... | 6 |
| 4 | Facturation R1 chauffage en MWh par mois et par abonné..... | 7 |
| 5 | Facturation R1 ECS en € par mois et par abonné..... | 8 |
| 6 | Facturation R1 ECS en m3 par mois et par abonné..... | 8 |
| 7 | Facturation R2 par poste et par abonné en €HT..... | 9 |
| 8 | Evolution des tarifs et indices..... | 10 |
| 8.1 | R1 CHAUFFAGE..... | 10 |
| 8.2 | R2..... | 11 |
| 9 | Déboursés gaz..... | 12 |
| 10 | Déboursés bois..... | 13 |
| 11 | Déboursés chaleur cogénérée..... | 13 |
| 12 | Consommation de Gasoil non routier..... | 14 |
| 13 | Déboursés électricité..... | 15 |
| 14 | Assurances..... | 17 |
| 15 | Liste des biens de retour..... | 24 |
| 16 | Liasse fiscale..... | 41 |
| 17 | Contrôles réglementaires et vérifications périodiques site de Saint Pantaléon..... | 47 |
| 18 | Contrôles réglementaires et vérifications périodiques site du Pasa..... | 50 |

1 Synthèse facturation R1 et R2 par abonné

| SAISON 2024/2025 | CHAUFFAGE | | | | | EAU CHAUDE SANITAIRE | | | CUMUL CHAUF. + ECS + R2 | | |
|--|---------------------|------------------|--------------|------------------|---------------------|----------------------|---------------|----------------|-------------------------|----------------|-----------------|
| SOUS - STATION | CONSO CHAUFFAGE MWh | R1 CHAUFFAGE €HT | URF SOUSCRIT | R2 CHAUFFAGE €HT | TOTAL R1/C+R2/C €HT | CONSO E.C.S. M3 | R1 E.C.S. €HT | TOTAL R1/E €HT | TOTAL €HT R1/C+R1/E | TOTAL €HT R2/C | TOTAL €HT R1+R2 |
| AA01 S/ST V10 | 470,320 | 31 528,640 | 1092,230 | 46 557,59 | 78 086,23 | | | 0,000 | 31 528,64 | 46 557,59 | 78 086,23 |
| AA02 S/ST V11 | 848,700 | 56 839,11 | 2060,288 | 87 822,16 | 144 661,27 | | | 0,000 | 56 839,11 | 87 822,16 | 144 661,27 |
| AA03 S/ST V12 | 439,800 | 29 473,93 | 1270,070 | 54 138,17 | 83 612,10 | | | 0,000 | 29 473,93 | 54 138,17 | 83 612,10 |
| AA04 S/ST V13 | 255,320 | 17 115,44 | 588,655 | 25 092,10 | 42 207,54 | | | 0,000 | 17 115,44 | 25 092,10 | 42 207,54 |
| AA05 S/ST V14 | 0,000 | 0,00 | 123,000 | 5 819,84 | 5 819,84 | | | 0,000 | 0,00 | 5 819,84 | 5 819,84 |
| AA06 S/ST V15 | 520,000 | 34 671,23 | 661,990 | 31 322,70 | 65 993,93 | 63,000 | 245,55 | 245,550 | 34 916,78 | 31 322,70 | 66 239,48 |
| AA07 S/ST V16 | 1 502,100 | 100 753,62 | 4273,340 | 182 156,02 | 282 909,64 | | | 0,000 | 100 753,62 | 182 156,02 | 282 909,64 |
| V18 - CENTRE VALMY / 0091415H / C00005397H | 43,840 | 2 943,29 | 0,000 | 0,00 | 2 943,29 | | | 0,000 | 2 943,29 | 0,00 | 2 943,29 |
| AA09 S/ST V19 | 241,710 | 16 184,66 | 357,500 | 16 915,52 | 33 100,18 | | | 0,000 | 16 184,66 | 16 915,52 | 33 100,18 |
| AA10 S/ST V20 | 3 219,100 | 211 722,81 | 4087,050 | 193 382,94 | 405 105,75 | | | 0,000 | 211 722,81 | 193 382,94 | 405 105,75 |
| AA11 S/ST V22 | 314,230 | 20 776,98 | 582,000 | 27 537,94 | 48 314,92 | 511,000 | 1 868,23 | 1868,230 | 22 645,21 | 27 537,94 | 50 183,15 |
| AA12 S/ST V26 | 634,400 | 42 001,36 | 880,990 | 41 684,90 | 83 686,26 | 1289,000 | 4 997,44 | 4997,440 | 46 998,80 | 41 684,90 | 88 683,70 |
| V28 - ECOLE DU CLOS JOUVET | 318,380 | 21 296,77 | 472,500 | 22 356,82 | 43 653,59 | | | 0,000 | 21 296,77 | 22 356,82 | 43 653,59 |
| AA14 S/ST V9 | 2 311,000 | 154 676,56 | 4807,870 | 204 940,97 | 359 617,53 | | | 0,000 | 154 676,56 | 204 940,97 | 359 617,53 |
| AA15 S/ST Z1 | 149,340 | 9 999,21 | 412,560 | 18 381,25 | 28 380,46 | | | 0,000 | 9 999,21 | 18 381,25 | 28 380,46 |
| AA16 S/ST Z17 | 85,240 | 5 686,45 | 62,500 | 2 957,28 | 8 643,73 | | | 0,000 | 5 686,45 | 2 957,28 | 8 643,73 |
| AA17 S/ST Z2 | 355,710 | 23 827,87 | 1041,974 | 44 415,32 | 68 243,19 | | | 0,000 | 23 827,87 | 44 415,32 | 68 243,19 |
| AA18 S/ST Z1 | 525,840 | 34 928,27 | 1148,523 | 48 957,14 | 83 885,41 | | | 0,000 | 34 928,27 | 48 957,14 | 83 885,41 |
| Z24 - ESPACE DE VIE ASSOCIATIVE | 119,910 | 8 037,48 | 415,000 | 19 636,15 | 27 673,63 | | | 0,000 | 8 037,48 | 19 636,15 | 27 673,63 |
| Z25 - PRIEURE ST MARTIN | 144,360 | 9 660,11 | 309,500 | 14 644,35 | 24 304,46 | | | 0,000 | 9 660,11 | 14 644,35 | 24 304,46 |
| AA21 S/ST Z27 LES ORMES | 308,930 | 20 642,43 | 519,513 | 24 581,28 | 45 223,71 | | | 0,000 | 20 642,43 | 24 581,28 | 45 223,71 |
| AA22 S/ST Z3 | 664,180 | 44 432,68 | 1638,713 | 69 852,01 | 114 284,69 | | | 0,000 | 44 432,68 | 69 852,01 | 114 284,69 |
| AA23 S/ST Z4 | 245,890 | 16 480,29 | 656,244 | 27 973,17 | 44 453,46 | | | 0,000 | 16 480,29 | 27 973,17 | 44 453,46 |
| AA24 S/ST Z5 | 311,640 | 20 918,65 | 760,368 | 32 411,55 | 53 330,20 | | | 0,000 | 20 918,65 | 32 411,55 | 53 330,20 |
| Z6 - ECOLE VICTOR HUGO | 225,590 | 15 103,29 | 549,500 | 26 000,18 | 41 103,47 | 165,000 | 603,76 | 603,760 | 15 707,05 | 26 000,18 | 41 707,23 |
| AA26 S/ST Z7 LES PRESLES | 631,100 | 42 109,37 | 1471,475 | 69 624,35 | 111 733,72 | 5355,000 | 20 455,00 | 20455,000 | 62 564,37 | 69 624,35 | 132 188,72 |
| V29 - ECOLE MONROSE | 250,150 | 16 741,85 | 510,000 | 24 131,17 | 40 873,02 | | | 0,000 | 16 741,85 | 24 131,17 | 40 873,02 |
| V30 - ECOLE DU PARC | 195,060 | 13 060,95 | 465,000 | 22 001,96 | 35 062,91 | | | 0,000 | 13 060,95 | 22 001,96 | 35 062,91 |
| AA30 S/ST PISCINE | 1 304,700 | 85 122,25 | 1976,000 | 93 496,46 | 178 618,71 | | | 0,000 | 85 122,25 | 93 496,46 | 178 618,71 |
| L2 - CENTRE DE LOISIRS MOULIN DU VALLON | 99,200 | 6 548,62 | 125,000 | 5 914,51 | 12 463,13 | | | 0,000 | 6 548,62 | 5 914,51 | 12 463,13 |
| L1 - COSEC DU VALLON | 199,500 | 13 210,21 | 340,000 | 16 087,48 | 29 297,69 | | | 0,000 | 13 210,21 | 16 087,48 | 29 297,69 |
| AA33 S/ST HALL D'EXPOSITION | 286,930 | 19 083,67 | 725,610 | 34 333,03 | 53 416,70 | | | 0,000 | 19 083,67 | 34 333,03 | 53 416,70 |
| AA35 S/ST HEXAGONE | 206,900 | 13 788,02 | 260,000 | 12 302,21 | 26 090,23 | | | 0,000 | 13 788,02 | 12 302,21 | 26 090,23 |
| AA36 S/ST GENDARMERIE | 563,240 | 37 178,62 | 806,000 | 38 136,73 | 75 315,35 | | | 0,000 | 37 178,62 | 38 136,73 | 75 315,35 |
| AA37 S/ST CASERNE CHAMPGARNIER | 2 518,900 | 165 911,97 | 2303,040 | 108 970,69 | 274 882,66 | | | 0,000 | 165 911,97 | 108 970,69 | 274 882,66 |
| AA38 S/ST 39 | 284,610 | 19 010,99 | 551,900 | 26 113,71 | 45 124,70 | | | 0,000 | 19 010,99 | 26 113,71 | 45 124,70 |
| S/ST SDIS | 144,490 | 9 509,57 | 360,000 | 17 033,76 | 26 543,33 | | | 0,000 | 9 509,57 | 17 033,76 | 26 543,33 |
| V39A - HOTEL DE VILLE | 444,345 | 29 649,36 | 583,000 | 27 585,27 | 57 234,63 | | | 0,000 | 29 649,36 | 27 585,27 | 57 234,63 |
| V39B - THEATRE | 218,857 | 14 603,46 | 291,000 | 13 768,96 | 28 372,42 | | | 0,000 | 14 603,46 | 13 768,96 | 28 372,42 |
| V38 - 38 AV C DE GAULLE | 159,000 | 10 653,20 | 306,000 | 14 478,68 | 25 131,88 | | | 0,000 | 10 653,20 | 14 478,68 | 25 131,88 |
| S/ST POLE FORMATION | 70,340 | 4 717,61 | 140,000 | 6 624,25 | 11 341,86 | | | 0,000 | 4 717,61 | 6 624,25 | 11 341,86 |

| SAISON 2024/2025 | CHAUFFAGE | | | | | EAU CHAUDE SANITAIRE | | | CUMUL CHAUF. + ECS + R2 | | |
|---|---------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------|----------------------|------------------|------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|
| SOUS - STATION | CONSO CHAUFFAGE MWh | R1 CHAUFFAGE €HT | URF SOUSCRIT | R2 CHAUFFAGE €HT | TOTAL R1/C+R2/C €HT | CONSO E.C.S. M3 | R1 E.C.S. €HT | TOTAL R1/E €HT | TOTAL €HT R1/C+R1/E | TOTAL €HT R2/C | TOTAL €HT R1+R2 |
| S/ST MAISON DES ENTREPRISES | 100,800 | 6 768,33 | 205,000 | 9 699,80 | 16 468,13 | | | 0,000 | 6 768,33 | 9 699,80 | 16 468,13 |
| S/ST LYCEE ST LAZARE | 652,000 | 43 848,81 | 748,220 | 35 402,83 | 79 251,64 | | | 0,000 | 43 848,81 | 35 402,83 | 79 251,64 |
| S/ST LYCEE BONAPARTE | 336,440 | 22 627,73 | 591,408 | 27 983,10 | 50 610,83 | | | 0,000 | 22 627,73 | 27 983,10 | 50 610,83 |
| S/ST INTERNAT LYCEE ST LAZARE | 231,540 | 15 251,59 | 354,725 | 16 784,18 | 32 035,77 | | | 0,000 | 15 251,59 | 16 784,18 | 32 035,77 |
| S/ST GYMNASSE BOURGOGNE | 297,770 | 19 645,05 | 245,148 | 11 599,44 | 31 244,49 | | | 0,000 | 19 645,05 | 11 599,44 | 31 244,49 |
| V45 - CENTRE SOCIAL SIMONE VEIL | 58,580 | 3 914,63 | 21,000 | 993,67 | 4 908,30 | | | 0,000 | 3 914,63 | 993,67 | 4 908,30 |
| S/ST C.E.T.E | 228,290 | 15 359,99 | 172,062 | 8 141,30 | 23 501,29 | | | 0,000 | 15 359,99 | 8 141,30 | 23 501,29 |
| S/ST CLINIQUE DU PARC | 598,840 | 39 129,96 | 808,262 | 38 243,73 | 77 373,69 | | | 0,000 | 39 129,96 | 38 243,73 | 77 373,69 |
| S/ST RESID. BRUNHAUT | 55,120 | 3 629,66 | 79,680 | 3 770,10 | 7 399,76 | | | 0,000 | 3 629,66 | 3 770,10 | 7 399,76 |
| S/ST CENTRE HOSPITALIER PARPAS | 687,500 | 45 481,21 | 367,740 | 17 399,96 | 62 881,17 | | | 0,000 | 45 481,21 | 17 399,96 | 62 881,17 |
| S/ST ESPACE SAINT EX | 550,400 | 36 520,01 | 401,600 | 19 002,12 | 55 522,13 | | | 0,000 | 36 520,01 | 19 002,12 | 55 522,13 |
| S/ST SCIERIE DUCRET | 1 244,700 | 40 550,13 | 0,000 | 23 804,79 | 64 354,92 | | | 0,000 | 40 550,13 | 23 804,79 | 64 354,92 |
| RESIDENCE SENIORS | 373,660 | 24 411,23 | 270,000 | 12 775,31 | 37 186,54 | | | 0,000 | 24 411,23 | 12 775,31 | 37 186,54 |
| AUTUN (71) - AUT - S/ST V52 - EHPAD SITE LATOUCHE | 1 126,590 | 74 056,05 | 634,043 | 30 000,35 | 104 056,40 | | | 0,000 | 74 056,05 | 30 000,35 | 104 056,40 |
| AUTUN (71) - SECUA - S/ST V53 LATOUCHE 17EME SIECLE | 176,640 | 11 803,54 | 562,000 | 27 790,84 | 39 594,38 | | | 0,000 | 11 803,54 | 27 790,84 | 39 594,38 |
| AUTUN (71) - SECUA - S/ST V54 EDUENNE | 398,120 | 26 199,85 | 232,727 | 11 011,70 | 37 211,55 | | | 0,000 | 26 199,85 | 11 011,70 | 37 211,55 |
| AUTUN (71) - SECUA - S/ST V55 - VILLAGE DE LA CROIX BLANCHE | 525,700 | 34 560,18 | 513,816 | 24 314,51 | 58 874,69 | | | 0,000 | 34 560,18 | 24 314,51 | 58 874,69 |
| AUTUN (71) - SECUA - CRECHE - S/ST V18 PRIMAIRE RCU AUTUN | 0,000 | 0,00 | 155,500 | 7 357,66 | 7 357,66 | | | 0,000 | 0,00 | 7 357,66 | 7 357,66 |
| TOTAL | 29 475,54 | 1 914 358,80 | 46 348,83 | 2 126 215,96 | 4 040 574,76 | 7 383,00 | 28 169,98 | 28 169,98 | 1 942 528,78 | 2 126 215,96 | 4 068 744,74 |

2 Synthèse facturation R1 R2 par mois

| PERIODE | E.C.S. M3 | E.C.S. MWh | R1 E.C.S. €HT | CHAUFFAGE MWh | R1 CHAUFFAGE €HT | ECS + CHAUFFAGE MWh | TOTAL R1/E + R1/C €HT | TOTAL R2 €HT | TOTAL R1+R2 €HT |
|-------------------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| juil-24 | | | | 339,89 | 18 920,29 | 339,890 | 18 920,29 | 528 111,61 | 547 031,90 |
| août-24 | | | | 281,12 | 16 886,87 | 281,120 | 16 886,87 | | 16 886,87 |
| sept-24 | 673,000 | 67,300 | 4 120,110 | 433,220 | 23 385,030 | 500,520 | 27 505,14 | | 27 505,14 |
| oct-24 | | | | 1 519,54 | 90 443,58 | 1 519,540 | 90 443,58 | 531 950,36 | 622 393,94 |
| nov-24 | | | | 2 866,48 | 179 848,85 | 2 866,481 | 179 848,85 | | 179 848,85 |
| déc-24 | 1 209,000 | 120,900 | 7 741,230 | 6 368,940 | 418 945,620 | 6 489,840 | 426 686,85 | | 426 686,85 |
| TOTAL S2/2024 | 1 882,000 | 188,200 | 11 861,340 | 11 809,191 | 748 430,240 | 11 997,391 | 760 291,580 | 1 060 061,970 | 1 820 353,550 |
| janv-25 | | | | 4 409,85 | 295 243,80 | 4 409,853 | 295 243,80 | 535 012,46 | 830 256,26 |
| févr-25 | | | | 4 838,93 | 329 370,37 | 4 838,927 | 329 370,37 | | 329 370,37 |
| mars-25 | 1 139,000 | 113,900 | 7 816,970 | 3 599,590 | 246 414,210 | 3 713,490 | 254 231,18 | | 254 231,18 |
| avr-25 | | | | 2 509,84 | 160 090,04 | 2 509,842 | 160 090,04 | 531 141,53 | 691 231,57 |
| mai-25 | | | | 1 616,03 | 96 000,54 | 1 616,030 | 96 000,54 | | 96 000,54 |
| juin-25 | 1 341,000 | 134,100 | 8 491,670 | 692,109 | 38 809,600 | 826,209 | 47 301,27 | | 47 301,27 |
| TOTAL S1/2025 | 2 480,000 | 248,000 | 16 308,640 | 17 666,35 | 1 165 928,560 | 17 914,351 | 1 182 237,200 | 1 066 153,990 | 2 248 391,190 |
| TOTAL SAISON 2024/2025 | 4 362,000 | 436,200 | 28 169,980 | 29 475,54 | 1 914 358,80 | 29 911,742 | 1 942 528,78 | 2 126 215,96 | 4 068 744,74 |
| | Droit de Racc. | | | | | | | 51 420,63 | 51 420,63 |
| CUTOFF juin 2024 | | | | | | | -1 793,93 | 0,00 | -1 793,93 |
| CUTOFF juin 2025 | | | | | | | 655,32 | 0,00 | 655,32 |
| | | | | | | | 1 941 390,17 | 2 177 636,59 | 4 119 026,76 |

3 Facturation R1 chauffage en € par mois et par abonné

| Libellé contrat | 31/07/2024 | 31/08/2024 | 30/09/2024 | 31/10/2024 | 30/11/2024 | 31/12/2024 | 31/01/2025 | 28/02/2025 | 31/03/2025 | 30/04/2025 | 31/05/2025 | 30/06/2025 | Total général EHT | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|---------------------|----------|
| ☒AUTUN (71) - AUT - CENTRE DE LOISIRS ZUP ST PANTALEON | 117,86 | 154,38 | 164,09 | 258,78 | 735,32 | 1 546,62 | 929,45 | 951,92 | 732,31 | 525,67 | 297,44 | 134,78 | 6 548,62 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - PISCINE ZUP ST PANTALEON | 4 866,08 | 2 841,31 | 3 910,51 | 6 500,55 | 7 712,82 | 1 851,76 | 14 580,43 | 13 364,21 | 10 413,00 | 8 217,72 | 6 320,99 | 4 542,87 | 85 122,25 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - S/ST V52 - EHPAD SITE LATOUCHE | 1 295,19 | 1 256,66 | 2 710,33 | 4 638,92 | 6 202,37 | 13 123,50 | 9 514,51 | 11 053,08 | 9 305,06 | 6 437,21 | 5 094,68 | 3 424,54 | 74 056,05 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - SOUS STATION CASERNE CHAMPGARNIER | 2 144,48 | 2 558,98 | 2 967,46 | 10 617,57 | 14 635,74 | 30 300,89 | 20 137,78 | 26 038,12 | 21 964,49 | 15 502,79 | 12 696,93 | 6 346,74 | 165 911,97 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - SST V20 - LYCEE MILITAIRE | 2 770,20 | 2 546,97 | 18 350,12 | 21 507,28 | 48 898,40 | 29 607,61 | 26 410,88 | 19 298,76 | 24 196,62 | 13 198,68 | 4 937,29 | 211 722,81 | | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - SST V26 - | 463,52 | 600,10 | 609,84 | 1 947,28 | 4 234,02 | 9 393,34 | 5 776,66 | 6 856,06 | 5 439,75 | 3 469,05 | 2 544,89 | 666,85 | 42 001,36 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - SST V9 - IMMEUBLE CROIX VERTE OPAC 71 | | | | 2 377,34 | 16 690,78 | 39 333,21 | 25 735,74 | 29 261,82 | 21 860,36 | 13 676,63 | 5 721,27 | 19,41 | 154 676,56 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - SST Z39 - LOGIVIE | | | 0,63 | 708,25 | 1 671,00 | 4 781,93 | 3 230,84 | 3 469,45 | 2 669,20 | 1 548,32 | 928,25 | 3,12 | 19 010,99 | |
| ☒AUTUN (71) - AUT - V10 - IMMEUBLE SAINT JEAN OPAC 71 | | | | 676,68 | 3 085,77 | 8 175,71 | 5 522,83 | 6 234,10 | 4 633,79 | 2 333,57 | 867,06 | -0,87 | 31 528,64 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BANQUE DE FRANCE | | | | 202,45 | 938,90 | 2 725,68 | 1 979,26 | 2 074,35 | 1 522,38 | 785,25 | 409,36 | 15,57 | 10 653,20 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 1 - S/ST Z5 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 71 | | | | 289,74 | 1 749,35 | 5 665,85 | 3 674,89 | 4 167,34 | 3 145,42 | 1 641,59 | 582,53 | 1,94 | 20 918,65 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 21 - S/ST Z3 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC | | | 0,63 | 202,45 | 4 585,31 | 11 371,66 | 7 303,75 | 8 315,98 | 6 355,47 | 3 789,93 | 1 613,58 | 3,66 | 44 432,68 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 26 - S/ST Z4 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 7 | | 0,60 | | 306,45 | 1 667,15 | 4 421,57 | 2 865,99 | 3 211,28 | 2 379,02 | 1 162,22 | 467,49 | -1,48 | 16 480,29 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 29 - S/ST Z2 - OPAC 71 | | | | 403,65 | 2 349,17 | 6 383,24 | 3 985,59 | 4 468,31 | 3 475,17 | 1 995,08 | 766,10 | 1,56 | 23 827,87 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT EC SAINT ANNE - S/ST V19 PRIMAIRE RCU AUTUN | | | | 443,89 | 1 419,26 | 4 289,68 | 2 842,98 | 3 105,66 | 2 307,52 | 1 191,57 | 583,75 | 0,35 | 16 184,66 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT M - S/ST V13 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 71 | | | | 365,27 | 1 738,44 | 4 468,86 | 3 004,76 | 3 301,01 | 2 501,90 | 1 350,71 | 385,50 | -1,01 | 17 115,44 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT SAINT ANDOCHÉ - S/ST V16 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 2 340,20 | 11 572,44 | 27 842,98 | 18 032,62 | 20 564,04 | 14 369,94 | 4 552,36 | 1 523,63 | -44,59 | 100 753,62 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - BATIMENTS C1 ET C2 - S/ST Z21 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 332,91 | 352,01 | 504,22 | 1 357,69 | 3 137,15 | 7 646,16 | 5 137,67 | 6 230,65 | 4 812,89 | 3 035,99 | 1 657,64 | 723,29 | 34 928,27 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT | | | 0,63 | 331,22 | 1 030,09 | 3 106,02 | 3 337,12 | 3 949,21 | 2 155,49 | 928,73 | 517,67 | 3,81 | 15 359,99 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - CENTRE HOSPITALIER PARPAS | 467,78 | 648,76 | 1 031,07 | 2 544,50 | 3 622,01 | 9 411,99 | 6 565,93 | 8 034,40 | 5 850,72 | 3 347,74 | 2 233,44 | 1 722,87 | 45 481,21 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - CENTRE SOCIAL SAINT ANDOCHÉ | | | | 125,06 | 390,46 | 991,82 | 628,84 | 736,55 | 560,91 | 301,97 | 178,67 | 0,35 | 3 914,63 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - CLINIQUE DU PARC | 744,19 | 1 205,60 | 1 211,50 | 2 481,97 | 3 616,23 | 6 802,88 | 4 336,90 | 5 299,43 | 4 377,63 | 3 227,74 | 3 240,62 | 2 585,27 | 39 129,96 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - CRÈCHE - S/ST V18 R1 CHAUFFAGE SECUA A CUA | | | | 109,28 | 327,52 | 792,66 | 500,91 | 627,48 | 483,86 | 74,35 | 28,76 | -1,53 | 2 943,29 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - CS PRIEURÉ - S/ST Z25 ZUP SAINT PANTALEON | | | | 289,74 | 896,51 | 2 625,77 | 1 767,39 | 1 904,54 | 1 166,26 | 723,94 | 276,58 | 9,38 | 9 660,11 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - ESPACE SAINT EX | 388,80 | 360,42 | 578,40 | 1 604,47 | 3 198,16 | 5 818,38 | 7 835,12 | 6 281,73 | 4 765,68 | 2 631,63 | 1 915,25 | 1 142,97 | 36 520,01 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 1 - S/ST Z6 PRIMAIRE RCU AUTUN | | | | 424,77 | 1 421,19 | 4 133,15 | 2 771,23 | 3 073,22 | 1 870,17 | 933,30 | 478,51 | -2,25 | 15 103,29 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 3 - S/ST V28 PRIMAIRE RCU AUTUN | | | | 625,91 | 1 590,09 | 5 588,58 | 3 844,79 | 3 969,92 | 2 957,29 | 1 669,63 | 1 046,35 | 4,21 | 21 296,77 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - GYMNASÉ BOURGOGNE | 365,11 | 479,36 | 548,23 | 668,01 | 1 547,70 | 4 366,29 | 2 668,48 | 4 410,88 | 1 966,67 | | 2 109,22 | 515,10 | 19 645,05 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - GYMNASÉ DU VALLON | 121,50 | 102,12 | 278,51 | 728,68 | 1 111,01 | 2 997,45 | 1 963,01 | 2 250,38 | 1 647,34 | 933,95 | 642,50 | 433,76 | 13 210,21 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - IMMEUBLE REPUBLIQUE - S/ST V12 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 606,72 | 2 966,96 | 7 893,29 | 5 306,90 | 5 777,81 | 4 137,43 | 1 963,12 | 826,07 | -4,37 | 29 473,93 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - IMMEUBLE SAINT JEAN - S/ST V11 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 1 040,09 | 5 426,59 | 14 021,41 | 9 388,60 | 10 948,16 | 8 531,72 | 5 269,78 | 2 196,72 | 16,04 | 56 839,11 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - INTERNAT LYCEE SAINT LAZARE | 303,75 | 364,62 | 492,27 | 963,32 | 1 165,59 | 3 253,90 | 2 269,65 | 2 386,37 | 1 618,87 | 1 185,70 | 698,18 | 549,37 | 15 251,59 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - LYCEE BONAPARTE | 4,86 | 6,01 | 17,60 | 34,05 | 1 671,00 | 6 183,41 | 4 252,29 | 4 745,81 | 3 209,98 | 2 040,73 | 457,70 | 4,29 | 22 627,73 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - LYCEE SAINT LAZARE | | | | 1 430,12 | 3 583,48 | 10 324,55 | 8 420,64 | 9 464,01 | 6 907,29 | 3 639,28 | 79,55 | -0,11 | 43 848,81 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - MAIRIE | | | | 1 265,13 | 2 880,72 | 7 031,28 | 4 526,16 | 5 599,26 | 4 281,83 | 2 531,84 | 1 566,10 | 7,04 | 29 649,36 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - MAISON DES ENTREPRISES | | | | 439,56 | | 2 377,98 | 1 286,11 | 1 242,54 | 895,52 | 528,28 | | -1,66 | 6 768,33 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - POLE FORMATION | | | | 107,72 | 402,66 | 1 287,57 | 879,97 | 897,39 | 694,20 | 326,10 | | | 122,00 | 4 717,61 |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE BRUNHAUT | 67,43 | 85,30 | 92,42 | 192,63 | 318,53 | 757,36 | 511,06 | 548,79 | 434,57 | 254,36 | 186,63 | 180,58 | 3 629,66 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE SENIORS | 606,29 | 1 021,19 | 1 068,16 | 1 510,60 | 1 997,88 | 4 476,19 | 2 787,47 | 3 231,98 | 2 719,18 | 1 907,69 | 1 559,12 | 1 525,48 | 24 411,23 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - S/ST V53 LATOUCHE 17EME SIECLE | | | | 1 819,35 | 2 847,58 | 1 922,40 | 2 132,34 | 1 643,87 | 911,78 | 526,85 | -0,63 | | 11 803,54 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - S/ST V54 EDUENNE | 432,54 | 416,89 | 789,02 | 1 839,35 | 2 346,60 | 5 147,62 | 3 282,29 | 3 754,54 | 3 384,92 | 2 215,52 | 1 733,51 | 857,05 | 26 199,85 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - S/ST V55 - VILLAGE DE LA CROIX BLANCHE | 740,17 | 997,76 | 1 189,80 | 2 024,71 | 3 031,18 | 7 014,03 | 4 596,15 | 5 090,96 | 4 090,23 | 2 523,36 | 1 789,81 | 1 472,02 | 34 560,18 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SALLE HEXAGONE | | | | 549,76 | 1 580,45 | 3 339,83 | 2 269,65 | 2 262,11 | 1 845,88 | 1 298,53 | 640,66 | 1,15 | 13 788,02 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SCIERIE DUCRET | 1 735,65 | | 3 884,34 | 3 629,75 | 4 279,00 | 5 361,45 | 3 306,73 | 4 741,12 | 3 542,07 | 3 644,08 | 2 904,22 | 3 521,72 | 40 550,13 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST GENDARMERIE | 202,91 | 85,90 | 107,51 | 2 164,37 | 3 385,04 | 7 812,69 | 5 063,89 | 5 795,76 | 4 729,58 | 3 138,39 | 2 472,69 | 2 219,89 | 37 178,62 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST HALL D'EXPOSITION - HALL D'EXPOSITION | 151,88 | 174,20 | 228,22 | 788,73 | 1 599,08 | 3 492,36 | 2 051,01 | 4 639,51 | 2 637,27 | 1 757,03 | 1 263,57 | 300,81 | 19 083,67 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST SD15 - SD15 71 | 100,85 | 129,75 | 152,15 | 711,35 | 890,09 | 1 897,72 | 1 259,03 | 1 364,72 | 1 145,43 | 841,99 | 638,21 | 378,28 | 9 509,57 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST V15 - CES DU VALLON | 224,78 | 282,33 | 471,53 | 1 259,50 | 3 397,24 | 7 407,03 | 5 929,64 | 6 999,64 | 4 269,33 | 3 267,52 | 660,85 | 501,84 | 34 671,23 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST V22 - BATIMENT MESANGES | 212,63 | 215,05 | 375,96 | 1 431,13 | 1 870,73 | 4 658,70 | 3 025,07 | 3 344,50 | 2 558,13 | 1 502,02 | 1 068,38 | 514,68 | 20 776,98 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST V29 - GS MONROSE | | | | 568,33 | 1 635,68 | 4 526,82 | 3 104,26 | 3 274,09 | 2 315,85 | 714,94 | 607,49 | -5,61 | 16 741,85 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST V30 V31 - GS DU PARC MATERNELLE ET PRIMAIRE | | | | 407,99 | 1 179,08 | 3 263,89 | 2 233,77 | 2 692,17 | 1 871,56 | 915,69 | 489,52 | 7,28 | 13 060,95 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST Z 27 - LES ORMES | | | | 627,77 | 2 003,02 | 5 118,98 | 3 467,08 | 3 782,84 | 2 929,52 | 1 738,77 | 957,62 | 16,83 | 20 642,43 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST Z17 - CENTRE COMMERCIAL | 58,93 | | | 156,01 | 565,14 | 1 394,15 | 945,63 | 1 034,07 | 775,42 | 462,41 | 257,00 | 37,69 | 5 686,45 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SST Z7 - LES PRESLES | | | | 2 846,21 | 2 318,34 | 10 870,75 | 7 527,13 | 7 952,26 | 5 588,31 | 2 817,50 | 2 790,26 | -601,39 | 42 109,37 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - SIT Z24 - GROUPE SCOLAIRE 2 | | 0,60 | | 182,63 | 673,67 | 2 263,41 | 1 608,31 | 1 447,56 | 1 125,30 | 506,76 | 230,69 | -1,45 | 8 037,48 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - THEATRE | | | | 623,12 | 1 418,88 | 3 463,19 | 2 229,30 | 2 738,14 | 2 108,98 | 1 247,01 | 771,36 | 3,48 | 14 603,46 | |
| ☒AUTUN (71) - SECUA - Z1 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 232,78 | 1 059,63 | 2 602,45 | 1 710,53 | 1 905,92 | 1 433,52 | 754,60 | 300,44 | -0,66 | 9 999,21 | |
| Total général EHT | 18 920,29 | 16 886,87 | 23 385,03 | 90 443,58 | 179 848,85 | 418 945,62 | 295 243,80 | 329 370,37 | 246 414,21 | 160 090,04 | 96 000,54 | 38 809,60 | 1 914 358,80 | |

4 Facturation R1 chauffage en MWh par mois et par abonné

| Libellé contrat | 31/07/2024 | 31/08/2024 | 30/09/2024 | 31/10/2024 | 30/11/2024 | 31/12/2024 | 31/01/2025 | 28/02/2025 | 31/03/2025 | 30/04/2025 | 31/05/2025 | 30/06/2025 | Total général MWh |
|--|---------------|---------------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|-------------------|
| AUTUN (71) - AUT - CENTRE DE LOISIRS ZUP ST PANTALEON | 1,94 | 2,57 | 2,61 | 4,18 | 11,45 | 23,22 | 13,73 | 13,79 | 10,55 | 8,06 | 4,86 | 2,24 | 99,2 |
| AUTUN (71) - AUT - PISCINE ZUP ST PANTALEON | 80,10 | 47,30 | 62,20 | 105,00 | 120,10 | 27,80 | 215,40 | 193,60 | 150,00 | 126,00 | 103,30 | 73,90 | 1304,7 |
| AUTUN (71) - AUT - S/ST V52 - EHPAD SITE LATOUCHE | 21,32 | 20,92 | 43,11 | 74,93 | 96,58 | 197,02 | 140,56 | 160,12 | 134,04 | 98,70 | 83,26 | 56,03 | 1126,50 |
| AUTUN (71) - AUT - SOUS STATION CASERNE CHAMPGARNIER | 35,30 | 42,60 | 47,20 | 171,50 | 227,90 | 454,90 | 297,50 | 377,20 | 316,40 | 237,70 | 207,50 | 103,20 | 2518,9 |
| AUTUN (71) - AUT - SST V20 - LYCEE MILITAIRE | 45,60 | 42,40 | | 296,40 | 334,90 | 734,10 | 437,40 | 382,60 | 278,00 | 371,00 | 215,70 | 81,00 | 3219,1 |
| AUTUN (71) - AUT - SST V26 - | 7,63 | 9,99 | 9,70 | 31,54 | 65,93 | 141,02 | 85,34 | 99,32 | 78,36 | 53,19 | 41,59 | 10,79 | 634,4 |
| AUTUN (71) - AUT - SST V9 - IMMEUBLE CROIX VERTE OPAC 71 | | | | 38,40 | 259,90 | 590,50 | 380,20 | 423,90 | 314,90 | 209,70 | 93,50 | 0,00 | 2311 |
| AUTUN (71) - AUT - SST Z39 - LOGIVIE | | | 0,01 | 11,44 | 26,02 | 71,79 | 47,73 | 50,26 | 38,45 | 23,74 | 15,17 | 0,00 | 284,61 |
| AUTUN (71) - AUT - V10 - IMMEUBLE SAINT JEAN OPAC 71 | | | | 10,93 | 48,05 | 122,74 | 81,59 | 90,31 | 66,75 | 35,78 | 14,17 | 0,00 | 470,33 |
| AUTUN (71) - SECUA - BANQUE DE FRANCE | | | | 3,27 | 14,62 | 40,92 | 29,24 | 30,05 | 21,93 | 12,04 | 6,69 | 0,24 | 159 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 1 - S/ST Z5 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 71 | | | | 4,68 | 27,24 | 85,06 | 54,29 | 60,37 | 45,31 | 25,17 | 9,52 | 0,00 | 311,64 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 21 - S/ST Z3 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC | | | 0,01 | 17,65 | 71,40 | 170,72 | 107,90 | 120,47 | 91,55 | 58,11 | 26,37 | 0,00 | 664,18 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 26 - S/ST Z4 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 7 | | 0,01 | | 4,95 | 25,96 | 66,38 | 42,34 | 46,52 | 34,27 | 17,82 | 7,64 | 0,00 | 245,89 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 29 - S/ST Z2 - OPAC 71 | | | | 6,52 | 36,58 | 95,83 | 58,88 | 64,73 | 50,06 | 30,59 | 12,52 | 0,00 | 355,71 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT EC SAINT ANNE - S/ST V19 PRIMAIRE RCU AUTUN | | | | 7,17 | 22,10 | 64,40 | 42,00 | 44,99 | 33,24 | 18,27 | 9,54 | 0,00 | 241,71 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT M - S/ST V13 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 71 | | | | 5,90 | 27,07 | 67,09 | 44,39 | 47,82 | 36,04 | 20,71 | 6,30 | 0,00 | 255,32 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT SAINT ANDOUCHE - S/ST V16 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 37,80 | 180,20 | 418,00 | 266,40 | 297,90 | 207,00 | 69,80 | 24,90 | 0,10 | 1502,1 |
| AUTUN (71) - SECUA - BATIMENTS C1 ET C2 - S/ST Z21 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 5,48 | 5,86 | 8,02 | 21,93 | 48,85 | 114,79 | 75,90 | 90,26 | 69,33 | 46,55 | 27,09 | 11,78 | 525,84 |
| AUTUN (71) - SECUA - CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT | | | 0,01 | 5,35 | 16,04 | 46,69 | 49,30 | 57,21 | 31,05 | 14,24 | 8,46 | 0,00 | 228,29 |
| AUTUN (71) - SECUA - CENTRE HOSPITALIER PARSAS | 7,70 | 10,80 | 16,40 | 41,10 | 56,40 | 141,30 | 97,00 | 116,39 | 84,28 | 51,39 | 36,50 | 28,30 | 687,5 |
| AUTUN (71) - SECUA - CENTRE SOCIAL SAINT ANDOUCHE | | | | 2,03 | 6,08 | 14,89 | 9,29 | 10,67 | 8,08 | 4,63 | 2,93 | 0,00 | 58,58 |
| AUTUN (71) - SECUA - CLINIQUE DU PARC | 12,25 | 20,07 | 19,27 | 40,09 | 56,31 | 102,13 | 64,07 | 76,77 | 63,06 | 49,49 | 52,96 | 42,37 | 598,84 |
| AUTUN (71) - SECUA - CRECHE - S/ST V18 R1 CHAUFFAGE SECUA A CUA | | | | 1,77 | 5,10 | 11,90 | 7,40 | 9,09 | 6,97 | 1,14 | 0,47 | 0,00 | 43,84 |
| AUTUN (71) - SECUA - CS PRIEURE - S/ST Z25 ZUP SAINT PANTALEON | | | | 4,68 | 13,96 | 39,42 | 26,11 | 27,59 | 16,80 | 11,10 | 4,52 | 0,18 | 144,36 |
| AUTUN (71) - SECUA - ESPACE SAINT EK | 6,40 | 6,00 | 9,20 | 25,90 | 49,80 | 87,35 | 115,75 | 91,00 | 68,65 | 40,35 | 31,30 | 18,70 | 550,4 |
| AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 1 - S/ST Z6 PRIMAIRE RCU AUTUN | | | | 6,88 | 22,13 | 62,05 | 40,94 | 44,52 | 26,94 | 14,31 | 7,82 | 0,00 | 225,59 |
| AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 3 - S/ST V28 PRIMAIRE RCU AUTUN | | | | 10,11 | 24,76 | 83,90 | 56,80 | 57,51 | 42,60 | 25,60 | 17,10 | 0,00 | 318,38 |
| AUTUN (71) - SECUA - GYMNASSE BOURGOGNE | 6,01 | 7,98 | 8,72 | 10,79 | 24,10 | 65,55 | 39,42 | 63,90 | 28,33 | | 34,47 | 8,50 | 297,77 |
| AUTUN (71) - SECUA - GYMNASSE DU VALLON | 2,00 | 1,70 | 4,43 | 11,77 | 17,30 | 45,00 | 29,00 | 32,60 | 23,73 | 14,32 | 10,50 | 7,15 | 199,5 |
| AUTUN (71) - SECUA - IMMEUBLE REPUBLIQUE - S/ST V12 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 9,80 | 46,20 | 118,50 | 78,40 | 83,70 | 59,60 | 30,10 | 13,50 | 0,00 | 439,8 |
| AUTUN (71) - SECUA - IMMEUBLE SAINT JEAN - S/ST V11 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 16,80 | 84,50 | 210,50 | 138,70 | 158,60 | 122,90 | 80,80 | 35,90 | 0,00 | 848,7 |
| AUTUN (71) - SECUA - INTERNAT LYCEE SAINT LAZARE | 5,00 | 6,07 | 7,83 | 15,56 | 18,15 | 48,85 | 33,53 | 34,57 | 23,32 | 18,18 | 11,41 | 9,07 | 231,54 |
| AUTUN (71) - SECUA - LYCEE BONAPARTE | 0,08 | 0,10 | 0,28 | 0,55 | 26,02 | 92,83 | 62,82 | 68,75 | 46,24 | 31,29 | 7,48 | 0,00 | 336,44 |
| AUTUN (71) - SECUA - LYCEE SAINT LAZARE | | | | 23,10 | 55,80 | 155,00 | 124,46 | 137,10 | 99,50 | 55,80 | 1,30 | 0,00 | 652 |
| AUTUN (71) - SECUA - MAIRIE | | | | 20,44 | 44,86 | 105,56 | 66,87 | 80,53 | 61,68 | 38,82 | 25,59 | 0,00 | 444,343 |
| AUTUN (71) - SECUA - MAISON DES ENTREPRISES | | | | 7,10 | | 35,70 | 19,00 | 18,00 | 12,90 | 8,10 | | 0,00 | 100,8 |
| AUTUN (71) - SECUA - POLE FORMATION | | | | 1,74 | 6,27 | 19,33 | 13,00 | 13,00 | 10,00 | 5,00 | | 2,00 | 70,34 |
| AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE BRUNEAULT | 1,11 | 1,42 | 1,47 | 3,12 | 4,96 | 11,37 | 7,55 | 7,95 | 6,26 | 3,90 | 3,05 | 2,96 | 55,12 |
| AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE SENIORS | 9,98 | 17,00 | 16,99 | 24,40 | 31,11 | 67,20 | 41,18 | 46,82 | 39,17 | 29,25 | 25,48 | 25,08 | 373,66 |
| AUTUN (71) - SECUA - S/ST V53 LATOUCHE 1EME SIECLE | | | | | 28,33 | 42,75 | 28,40 | 30,89 | 23,68 | 13,98 | 8,61 | 0,00 | 176,64 |
| AUTUN (71) - SECUA - S/ST V54 EDJENNE | 7,12 | 6,94 | 12,55 | 29,71 | 36,54 | 77,28 | 48,49 | 54,39 | 48,76 | 33,97 | 28,33 | 14,04 | 398,12 |
| AUTUN (71) - SECUA - S/ST V55 - VILLAGE DE LA CROIX BLANCHE | 12,20 | 16,61 | 18,97 | 32,72 | 47,20 | 105,30 | 67,90 | 73,75 | 58,92 | 38,69 | 29,25 | 24,19 | 525,7 |
| AUTUN (71) - SECUA - SALLE HEXAGONE | | | | 8,88 | 24,61 | 50,14 | 33,53 | 32,77 | 26,59 | 19,91 | 10,47 | 0,00 | 206,9 |
| AUTUN (71) - SECUA - SCIERIE DUCRET | 57,00 | | 123,00 | 116,90 | 132,60 | 159,90 | 97,00 | 136,20 | 101,00 | 111,10 | 96,60 | 115,40 | 1244,7 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST GENDARMERIE | 3,34 | 1,43 | 1,71 | 34,96 | 52,71 | 117,29 | 74,81 | 83,96 | 68,13 | 48,13 | 40,41 | 36,37 | 583,24 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST HALL D'EXPOSITION - HALL D'EXPOSITION | 2,50 | 2,90 | 3,63 | 12,74 | 24,90 | 52,43 | 30,36 | 67,21 | 37,99 | 26,94 | 20,65 | 4,74 | 286,93 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST SDIS - SDIS 71 | 1,66 | 2,16 | 2,42 | 11,49 | 13,86 | 28,49 | 18,60 | 19,77 | 16,50 | 12,91 | 10,43 | 6,20 | 144,49 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST V15 - CES DU VALLON | 3,70 | 4,70 | 7,50 | 20,40 | 52,90 | 111,20 | 87,60 | 101,40 | 61,50 | 50,10 | 10,80 | 8,20 | 520 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST V22 - BATIMENT MESANGES | 3,50 | 3,58 | 5,98 | 23,18 | 29,13 | 69,94 | 44,69 | 48,45 | 36,85 | 23,03 | 17,46 | 8,44 | 314,23 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST V29 - GS MONROSE | | | | 9,18 | 25,47 | 67,96 | 45,86 | 47,43 | 33,36 | 10,96 | 9,93 | 0,00 | 250,15 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST V30 V31 - GS DU PARC MATERNELLE ET PRIMAIRE | | | | 6,59 | 18,36 | 49,00 | 33,00 | 39,00 | 26,96 | 14,04 | 8,00 | 0,11 | 195,06 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST Z 27 - LES ORMES | | | | 10,14 | 31,19 | 76,85 | 51,22 | 54,80 | 42,20 | 26,66 | 15,65 | 0,22 | 308,93 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST Z17 - CENTRE COMMERCIAL | 0,97 | | | 2,52 | 8,80 | 20,93 | 13,97 | 14,98 | 11,17 | 7,09 | 4,20 | 0,61 | 85,24 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST Z7 - LES PRESLES | | | | 46,10 | 36,10 | 163,20 | 111,20 | 115,20 | 80,50 | 43,20 | 45,60 | -10,00 | 631,1 |
| AUTUN (71) - SECUA - SST Z24 - GROUPE SCOLAIRE 2 | | | 0,01 | 2,95 | 10,49 | 33,98 | 23,76 | 20,97 | 16,21 | 7,77 | 3,77 | 0,00 | 119,91 |
| AUTUN (71) - SECUA - THEATRE | | | | 10,07 | 22,09 | 51,99 | 32,93 | 39,67 | 30,38 | 19,12 | 12,61 | 0,00 | 218,857 |
| AUTUN (71) - SECUA - Z1 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | | | | 3,76 | 16,50 | 39,07 | 25,27 | 27,61 | 20,65 | 11,57 | 4,91 | 0,00 | 149,34 |
| Total général en MWh | 339,89 | 281,12 | 433,22 | 1 519,94 | 2 866,48 | 6 368,94 | 4 409,85 | 4 838,93 | 3 999,59 | 2 509,94 | 1 616,03 | 692,11 | 29 475,54 |

5 Facturation R1 ECS en € par mois et par abonné

| Libellé contrat | 30/09/2024 | 31/12/2024 | 31/03/2025 | 30/06/2025 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| ☒ AUTUN (71) - AUT - SST V26 - | 734,64 | 1 088,51 | 1 557,90 | 1 616,39 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 1 - S/ST Z6 PRIMAIRE RCU AUTUN | | 281,73 | 199,03 | 123,00 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE BRUNEHAUT | 0,00 | | | |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - SST V15 - CES DU VALLON | 24,49 | 76,84 | 61,77 | 82,45 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - SST V22 - BATIMENT MESANGES | 373,44 | 563,46 | 494,14 | 437,19 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - SST Z7 - LES PRESLES | 2 987,54 | 5 730,69 | 5 504,13 | 6 232,64 |
| Total général en €HT | 4 120,11 | 7 741,23 | 7 816,97 | 8 491,67 |

6 Facturation R1 ECS en m3 par mois et par abonné

| Libellé contrat | 30/09/2024 | 31/12/2024 | 31/03/2025 | 30/06/2025 |
|--|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| ☒ AUTUN (71) - AUT - SST V26 - | 120,00 | 170,00 | 227,00 | 772,00 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 1 - S/ST Z6 PRIMAIRE RCU AUTUN | | 44,00 | 29,00 | 92,00 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE BRUNEHAUT | 0,00 | | | |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - SST V15 - CES DU VALLON | 4,00 | 12,00 | 9,00 | 38,00 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - SST V22 - BATIMENT MESANGES | 61,00 | 88,00 | 72,00 | 290,00 |
| ☒ AUTUN (71) - SECUA - SST Z7 - LES PRESLES | 488,00 | 895,00 | 802,00 | 3 170,00 |
| Total général en m3 | 673,00 | 1 209,00 | 1 139,00 | 4 362,00 |

7 Facturation R2 par poste et par abonné en €HT

| Libellé contrat | 2EL | 2FI | 2GT | R2 Industriel | R2C | R2RC | Total général en €HT |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|---------------------|--------------------|----------------------|
| ⊖AUTUN (71) - AUT - CENTRE DE LOISIRS ZUP ST PANTALEON | 505,39 | 820,64 | 1 018,09 | | 3 866,63 | -296,24 | 5 914,51 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - PISCINE ZUP ST PANTALEON | 7 989,08 | 12 972,44 | 16 094,21 | | 61 123,85 | -4 683,12 | 93 496,46 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - S/ST V52 - EHPAD SITE LATOUCHE | 2 563,46 | 4 162,48 | 5 164,16 | | 19 612,93 | -1 502,68 | 30 000,35 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - SOUS STATION CASERNE CHAMPGARNIER | 9 311,33 | 15 119,44 | 18 757,90 | | 71 240,22 | -5 458,20 | 108 970,69 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - SST V14 - PTT | 497,30 | 807,48 | 1 001,82 | | 3 804,76 | -291,52 | 5 819,84 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - SST V20 - LYCEE MILITAIRE | 16 524,17 | 26 831,48 | 33 288,38 | | 126 425,23 | -9 686,32 | 193 382,94 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - SST V26 - | 3 561,88 | 5 783,68 | 7 175,52 | | 27 251,78 | -2 087,96 | 41 684,90 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - SST V9 - IMMEUBLE CROIX VERTE OPAC 71 | 17 301,64 | 28 092,40 | 35 604,12 | | 135 337,45 | -11 394,64 | 204 940,97 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - SST Z39 - LOGIVIE | 2 231,35 | 3 623,24 | 4 495,15 | | 17 071,97 | -1 308,00 | 26 113,71 |
| ⊖AUTUN (71) - AUT - V10 - IMMEUBLE SAINT JEAN OPAC 71 | 3 930,52 | 6 381,92 | 8 088,40 | | 30 745,35 | -2 588,60 | 46 557,59 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BANQUE DE FRANCE | 1 237,17 | 2 008,88 | 2 492,33 | | 9 465,54 | -725,24 | 14 478,68 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 1 - S/ST Z5 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 71 | 2 736,27 | 4 442,84 | 5 630,81 | | 21 403,71 | -1 802,08 | 32 411,55 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 21 - S/ST Z3 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC | 5 897,09 | 9 575,00 | 12 135,30 | | 46 128,38 | -3 883,76 | 69 852,01 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 26 - S/ST Z4 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 7 | 2 361,55 | 3 834,44 | 4 859,74 | | 18 472,72 | -1 555,28 | 27 973,17 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT 29 - S/ST Z2 - OPAC 71 | 3 749,66 | 6 088,24 | 7 716,22 | | 29 330,68 | -2 469,48 | 44 415,32 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT EC SAINT ANNE - S/ST V19 PRIMAIRE RCU AUTUN | 1 445,40 | 2 347,00 | 2 911,80 | | 11 058,60 | -847,28 | 16 915,52 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT M - S/ST V13 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON - OPAC 2 | 2 118,33 | 3 439,52 | 4 359,22 | | 16 570,15 | -1 395,12 | 25 092,10 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENT SAINT ANDOUCHE - S/ST V16 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 15 378,08 | 24 969,12 | 31 645,72 | | 120 290,90 | -10 127,80 | 182 156,02 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - BATIMENTS C1 ET C2 - S/ST Z21 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 4 133,09 | 6 710,84 | 8 505,26 | | 32 329,95 | -2 722,00 | 48 957,14 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT | 695,67 | 1 129,60 | 1 401,42 | | 5 322,41 | -407,80 | 8 141,30 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - CENTRE HOSPITALIER PARPAS | 1 486,79 | 2 414,20 | 2 995,18 | | 11 375,35 | -871,56 | 17 399,96 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - CENTRE SOCIAL SAINT ANDOUCHE | 84,92 | 137,88 | 171,04 | | 649,59 | -49,76 | 993,67 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - CLINIQUE DU PARC | 3 267,84 | 5 306,24 | 6 583,18 | | 25 002,07 | -1 915,60 | 38 243,73 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - CRECHE - S/ST V18 PRIMAIRE RCU AUTUN | 628,69 | 1 020,84 | 1 266,53 | | 4 810,12 | -368,52 | 7 357,66 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - CS PRIEURE - S/ST Z25 ZUP SAINT PANTALEON | 1 251,34 | 2 031,88 | 2 520,84 | | 9 573,81 | -733,52 | 14 644,35 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - ESPACE SAINT EX | 1 623,68 | 2 636,52 | 3 270,97 | | 12 422,75 | -951,80 | 19 002,12 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 1 - S/ST Z6 PRIMAIRE RCU AUTUN | 2 221,65 | 3 607,48 | 4 475,61 | | 16 997,76 | -1 302,32 | 26 000,18 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - GROUPE SCOLAIRE N° 3 - S/ST V28 PRIMAIRE RCU AUTUN | 1 910,36 | 3 101,96 | 3 948,44 | | 14 615,90 | -1 119,84 | 22 356,82 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - GYMNASSE BOURGOGNE | 991,14 | 1 609,40 | 1 996,70 | | 7 583,20 | -581,00 | 11 599,44 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - GYMNASSE DU VALLON | 1 374,64 | 2 232,12 | 2 769,26 | | 10 517,26 | -805,80 | 16 087,48 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - IMMEUBLE REPUBLIQUE - S/ST V12 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 4 570,49 | 7 421,00 | 9 405,37 | | 35 751,39 | -3 010,08 | 54 138,17 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - IMMEUBLE SAINT JEAN - S/ST V11 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 7 414,17 | 12 038,28 | 15 257,23 | | 57 995,36 | -4 882,88 | 87 822,16 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - INTERNAT LYCEE SAINT LAZARE | 1 434,16 | 2 328,76 | 2 889,19 | | 10 972,73 | -840,68 | 16 784,18 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - LYCEE BONAPARTE | 2 391,11 | 3 882,60 | 4 816,93 | | 18 294,10 | -1 401,64 | 27 983,10 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - LYCEE SAINT LAZARE | 3 025,11 | 4 912,08 | 6 094,14 | | 23 144,78 | -1 773,28 | 35 402,83 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - MAIRIE | 2 357,12 | 3 827,40 | 4 748,45 | | 18 034,02 | -1 381,72 | 27 585,27 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - MAISON DES ENTREPRISES | 828,83 | 1 345,84 | 1 669,69 | | 6 341,28 | -485,84 | 9 699,80 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - POLE FORMATION | 566,02 | 919,12 | 1 140,27 | | 4 330,64 | -331,80 | 6 624,25 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE BRUNEAUT | 322,14 | 523,08 | 648,97 | | 2 464,75 | -188,84 | 3 770,10 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - RESIDENCE SENIORS | 1 091,62 | 1 772,56 | 2 199,11 | | 8 351,94 | -639,92 | 12 775,31 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - S/ST V53 LATOUCHE 17EME SIECLE | 2 272,20 | 3 689,52 | 4 577,42 | | 17 384,42 | -132,72 | 27 790,84 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - S/ST V54 EDUENNE | 940,94 | 1 527,84 | 1 895,52 | | 7 198,96 | -551,56 | 11 011,70 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - S/ST V55 - VILLAGE DE LA CROIX BLANCHE | 2 077,40 | 3 373,20 | 4 184,96 | | 15 896,71 | -1 217,76 | 24 314,51 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SALLE HEXAGONE | 1 051,19 | 1 706,92 | 2 117,68 | | 8 042,62 | -616,20 | 12 302,21 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SCIERIE DUCRET | | | | 23 804,79 | | | 23 804,79 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST GENDARMERIE | 3 258,71 | 5 291,40 | 6 564,75 | | 24 932,11 | -1 910,24 | 38 136,73 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST HALL D'EXPOSITION - HALL D'EXPOSITION | 2 933,69 | 4 763,64 | 5 910,00 | | 22 445,38 | -1 719,68 | 34 333,03 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST SDIS - SDIS 71 | 1 459,49 | 2 363,40 | 2 932,15 | | 11 135,92 | -853,20 | 17 033,76 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST V15 - CES DU VALLON | 2 676,45 | 4 345,96 | 5 391,80 | | 20 477,41 | -1 568,92 | 31 322,70 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST V22 - BATIMENT MESANGES | 2 353,07 | 3 820,84 | 4 740,30 | | 18 003,09 | -1 379,36 | 27 537,94 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST V29 - GS MONROSE | 2 061,96 | 3 348,16 | 4 153,87 | | 15 775,90 | -1 208,72 | 24 131,17 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST V30 V31 - GS DU PARC MATERNELLE ET PRIMAIRE | 1 880,03 | 3 052,72 | 3 787,35 | | 14 383,90 | -1 102,04 | 22 001,96 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST Z 27 - LES ORMES | 2 100,42 | 3 410,60 | 4 231,34 | | 16 070,16 | -1 231,24 | 24 581,28 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST Z17 - CENTRE COMMERCIAL | 252,69 | 410,32 | 509,06 | | 1 933,33 | -148,12 | 2 957,28 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - SST Z 7 - LES PRESLES | 5 949,26 | 9 660,24 | 11 984,93 | | 45 517,32 | -3 487,40 | 69 624,35 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - STT Z24 - GROUPE SCOLAIRE 2 | 1 677,88 | 2 724,48 | 3 380,11 | | 12 837,24 | -983,56 | 19 636,15 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - THEATRE | 1 176,54 | 1 910,40 | 2 370,16 | | 9 001,54 | -689,68 | 13 768,96 |
| ⊖AUTUN (71) - SECUA - Z1 PRIMAIRE ZUP SAINT PANTALEON | 1 554,63 | 2 519,98 | 3 193,12 | | 12 135,66 | -1 022,14 | 18 381,25 |
| Total général en €HT | 178 682,80 | 290 129,54 | 363 037,19 | 23 804,79 | 1 379 253,70 | -108 692,06 | 2 126 215,96 |

8 Evolution des tarifs et indices

8.1 R1 Chauffage

| Prix du R1 Chauffage actualisé €HT/MWh | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 2024-2025 | juil-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | nov-24 | déc-24 | janv-25 | févr-25 | mars-25 | avr-25 | mai-25 | juin-25 |
| R1 Bois | 56,10 | 56,53 | 56,68 | 56,59 | 57,42 | 58,66 | 59,57 | 59,99 | 59,37 | 58,52 | 56,39 | 55,28 |
| R1 COGE | 67,65 | 65,46 | 71,72 | 69,42 | 73,82 | 78,36 | 80,20 | 83,42 | 85,73 | 76,89 | 69,81 | 69,21 |
| R1 Gaz St Andoche | 72,19 | 70,17 | 75,95 | 73,82 | 77,88 | 82,07 | 83,78 | 86,74 | 88,88 | 79,91 | 73,37 | 72,82 |
| R1 Gaz ST Pan | 65,82 | 63,53 | 70,07 | 67,67 | 72,26 | 77,00 | 78,01 | 81,36 | 83,78 | 75,50 | 68,10 | 67,48 |
| R1 mix | 60,67 | 60,07 | 62,62 | 61,65 | 63,89 | 66,41 | 67,61 | 69,12 | 69,66 | 65,73 | 61,65 | 60,75 |

Malgré quelques hausses du tarif des énergies entre novembre 2024 et mars 2025, à noter une relative stabilité du tarif R1 mix au regard des exercices précédents .

| Evolution des indices R1 CHAUFFAGE | | | | | | |
|------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 2ème semestre 2024 | juil-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | nov-24 | déc-24 |
| IS | 116,70 | 116,70 | 116,70 | 116,70 | 116,70 | 116,70 |
| IPE | 124,50 | 126,50 | 127,20 | 126,70 | 130,60 | 136,40 |
| T | 276,39 | 276,39 | 276,39 | 276,39 | 276,64 | 276,64 |
| TCS | 124,42 | 124,42 | 124,42 | 124,42 | 124,42 | 124,42 |
| TCR | 96,38 | 96,38 | 96,38 | 96,38 | 96,38 | 96,38 |
| TCL | 56,62 | 56,62 | 56,62 | 56,62 | 56,62 | 56,62 |
| Abt T3 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 |
| PEGMA | 34,305 | 32,340 | 37,943 | 35,884 | 39,821 | 43,881 |
| TVD T3 | 8,19 | 8,19 | 8,19 | 8,19 | 8,19 | 8,19 |
| ST ST Pan | 14296,92 | 14296,92 | 14296,92 | 14296,92 | 14296,92 | 14296,92 |
| TICGN ST Pan | 1,520 | 1,520 | 1,520 | 1,520 | 1,520 | 1,520 |
| CTA Transp | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 |
| Abt T4 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 |
| TSAC T4 | 271,56 | 271,56 | 271,56 | 271,56 | 271,56 | 271,56 |
| CTA Dist | 0,208 | 0,208 | 0,208 | 0,208 | 0,208 | 0,208 |
| TVD T4 | 1,11 | 1,11 | 1,11 | 1,11 | 1,11 | 1,11 |
| ST Cogé | 16757,38 | 16757,38 | 16757,38 | 16757,38 | 16757,38 | 16757,38 |
| TICGN Cogé | 16,37 | 16,37 | 16,37 | 16,37 | 16,37 | 16,37 |

| Evolution des indices R1 CHAUFFAGE | | | | | | |
|------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1er semestre 2025 | janv-25 | févr-25 | mars-25 | avr-25 | mai-25 | juin-25 |
| IS | 116,70 | 116,70 | 116,70 | 116,70 | 116,70 | 116,70 |
| IPE | 138,70 | 140,70 | 137,80 | 133,80 | 123,80 | 118,60 |
| T | 282,14 | 282,14 | 282,14 | 282,14 | 282,14 | 282,14 |
| TCS | 124,42 | 124,42 | 124,42 | 123,58 | 123,58 | 123,58 |
| TCR | 96,38 | 96,38 | 96,38 | 95,85 | 95,85 | 95,85 |
| TCL | 56,62 | 56,62 | 56,62 | 56,31 | 56,31 | 56,31 |
| Abt T3 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 | 1231,08 |
| PEGMA | 44,740 | 47,614 | 49,688 | 41,035 | 34,697 | 34,166 |
| TVD T3 | 8,19 | 8,19 | 8,19 | 8,19 | 8,19 | 8,19 |
| ST ST Pan | 14296,92 | 14296,92 | 14296,92 | 25895,68 | 25895,68 | 25895,68 |
| TICGN ST Pan | 1,520 | 1,520 | 1,520 | 1,520 | 1,520 | 1,520 |
| CTA Transp | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 | 4,7100 |
| Abt T4 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 | 20469,60 |
| TSAC T4 | 271,56 | 271,56 | 271,56 | 271,56 | 271,56 | 271,56 |
| CTA Dist | 0,208 | 0,208 | 0,208 | 0,208 | 0,208 | 0,208 |
| TVD T4 | 1,11 | 1,11 | 1,11 | 1,11 | 1,11 | 1,11 |
| ST Cogé | 16757,38 | 16757,38 | 16757,38 | 39937,19 | 39937,19 | 39937,19 |
| TICGN Cogé | 17,16 | 17,16 | 17,16 | 17,16 | 17,16 | 17,16 |

8.2 R2

| Prix du R2 AUTRES actualisé €HT/Urf | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---------------|---------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|---------|---------|--------|--------|---------|
| 2024-2025 | juil-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | nov-24 | déc-24 | janv-25 | févr-25 | mars-25 | avr-25 | mai-25 | juin-25 |
| R2C | 25,851 | | 26,060 | | 26,276 | | 26,171 | | | | | |
| R2EL | 4,201 | | 4,201 | | 3,569 | | 3,569 | | | | | |
| R2GT | 6,716 | | 6,763 | | 6,777 | | 6,792 | | | | | |
| R2C AVT 4 | 4,970 | | 5,010 | | 5,052 | | 5,031 | | | | | |
| R2GT AVT 4 | 1,402 | | 1,412 | | 1,415 | | 1,418 | | | | | |
| R2FI | 6,565 | | 6,565 | | 6,565 | | 6,565 | | | | | |
| Rabais Cogé | -2,37 | | -2,37 | | -2,37 | | -2,37 | | | | | |
| R2 | 47,335 | | 47,641 | | 47,284 | | 47,176 | | | | | |

| Prix du R2 GROS CONSOMMATEUR actualisé €HT/Urf | | | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|---------|---------|--------|--------|---------|
| 2024-2025 | juil-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | nov-24 | déc-24 | janv-25 | févr-25 | mars-25 | avr-25 | mai-25 | juin-25 |
| R2C | 23,077 | | 23,264 | | 23,456 | | 23,363 | | | | | |
| R2EL | 3,739 | | 3,739 | | 3,177 | | 3,177 | | | | | |
| R2GT | 5,979 | | 6,021 | | 6,034 | | 6,046 | | | | | |
| R2C AVT 4 | 4,970 | | 5,010 | | 5,052 | | 5,031 | | | | | |
| R2GT AVT 4 | 1,402 | | 1,412 | | 1,415 | | 1,418 | | | | | |
| R2FI | 1,460 | | 1,460 | | 1,460 | | 1,460 | | | | | |
| Rabais Cogé | -2,37 | | -2,37 | | -2,37 | | -2,37 | | | | | |
| R2 | 38,257 | | 38,536 | | 38,224 | | 38,125 | | | | | |

A noter, la très grande stabilité du tarif R2 sur la globalité de la période.

| Evolution des indices R2 | | | | | | | | | | | | |
|---|---------|---------|---------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|
| 2024-2025 | juil-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | nov-24 | déc-24 | janv-25 | févr-25 | mars-25 | avr-25 | mai-25 | juin-25 |
| EL | 139,70 | | 139,70 | | 139,70 | | 118,70 | | | | | |
| ICHT (non compris coeff correcteur 1,027) | 138,90 | | 140,30 | | 141,40 | | 142,80 | | | | | |
| PSDA | 115,50 | | 115,50 | | 115,50 | | 115,50 | | | | | |
| EBI | 119,70 | | 122,10 | | 126,90 | | 127,40 | | | | | |
| TCH | 121,24 | | 122,70 | | 119,09 | | 120,39 | | | | | |
| BT40 | 126,90 | | 127,40 | | 128,40 | | 128,70 | | | | | |

9 Déboursés gaz

| PASA | | | 2024/2025 | | | ST PANTALEON | | | 2024/2025 | | | PARPAS | | | 2024/2025 | | |
|------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------------|-------------------|------------------|----------|---------|------------------|-------------|-----------------|------------------|----------|---------|-----------|--|--|
| ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | | | |
| GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT | | | |
| Juillet | 45,47 | 3 248,32 | Juillet | 180,147 | 15 156,74 | Juillet | | | Juillet | | | Juillet | | 219,25 | | | |
| Août | 12,72 | 1 219,50 | Août | 309,30 | 20 510,55 | Août | | | Août | | | Août | | 219,25 | | | |
| Septembre | 97,31 | 6 774,60 | Septembre | 158,11 | 14 713,13 | Septembre | | | Septembre | | | Septembre | | 219,25 | | | |
| Octobre | 142,08 | 9 383,96 | Octobre | 1 452,40 | 76 177,08 | Octobre | | | Octobre | | | Octobre | | 219,25 | | | |
| Novembre | 97,61 | 6 977,29 | Novembre | 194,32 | 16 881,66 | Novembre | | | Novembre | | | Novembre | | 219,25 | | | |
| Décembre | 61,30 | 4 803,92 | Décembre | 29,68 | 8 493,45 | Décembre | | | Décembre | | | Décembre | | 219,25 | | | |
| Janvier | 261,10 | 19 374,79 | Janvier | 615,74 | 41 690,12 | Janvier | | | Janvier | | | Janvier | | 219,25 | | | |
| Février | 107,32 | 8 546,28 | Février | 35,92 | 8 975,28 | Février | | | Février | | | Février | | 219,25 | | | |
| Mars | 98,91 | 8 118,53 | Mars | 1 740,81 | 113 986,41 | Mars | | | Mars | | | Mars | | 219,25 | | | |
| Avril | 2,90 | 488,14 | Avril | 162,00 | 15 107,68 | Avril | | | Avril | | | Avril | | 232,44 | | | |
| Mai | 10,50 | 865,13 | Mai | 3,90 | 6 425,86 | Mai | | | Mai | | | Mai | | 127,97 | | | |
| Juin | 76,12 | 5 009,07 | Juin | 335,79 | 21 994,38 | Juin | | | Juin | | | Juin | | 219,25 | | | |
| Total : | 1 013,34 | 74 809,53 | Total : | 5 218,10 | 360 112,34 | Total : | | | Total : | 0,00 | 2 552,91 | Total : | | | | | |

| SECUA | | | 2024/2025 | | | Biomethane GO Origine France | | | 2024/2025 | | |
|------------------|------------------------|-------------------|------------------|----------|---------|---------------------------------|----------|-----------------|------------------|----------|---------|
| ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant | ENERGIE PRIMAIRE | Quantité | Montant |
| GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT | GAZ | MWh PCS | €HT |
| Juillet | 225,61 | 18 624,31 | Juillet | | | Juillet | | | Juillet | | |
| Août | 322,03 | 21 949,30 | Août | | | Août | | | Août | | |
| Septembre | 255,42 | 21 706,98 | Septembre | | | Septembre | | | Septembre | | |
| Octobre | 1 594,48 | 85 780,29 | Octobre | | | Octobre | | | Octobre | | |
| Novembre | 291,93 | 24 078,20 | Novembre | | | Novembre | | | Novembre | | |
| Décembre | 90,97 | 16 106,62 | Décembre | | | Décembre | | 2 590,00 | Décembre | | |
| Janvier | 876,84 | 61 284,16 | Janvier | | | Janvier | | | Janvier | | |
| Février | 143,24 | 17 740,81 | Février | | | Février | | | Février | | |
| Mars | 1 839,72 | 122 324,19 | Mars | | | Mars | | | Mars | | |
| Avril | 164,90 | 15 828,26 | Avril | | | Avril | | | Avril | | |
| Mai | 14,40 | 7 418,96 | Mai | | | Mai | | | Mai | | |
| Juin | 411,90 | 27 222,70 | Juin | | | Juin | | | Juin | | |
| Total : | 6 231,43 | 440 064,78 | Total : | | | Total : | | 2 590,00 | Total : | | |
| | facturation N-1 | 32 669,57 | | | | | | | | | |
| | extourne cap juin n-1 | -38 458,03 | | | | | | | | | |
| | extourne & CCA | | | | | | | | | | |
| | CAP 06/2025 | 30 898,13 | CUT OFF : | | | | | | | | |
| | ext fact 06/2024 CID | -27 222,70 | -1 680,42 | | | | | | | | |
| | total : | 437 951,75 | | | | | | | | | |
| | total balance : | 438 384,36 | | | | | | | | | |

10 Déboursés bois

ACHATS DE BOIS BIOMASSE CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN SECUA 2024/2025

| PERIODE | N° Facture | QUANTITE (tonnes) | Prix moyen €HT/tonne | Déboursés biomasse €HT | Déboursés cendres €HT | Total déboursés €HT |
|------------------------|---------------|----------------------|-------------------------|------------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| JUILLET | 0367 M N36691 | 406,220 | 39,88 | 15 082,95 | 1 117,11 | 16 200,06 |
| AOUT | 0367 M J34548 | 284,780 | 40,57 | 10 771,16 | 783,15 | 11 554,31 |
| SEPTEMBRE | 0367 M K34884 | 356,520 | 40,89 | 13 597,67 | 980,43 | 14 578,10 |
| OCTOBRE | 0367 M L35134 | 328,800 | 92,24 | 29 360,58 | 967,31 | 30 327,89 |
| | 0367 M L35136 | 545,640 | 39,31 | 19 948,60 | 1 500,51 | 21 449,11 |
| NOVEMBRE | 0367 M M35703 | 819,920 | 95,27 | 75 606,87 | 2 506,31 | 78 113,18 |
| | 0367 M M35705 | 95,600 | 39,97 | 3 558,23 | 262,90 | 3 821,13 |
| DECEMBRE | 0367 M N36388 | 1 552,880 | 104,29 | 156 763,76 | 5 191,71 | 161 955,47 |
| JANVIER | 0367 M T41712 | 149,780 | 75,71 | 11 001,34 | 339,18 | 11 340,52 |
| | 0367 M T42135 | 1 526,230 | 95,81 | 140 883,48 | 5 349,44 | 146 232,92 |
| FEVRIER | 0367 M T42136 | 37,330 | 76,79 | 2 762,42 | 104,18 | 2 866,60 |
| | 0367 M T42303 | 1 451,470 | 98,17 | 137 402,40 | 5 092,12 | 142 494,52 |
| MARS | 0367 M T42434 | 48,540 | 113,18 | 5 297,46 | 196,32 | 5 493,78 |
| | 0367 M T42673 | 322,980 | 75,73 | 23 655,06 | 804,21 | 24 459,27 |
| AVRIL | 0367 M T42672 | 1 240,850 | 103,85 | 124 245,57 | 4 615,93 | 128 861,50 |
| MAI | 0367 M T43223 | 459,980 | 108,06 | 47 956,84 | 1 748,43 | 49 705,27 |
| | 0367 M T43224 | 13,500 | 72,99 | 941,09 | 44,34 | 985,43 |
| JUIN | 0367 M U43600 | 310,080 | 72,22 | 21 252,88 | 1 142,01 | 22 394,89 |
| TOTAL PERIODE : | | 9 951,100 | 87,71 | 840 088,360 | 32 745,590 | 872 833,950 |
| | | | facturation N-1 | | | 57 587,00 |
| | | | CAP juin 2024 | | | -58 966,46 |
| | | | cap 06/2025 | | | 30 986,69 |
| | | | ext fact 06/24 CID | | | -22 394,89 |
| | | | Refac BEF | | | 1 200,00 |
| | | | total : | | | 881 246,29 |

11 Déboursés chaleur cogénérée

ACHATS DE CHALEUR COGENEREE CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN SECUA 2024/2025

| PERIODE | N° Facture | QUANTITE MWh | Prix moyen €HT/MWh | Déboursés €HT |
|------------------------|---------------|-------------------|-----------------------|--------------------|
| JUILLET | | | | |
| AOUT | | | | |
| SEPTEMBRE | | | | |
| OCTOBRE | | | | |
| NOVEMBRE | 0378 M L06794 | 1,302 | 38,23 | 49,78 |
| DECEMBRE | 0378 M M06881 | 1 503,198 | 40,66 | 61 120,03 |
| JANVIER | 0378 M N07046 | 3 232,305 | 43,16 | 139 506,28 |
| FEVRIER | 0378 M P07164 | 1 815,797 | 44,17 | 80 203,75 |
| MARS | 0378 M Q07243 | 2 400,805 | 45,94 | 110 292,98 |
| AVRIL | 0378 M R07341 | 2 144,195 | 47,22 | 101 248,89 |
| MAI | 0378 M S07446 | 876,703 | 41,88 | 36 716,32 |
| JUIN | | | | |
| TOTAL PERIODE : | | 11 974,305 | 44,19 | 529 138,030 |
| | | | facturation N-1 | 13,94 |
| | | | Ext CAP juin 2024 | -19,41 |
| | | | CAP juin 2025 | 0,00 |
| | | | ext fact juin 2024 CI | 0,00 |
| | | | total : | 529 132,56 |

12 Consommation de Gasoil non routier

| CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN SECUA | | | | |
|-------------------------------------|--------------------------|------------------------|----------------------------|------------------|
| CONSOMMATIONS DE GAZOIL NON ROUTIER | | | | |
| En litre | | | | |
| 2024/2025 | | | | |
| Gazole non routier | | | | |
| PERIODE | N° Facture | Consommation Litres | Prix unitaire €HT/litre | Déboursés €HT |
| JUILLET | | | | |
| AOUT | HA2321 | 40,00 | 1,10 | 43,99 |
| SEPTEMBRE | JA3206 | 40,00 | 1,10 | 43,99 |
| OCTOBRE | KA4717 | 90,00 | 1,10 | 98,97 |
| NOVEMBRE | LA6103 | 120,00 | 0,95 | 114,02 |
| DÉCEMBRE | MA7705 | 100,00 | 0,95 | 95,02 |
| JANVIER | NA9609 | 400,00 | 0,95 | 380,08 |
| FÉVRIER | PB0691 | 1 300,00 | 0,95 | 1 235,26 |
| MARS | | | | |
| AVRIL | RB2773 / RB2776 / RB2777 | 0,00 | #DIV/0! | 0,00 |
| MAI | | | | |
| JUIN | | | | |
| TOTAL | | 2 090,00 | 0,96 | 2 011,33 |

13 Déboursés électricité

Ci-dessous la liste des postes électriques maintenus en service ainsi que le détail de leurs consommations et dépenses respectives :

| Contrat CELERIS | Libellé contrat | Numéro de facture | Debut de la période de facturation | Fin de la période de facturation | Quantité consommée | Montant €HT |
|-----------------|---------------------------------|--|------------------------------------|----------------------------------|--------------------|-------------|
| 5013795Z | AUTUN - CHAUFFERIE CENTRALE ZUP | 10205805577 | 01/07/2024 | 31/07/2024 | 9,332 | 1 452,12 |
| | | 10208078456 | 01/08/2024 | 31/08/2024 | 11,782 | 1 565,47 |
| | | 10210247366 | 01/09/2024 | 30/09/2024 | 8,254 | 1 354,51 |
| | | 10212620693 | 01/10/2024 | 31/10/2024 | 33,219 | 2 905,86 |
| | | 10214752533 | 01/11/2024 | 30/11/2024 | 52,724 | 15 577,22 |
| | | 10216941506 | 01/12/2024 | 31/12/2024 | 73,503 | 21 084,76 |
| | | 10218319430 | 01/12/2024 | 31/12/2024 | -73,503 | -21 084,76 |
| | | 10218346355 | 01/12/2024 | 31/12/2024 | 73,503 | 21 084,76 |
| | | 10221234415 | 01/01/2025 | 01/03/2025 | 155,661 | 22 867,07 |
| | | 10223580507 | 01/02/2025 | 31/03/2025 | 121,596 | 10 705,24 |
| | | 10225429946 | 01/02/2025 | 31/03/2025 | -121,596 | -10 705,24 |
| | | 10225429969 | 01/01/2025 | 01/03/2025 | -155,661 | -22 867,07 |
| | | 10225828455 | 01/01/2025 | 30/04/2025 | 279,742 | 35 163,29 |
| | | 10227973320 | 01/05/2025 | 31/05/2025 | 61,775 | 4 932,83 |
| | | 10230014346 | 01/06/2025 | 30/06/2025 | 38,023 | 3 406,82 |
| | | Total AUTUN - CHAUFFERIE CENTRALE ZUP | | | | |

| Contrat CELERIS | Libellé contrat | Numéro de facture | Debut de la période de facturation | Fin de la période de facturation | Quantité consommée | Montant €HT | | |
|-----------------|--|---|------------------------------------|----------------------------------|--------------------|-------------|---------------|------------------|
| 5013808R | AUTUN - BD GIBERSTEIN CHAUF MIXTE PASA | 10203734896 | 04/06/2024 | 03/07/2024 | 26,37 | 2 687,33 | | |
| | | 10206075966 | 04/07/2024 | 03/08/2024 | 23,248 | 1 951,54 | | |
| | | 10208227634 | 04/08/2024 | 03/09/2024 | 20,823 | 1 769,39 | | |
| | | 10210916818 | 04/09/2024 | 03/10/2024 | 29,06 | 1 497,66 | | |
| | | 10212690832 | 04/10/2024 | 03/11/2024 | 28,504 | 4 368,15 | | |
| | | 10214913098 | 04/11/2024 | 03/12/2024 | 40,127 | 13 552,56 | | |
| | | 10217179783 | 04/12/2024 | 03/01/2025 | 40,841 | 13 924,39 | | |
| | | 10218319224 | 04/12/2024 | 03/01/2025 | -40,841 | -13 924,39 | | |
| | | 10218346922 | 04/12/2024 | 31/12/2024 | 36,889 | 12 397,97 | | |
| | | 10221360840 | 01/01/2025 | 02/03/2025 | 99,07 | 16 845,58 | | |
| | | 10223802514 | 04/02/2025 | 03/04/2025 | 94,382 | 12 975,64 | | |
| | | 10225429533 | 04/02/2025 | 03/04/2025 | -94,382 | -12 975,64 | | |
| | | 10225429547 | 01/01/2025 | 02/03/2025 | -99,07 | -16 845,58 | | |
| | | 10225828853 | 01/01/2025 | 05/05/2025 | 160,783 | 26 822,96 | | |
| | | 10228111552 | 04/04/2025 | 03/06/2025 | 6,043 | 510,20 | | |
| | | 10230236946 | 04/06/2025 | 03/07/2025 | 32,319 | 2 875,84 | | |
| | | Total AUTUN - BD GIBERSTEIN CHAUF MIXTE PASA | | | | | 972,52 | 68 433,60 |

| Contrat CELERIS | Libellé contrat | Numéro de facture | Debut de la période de facturation | Fin de la période de facturation | Quantité consommée | Montant €HT |
|-----------------|-------------------------------------|---|------------------------------------|----------------------------------|--------------------|-------------|
| 5019289C | AUTUN - ST PANTALEON POMPE REFOULEM | 10207013403 | 25/06/2024 | 27/07/2024 | | 14,14 |
| | | 10207799708 | 28/07/2024 | 27/08/2024 | | 7,28 |
| | | 10210049731 | 28/08/2024 | 27/09/2024 | | 6,94 |
| | | 10212239291 | 28/09/2024 | 27/10/2024 | 0,018 | 9,11 |
| | | 10214515049 | 28/10/2024 | 27/11/2024 | 0,01 | 8,74 |
| | | 10216741930 | 28/11/2024 | 27/12/2024 | 0,016 | 9,74 |
| | | 10219093763 | 28/12/2024 | 31/12/2024 | | 0,59 |
| | | 10221430671 | 01/01/2025 | 27/02/2025 | 0,05 | 22,24 |
| | | 10223381726 | 28/02/2025 | 27/03/2025 | 0,014 | 9,75 |
| | | 10225430276 | 28/02/2025 | 27/03/2025 | -0,014 | -9,75 |
| | | 10225430298 | 01/01/2025 | 27/02/2025 | -0,05 | -22,24 |
| | | 10225828748 | 01/01/2025 | 27/04/2025 | 0,073 | 38,09 |
| | | 10227708920 | 28/04/2025 | 27/05/2025 | | 7,86 |
| | | 10229825864 | 28/05/2025 | 27/06/2025 | | 7,41 |
| | | 10232029578 | 28/06/2025 | 27/07/2025 | | 7,58 |
| | | Total AUTUN - ST PANTALEON POMPE REFOULEMENT | | | | |

| Contrat CELERIS | Libellé contrat | Numéro de facture | Debut de la période de facturation | Fin de la période de facturation | Quantité consommée | Montant €HT |
|-----------------------|-------------------------------------|-------------------|--|----------------------------------|--------------------|-------------------|
| 5019291E | AUTUN - ST PANTALEON HLM St ANDOCHE | 10205779052 | 25/06/2024 | 31/07/2024 | 0,036 | 79,92 |
| | | 10207993811 | 01/08/2024 | 31/08/2024 | 0,029 | 40,16 |
| | | 10210216648 | 01/09/2024 | 30/09/2024 | 0,03 | 41,56 |
| | | 10212444305 | 01/10/2024 | 31/10/2024 | 1,524 | 248,00 |
| | | 10214682427 | 01/11/2024 | 30/11/2024 | 2,472 | 523,68 |
| | | 10216918830 | 01/12/2024 | 31/12/2024 | 2,536 | 537,48 |
| | | 10218318995 | 01/12/2024 | 31/12/2024 | -2,536 | -537,48 |
| | | 10218396359 | 01/12/2024 | 31/12/2024 | 2,536 | 537,48 |
| | | 10221430788 | 01/01/2025 | 28/02/2025 | 4,753 | 487,84 |
| | | 10223537931 | 01/03/2025 | 31/03/2025 | 2,599 | 883,25 |
| | | 10225429622 | 01/03/2025 | 31/03/2025 | -2,599 | -883,25 |
| | | 10225429649 | 01/01/2025 | 28/02/2025 | -4,753 | -487,84 |
| | | 10225828548 | 01/01/2025 | 30/04/2025 | 9,002 | 1 341,19 |
| | | 10227898403 | 01/05/2025 | 31/05/2025 | 0,216 | 59,14 |
| | | 10229978567 | 01/06/2025 | 30/06/2025 | 0,029 | 44,29 |
| | | | Total AUTUN - ST PANTALEON HLM St ANDOCHE | | | |
| Total 5019291E | | | | | 15,874 | 2 915,42 |
| Total général | | | | | 1556,865 | 158 909,38 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | TOTAL CONTRATS ELEC : | | | 158 909,38 | | €HT |

14 Assurances



Notre référence à rappeler
 dans toute correspondance :

N° assuré : F52517C
 N° contrat : 1351 001 / 2 134336
 N° SIREN : 420757031

SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE
 URBAIN D'AUTUN SECUA
 FAUBOURG ST PIERRE
 71400 AUTUN

Pour tout renseignement contacter :
 GC Entreprises
 8 rue Louis Armand
 75738 Paris Cedex 15
 Tél. : 01.40.59.70.00

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2025 au 31/12/2025

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle POLICE RESPONSABILITE DECENNALE souscrit par DALKIA numéro F52517C 1351 001 / 2 134336 pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- A l'ensemble des domaines d'activités suivantes :
 - Réseaux de chaleur et Froid
 - Services énergétiques et multi techniques aux bâtiments
 - Services énergétiques et multi techniques aux industriels
 - Les activités ci-dessous peuvent s'exercer au service des exploitants nucléaires en qualité de prestataire, sous-traitant, fabricant et/ou fournisseur de pièces d'équipements, services, ingénierie, études ou dans le cadre de prestations notamment de maintenance réalisées sur le site d'une installation d'un Exploitant nucléaire

Pour l'ensemble des cadres contractuels des domaines d'activité suivants :

- Entreprise réalisant des travaux de construction en qualité de :
 - Signataire de marchés de travaux, dans le cadre d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'un contrat de sous-traitance ;
 - Cotraitant, membre de groupements d'entreprises conjointes ou solidaires, ou de société en participation (SEP), ou groupements conception-réalisation conjoints ou solidaires et assumant le cas échéant vis-à-vis du maître d'ouvrage le rôle d'entreprise pilote ou de mandataire des groupements et /ou gérant des SEP ;

IMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
 RCS PARIS 775 684 764
 Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
 RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 19 804 800 euros
 RCS PARIS 332 789 296



N° assuré : F52517C
 N° contrat : 1351 001 / 2 134336
 N° SIREN : 420757031

- Contractant général sous-traitant tout ou partie des travaux et assumant tout ou partie de la maîtrise d'œuvre ;

- Maître d'œuvre au titre de missions complètes ou partielles, de conception et/ou de réalisation, Bureau d'études, Titulaire de marchés d'études, notamment :
 - Conception : établissement de tous documents, pièces écrites et plans,
 - Suivi de réalisation : direction, contrôle général des travaux, réception des travaux,
 - Coordination de chantier.
- Fabricant-vendeur d'éléments de composants et matériaux de construction préfabriqués et/ou pré montés.

- Pour les activités suivantes :
 - Conseil, ingénierie, construction, réalisation (y compris clés en mains) entretien, maintenance, réparation, assistance technique, pour le compte de tiers et/ou pour son propre compte
 - Conception et réalisation de toute installation technique de production, de distribution et de stockage d'énergie sur tous sites : habitat, commerciaux, industriels, publics.
 - Conception, réalisation, entretien, réparation, valorisation et assistance de tout équipement, matériel et accessoire dans les domaines de l'énergie et du chauffage
 - Conception et réalisation d'installations thermiques, de réseaux de chauffage et de froid urbains, y compris installations de géothermie.
 - Réalisations et installations de chaudières et de chaufferies biomasse
 - Comptage, maintenance et gestion (y compris répartition et individualisation des charges) de toutes installations collectives dans les domaines de l'énergie et du chauffage
 - Réalisations d'installations y compris équipements de toute technicité de traitement et de valorisation de déchets de toutes origines, notamment incinération, méthanisation, tri, compostage, broyage, recyclage.
 - Réalisations d'installations de centraux de télécommunication fixe ou mobile, de radiocommunication, de centres d'appels, d'installations de télésurveillance et contrôle à distance, de surveillance vidéo et de surveillance anti-intrusion.
 - Réalisations d'infrastructures de télécom (Fixe, Mobile, Faisceaux Hertiens...), et de chaînes antennaires.
 - Installations de production d'air comprimé, de distribution de fluides et de gaz techniques
 - Réalisation d'ouvrages de captage et de transformation du biogaz en énergie électrique et vente de cette énergie.
 - Réalisation de réseaux de distribution de gaz
 - Réalisations et entretien d'installations techniques en aval des compteurs (gaz, électricité),
 - Prestations multitechniques et multi services, ou facilities management, sur tous immeubles à usage d'habitation, tertiaires, industriels, ou centres hospitaliers ou de soins soit :
 - Gestion globale de bâtiments : conduite ; entretien ; maintenance ; plomberie ; serrurerie ;
 - Détection/sécurité/protection incendie ; équipements de déplacement de personnes tels qu'ascenseurs,

MABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
 CS PARIS 775 684 764

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
 RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à 2/6 directoire et conseil de surveillance au capital de 19 804 800 euros
 RCS PARIS 332 789 296

Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr



N° assuré : F52517C
 N° contrat : 1351 001 / 2 134336
 N° SIREN : 420757031

- Escalators, monte-charge ; peinture, nettoyage/entretien/maintenance des toitures terrasses ;
- Gestion des énergies et amélioration de la performance énergétique des Data Center.
- Conception, pose, fourniture, réalisation, rénovation, réparation et entretien de voieries et réseaux divers, de canalisations y compris conduites publiques
- Réalisation de stations de pompages, de rejet, de forages et de captages,
- Réalisations d'éoliennes,
- Réalisation de panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires, et réalisation de panneaux solaires, et de piles à combustible
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, et de conditionnement d'air
- Réalisation de salles à atmosphères contrôlées (salle blanche).
- Réalisations d'installations de Gestion Technique Centralisée
- Réalisation de tous types de travaux de bâtiment incluant des travaux d'aménagements intérieurs et extérieurs dans le cadre de projet relatifs à la performance et à la rénovation énergétique des bâtiments, y compris en qualité d'entreprise générale et/ou de contractant général de bâtiment.

Pour les travaux, à titre principal ou secondaire de :

- Electricité, Courant fort / courant faible notamment pour des installations d'équipements d'éclairage public et signalisations
- Installation groupes électrogènes.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Plomberie et installations sanitaires,
- Réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
 RCS PARIS 775 684 764

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
 RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à 3/6 directoire et conseil de surveillance au capital de 19 804 800 euros
 RCS PARIS 332 789 296

Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr



N° assuré : F52517C
 N° contrat : 1351 001 / 2 134336
 N° SIREN : 420757031

2 – GARANTIES D’ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Les garanties objet de la présente attestation s’appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : activités listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l’objet d’une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L’ouverture de chantier est définie à l’annexe I à l’article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d’état (honoraires compris), déclaré par le maître d’ouvrage, n’est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d’un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l’assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
 - o 10 000 000 € par sinistre si l’assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - o 6 000 000 € par sinistre si l’assuré réalise des travaux n’incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - o 3 000 000 € par sinistre si l’assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux traditionnels, c’est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l’objet, au jour de la passation du marché, d’une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d’un Document Technique d’Application (DTA), ou d’un Avis Technique (ATEC), valides et non mis en observation par la C2P,
 - procédés ou produits faisant l’objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l’article 1792-6 du code civil), d’une Appréciation Technique d’Expérimentation (Atex) avec avis favorable,

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l’Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l’Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l’assuré en informe l’assureur.



N° assuré : F52517C
 N° contrat : 1351 001 / 2 134336
 N° SIREN : 420757031

2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant des garanties |
|--|--|
| Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. | En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. |
| | Hors Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. |
| | En présence d'un CCRD: Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif. |
| Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée. | |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.



N° assuré : F52517C
N° contrat : 1351 001 / 2 134336
N° SIREN : 420757031

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

2.3 – GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de :

- 2 500 000 € épuisable par année d'assurance

L'assuré s'acquitte régulièrement de ses primes.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 03/12/2024

Le Directeur général
Par Délégation





Attestation d'Assurance

Nous soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

EDF SA
22-30 avenue de Wagram
75382 PARIS CEDEX 08
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN
ZUP de Saint Pantaléon – Faubourg St Pierre
71400 AUTUN
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL003345 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation, Responsabilité Civile Après-Livraison / Responsabilité Civile Professionnelle

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non)

1 000 000 EUR Par sinistre et par année d'assurance

Dont :

* Dommages Immatériels consécutifs ou non

1 000 000 EUR Par sinistre et par année d'assurance

* Dommages Immatériels non consécutifs

1 000 000 EUR Par sinistre et par année d'assurance

Période d'assurance du 01/07/2025 au 30/06/2026

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 17/06/2025

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :



15 Liste des biens de retour

| | | |
|------------|---|-----------|
| D58568D-01 | **** CHAUFFERIE GAZ ST PANTALEON **** | |
| D58568D-01 | CHAUDIERE N2 LOOS UT-L-IE 46.10 8 MW + SILENCIEUX | 3/1/2015 |
| D58568D-01 | CHAUDIERE N3 SOCOMAS 9MW | 1/1/1984 |
| D58568D-01 | CHAUDIERE N4 VIESMANN Vitomax M62C 007/ 4,5MW | 26/2/2021 |
| D58568D-01 | BRULEUR N2 DREIZLER M 10001.2 VM30 | 1/3/2016 |
| D58568D-01 | BRULEUR N3 HAMWORTHY Envirojet SFG Bas Nox | 1/10/2009 |
| D58568D-01 | BRULEUR 4 Weishaupt Monarch G30 | 26/2/2021 |
| D58568D-01 | VENTILATEUR N 3 VENT MECA MA28 1 7 5 45KW | 1/1/1980 |
| D58568D-01 | PPE RECYCL CH 2 KSB G150/200 G10 15 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | PPE RECYCL CH3KSB G150/200 G10 15 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | PPE RECYCL CH 2 KSB R200/250 G4 30KW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | PPE RESEAU N1 KSB CPKS1/200/400 160KW & VARIATEUR | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | PPE RESEAU N2 KSB CPKS1/200/400 160KW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ARMOIRE POMPES RESEAU YC DEMARREUR | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ARMOIRE ELECTRIQUE TGBT | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | POSTE TRANSFORMATION YC CELLULE ET COMPTAGE | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ARMOIRE AUTOMATE | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ARMOIRE CH2 | 3/2/2015 |
| D58568D-01 | ARMOIRE CH3 | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ARMOIRE CH4 | 26/2/2021 |
| D58568D-01 | GROUPE MAINTIEN DE PRESSION WILO | 23/3/2023 |
| D58568D-01 | COMPRESSEUR N1 DEMAG START 025 /18KW | 1/1/1999 |
| D58568D-01 | COMPRESSEUR COMPAIR L18 10 | 1/7/2006 |
| D58568D-01 | COMPRESSEUR N2 POMPAIR CYCLON 218 /21,2KW | 1/1/2000 |
| D58568D-01 | PPE RECYCL CH3KSB G150/200 G10 15 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | PPE RESEAU N1 KSB CPKS1/200/400 160KW & VARIATEUR | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | PPE RESEAU N2 KSB CPKS1/200/400 160KW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | BACHE ALIMENTAIRE 35 M3 | 1/1/1972 |
| D58568D-01 | RESERVOIR AIRCOMPRIE CRESSSENSAC 55 9 00 1800L | 1/1/1972 |

| | | |
|------------|--|-----------|
| D58568D-01 | SECHEUR D AIR CTA TYPE DAMN75 | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ADOUCCISSEUR | 1/1/2019 |
| D58568D-01 | CENTRALE INCENDIE | 1/6/2002 |
| D58568D-01 | DETECTION GAZ STI GAZ ALARM FL50 600 MSD | 1/1/1980 |
| D58568D-01 | ENSEMBLE DE SUPERVISION | 1/1/2020 |
| D58568D-01 | MODERNISATION GTC CHAUFFAGE | 1/12/2011 |
| D58568D-01 | ONDULEUR SOCOMEC MASTERYS BC 10KVA | 1/1/2016 |
| D58568D-01 | ECHANGEUR CIAT UN159 UY REGULATION | 1/1/1985 |
| D58568D-01 | POMPE CHAUFFAGE BUREAUX WILO RS25 80 R | 1/1/1985 |
| D58568D-01 | CHEMINEE 28M 2800MM FERBECK ET VINCENT | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | DETECTION INCENDIE | 1/12/2009 |
| D58568D-01 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | VANNE GAZ DUNGS MV DN150 | 1/1/1985 |
| D58568D-01 | POMPE PUISARD SALMSON SBS205/2,2 | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | SALMSON SBS2 240 | 1/1/2006 |
| D58568D-01 | SALMSON SBS2 40 | 1/6/2007 |
| D58568D-01 | POMPE DOSEUSE TRAITEMENT D EAU RESEAU | 1/1/2007 |
| D58568D-01 | POMPE DE RELEVAGE | 1/11/2013 |
| D58568D-01 | POMPE PNEUMATIQUE INJECTION TRAITEMENT RESAU | 1/10/2015 |
| D58568D-01 | ACOUSTIQ CH GAZ:ECRAN U,RETV MURAL,22 BAFFLES | 1/7/2003 |
| D58568D-01 | **CHAUFFERIE BIOMASSE SAINT PANTALEON** | |
| D58568D-01 | BATIMENT CHAUFFERIE GENIE CIVIL | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | CHAUDIERE BOIS SERMET 8MW | 1/1/1998 |
| D58568D-01 | ENSEMBLE MANUTENTION BOIS | 1/1/2021 |
| D58568D-01 | SILENT BLOC BIOMASSE | 1/7/2002 |
| D58568D-01 | ACOUSTIQ BIOMASSE | 1/7/2000 |
| D58568D-01 | ACOUSTIQ CH FUEL:ECRAN U,RETV MURAL,22 BAFFLES | 1/7/2003 |
| D58568D-01 | POSE SILENT BLOC ET MANCHETTES | 1/10/2001 |
| D58568D-01 | SILENCIEUX CHEMINEE | 1/7/2000 |
| D58568D-01 | RAMONEUR PNEUMATIQUE ET CUVE | 1/9/1999 |
| D58568D-01 | POMPES DE CHARGE BIOMASSE | 1/1/1998 |

| | | |
|------------|--|-----------|
| D58568D-01 | MOTOPOMPE THERMIQUE BIOMASSE | 1/12/2010 |
| D58568D-05 | **CHAUFFERIE PASA** | |
| D58568D-05 | CHAUDIERE GAZ 1,5MW ATLANTIC GUILLOT LLR49 | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | BRULEUR WEISHAUP TYPE WM-G30/1-A | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | CHAUDIERE BIOMASSE AGROFORST | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | CHEMINÉÉ 23M ET CIRCUIT DE FUMÉES | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | BATIMENT PASA CLE EN MAIN | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | RESEAU DE CHALEUR | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | ENSEMBLE DES SOUS STATION YC GTC | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | AUTOMATISME SUPERVISION DETECTION INCENDIE | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | RÉSEAU INTERIEUR CHAUFFERIE YC CALORIFUGE | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | TERRASSEMENT PREPA YC ETUDE GEOMETRE ARCHI | 1/11/2012 |
| D58568D-05 | POMPE NUMERO 1 SIEMENS 1CV3252A 55KW 85 M3/H 12 BARS | 1/6/2015 |
| D58568D-05 | POMPE NUMERO 2 SIEMENS 1CV3252A 55KW 85M3/H 12 BARS | 1/6/2015 |
| D58568D-05 | VANNE 3 VOIES SAMSON | 1/7/2015 |
| D58568D-07 | ** L1 LE COSEC DU VALLON** | |
| D58568D-07 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/6/2024 |
| D58568D-07 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/6/2010 |
| D58568D-07 | AUTOMATE ABB AC500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-07 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-07 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-07 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN50 | 5/12/2017 |
| D58568D-08 | **L2 CENTRE LOISIRS MOULIN DU VALLON** | |
| D58568D-08 | ECHANGEUR BT175 KW | 1/6/2025 |
| D58568D-08 | V2V SAMSON DN50 | 1/6/2025 |
| D58568D-08 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-08 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-08 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-08 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN40 | 5/1/2018 |
| D58568D-09 | **L3 LA PISCINE** | |
| D58568D-09 | ECHANGEUR BT1200 KW | 1/4/2017 |
| D58568D-09 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/6/2010 |

| | | |
|------------|------------------------------------|------------|
| D58568D-09 | AUTOMATE TREND IQ422 | 1/9/2014 |
| D58568D-09 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-09 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-09 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN80 | 19/12/2017 |
| D58568D-10 | **L4 LA HALL EXPO** | |
| D58568D-10 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/6/2010 |
| D58568D-10 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/6/2010 |
| D58568D-10 | AUTOMATE TREND IQ422 | 1/6/2014 |
| D58568D-10 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-10 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-10 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN80 | 1/6/2024 |
| D58568D-11 | **L5 LA GENDARMERIE** | |
| D58568D-11 | ECHANGEUR BT830 KW | 1/4/2017 |
| D58568D-11 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/6/2010 |
| D58568D-11 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-11 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-11 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-12 | **L6 LE SDIS** | |
| D58568D-12 | ECHANGEUR BT1500 KW | 1/6/2010 |
| D58568D-12 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/6/2010 |
| D58568D-12 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-12 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-12 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-13 | **V9 CROIX VERTE** | |
| D58568D-13 | ECHANGEUR BT1500 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-13 | ECHANGEUR BT1500 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-13 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/1/1998 |
| D58568D-13 | V2V SAMSON DN100 | 1/6/2018 |
| D58568D-13 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-13 | VANNE DE REGLAGE DN 100 | 1/1/1998 |
| D58568D-13 | COMPTEUR DN 100 | 7/12/2017 |
| D58568D-13 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |

| | | |
|------------|------------------------------------|-----------|
| D58568D-13 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-14 | **V10 ST JEAN bât.E1** | |
| D58568D-14 | ECHANGEUR BT1000 KW | |
| D58568D-14 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-14 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-14 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/1998 |
| D58568D-14 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 12/7/2018 |
| D58568D-14 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-14 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-15 | **V11 ST JEAN bât.H** | |
| D58568D-15 | ECHANGEUR BT1000 KW | 2024 |
| D58568D-15 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/1/1998 |
| D58568D-15 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-15 | VANNE DE REGLAGE DN 80 | 1/1/1998 |
| D58568D-15 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN80 | 12/7/2017 |
| D58568D-15 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-15 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-16 | **V12 ST JEAN REPUBLIQUE** | |
| D58568D-16 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-16 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-16 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-16 | VANNE DE REGLAGE DN 80 | 1/1/1998 |
| D58568D-16 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN80 | 12/7/2017 |
| D58568D-16 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-16 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-17 | **V13 CROIX BLANCHE** | |
| D58568D-17 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-17 | V2V VVF52/SKC32 61 DN40 | 1/1/1998 |
| D58568D-17 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-17 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-17 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN40 | 12/7/2017 |
| D58568D-17 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |

| | | |
|------------|------------------------------------|------------|
| D58568D-17 | TUYAUTERIE CROIX BLANCHE | 1/6/2007 |
| D58568D-17 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-18 | **V14 FRANCE TELECOM** | |
| D58568D-18 | ECHANGEUR BT200 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-18 | V2V VVF52/SKC32 61 DN25 | 1/1/1998 |
| D58568D-18 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-18 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-18 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN40 | 2/1/2018 |
| D58568D-18 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-18 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | **V15 CES VALLON** | |
| D58568D-19 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-19 | VANNE DE REGLAGE DN 80 | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | TUYAUTERIE BALLON | 1/1/2000 |
| D58568D-19 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN80 | 19/12/2017 |
| D58568D-19 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | ECHANGEUR A PLAQUES ALPHA LAVAL | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | BALLON RESERVE ELECTRIQUE 1000L N1 | 1/1/1998 |
| D58568D-19 | BALLON RESERVE ELECTRIQUE 1000L N2 | 1/1/1998 |
| D58568D-20 | **V16 ST ANDOCHE** | |
| D58568D-20 | ECHANGEUR BT2400 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-20 | ECHANGEUR BT2400 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-20 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/1/1998 |
| D58568D-20 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-20 | VANNE DE REGLAGE DN 125 | 1/1/1998 |
| D58568D-20 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN | 5/12/2017 |
| D58568D-20 | COMPTAGE DN 80 | 1/1/2006 |
| D58568D-20 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-20 | TUYAUTERIES REPUBLIQUE | 1/10/2007 |

| | | |
|------------|---------------------------------------|------------|
| D58568D-20 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | **V18 CRECHE SAINT JEAN** | |
| D58568D-21 | ECHANGEUR BT 200 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | V2V VVF52/SKC32 61 DN25 | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-21 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN40 | 30/1/2018 |
| D58568D-21 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | PRODUCTION D ECS ALFA LAVAL | 1/1/1998 |
| D58568D-22 | **V19 ECOLE CHANCELIER ROLIN** | |
| D58568D-23 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/10/2023 |
| D58568D-21 | V2V samson 2488 DN40 | 1/6/2022 |
| D58568D-21 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-21 | VANNE DE REGLAGE DN | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | COMPTEUR ENERGIE | 30/1/2018 |
| D58568D-21 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-21 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-24 | **V21 CASERNE CHANGARNIER** | |
| D58568D-24 | ECHANGEUR BT 1000 KW | 1/12/2022 |
| D58568D-24 | ECHANGEUR BT 1000 KW | 1/1/2019 |
| D58568D-24 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/6/2010 |
| D58568D-24 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-24 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-24 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-24 | compteur energie | 1/6/2010 |
| D58568D-25 | **V22 LES MESANGES** | |
| D58568D-25 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/4/2017 |
| D58568D-25 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/1/1998 |
| D58568D-25 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-25 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-25 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 18/12/2017 |

| | | |
|------------|------------------------------------|------------|
| D58568D-25 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-25 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-26 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-26 | **V26 PARC FLEURI** | |
| D58568D-26 | ECHANGEUR BT800 KW | 1/4/2024 |
| D58568D-26 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-26 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-26 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/1998 |
| D58568D-26 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN | 21/12/2017 |
| D58568D-26 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-26 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-27 | SCHLUMBERGER DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-27 | **V28 GS3 CLOS JOVET** | |
| D58568D-27 | ECHANGEUR BT600 KW | 1/4/2024 |
| D58568D-27 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-27 | AUTOMATE TREND IQ422 | 1/6/2014 |
| D58568D-27 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/1998 |
| D58568D-27 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 19/12/2017 |
| D58568D-27 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-27 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-28 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-28 | **V29 GS MONROSE** | |
| D58568D-28 | ECHANGEUR BT600 KW | 1/6/2024 |
| D58568D-28 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/1/1998 |
| D58568D-28 | REGULATEUR LANDIS RVL 50 | 1/1/1998 |
| D58568D-29 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-29 | **V30 GS DU PARC PRIMAIRE** | |
| D58568D-29 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/6/2010 |
| D58568D-29 | V2V SAMSON 2488 DN50 | 1/6/2022 |
| D58568D-29 | REGULATEUR TREND | 2014 |
| D58568D-29 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-29 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |

| | | |
|------------|---|----------|
| D58568D-30 | **V34 HEXAGONE** | |
| D58568D-30 | ECHANGEUR BT500 KW | 1/6/2010 |
| D58568D-30 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/6/2010 |
| D58568D-30 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-30 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2010 |
| D58568D-30 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2010 |
| D58568D-31 | **V38 AVENUE CHARLES DE GAULLE** | |
| D58568D-31 | ECHANGEUR BT500 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-31 | V2V samson 2488 DN50 | 1/6/2022 |
| D58568D-31 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-31 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-31 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-32 | **V39 THEATRE / MAIRIE** | |
| D58568D-32 | ECHANGEUR BT700 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-32 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/6/2013 |
| D58568D-32 | REGULATEUR LANDIS RVL 50 | 1/6/2013 |
| D58568D-32 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-32 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-33 | **V40 LYCEE ST LAZARE** | |
| D58568D-33 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-33 | V2V VVF42/SKD32 51 DN100 | 1/6/2013 |
| D58568D-33 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-33 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-33 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-34 | **V41 INTERNAT ST LAZARE** | 1/6/2013 |
| D58568D-34 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-34 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/6/2013 |
| D58568D-34 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-34 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-34 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-35 | **V42 LYCEE BONAPARTE** | |
| D58568D-35 | ECHANGEUR BT700 KW | 1/6/2013 |

| | | |
|------------|---------------------------------------|----------|
| D58568D-35 | V2V SAMSON DN100 | 1/6/2024 |
| D58568D-35 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-35 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-35 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-36 | **V43 GYMNASSE BOURGOGNE** | |
| D58568D-36 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-36 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/6/2013 |
| D58568D-36 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-36 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-36 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-37 | **V44 CLINIQUE DU PARC** | |
| D58568D-37 | ECHANGEUR BT700 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-37 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/6/2013 |
| D58568D-37 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-37 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-37 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-38 | **V45 CS SIMONE VEIL** | |
| D58568D-38 | ECHANGEUR BT100 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-38 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/6/2013 |
| D58568D-38 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-38 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-38 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-39 | **V46 C.E.T.E.** | |
| D58568D-39 | ECHANGEUR BT200 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-39 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/6/2013 |
| D58568D-39 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-39 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-39 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-40 | **V47 MAISON DES ENTREPRISES** | |
| D58568D-40 | ECHANGEUR BT200 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-40 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/6/2013 |
| D58568D-40 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |

| | | |
|------------|------------------------------------|-----------|
| D58568D-40 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-40 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-41 | **V48 POLE FORMATION** | |
| D58568D-41 | ECHANGEUR BT100 KW | 1/6/2013 |
| D58568D-41 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/6/2013 |
| D58568D-41 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-41 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-41 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-42 | **Z1 OPAC ST PANTA BAT 40** | |
| D58568D-42 | ECHANGEUR BT1200 KW | 1/6/2025 |
| D58568D-42 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-42 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-42 | VANNE DE REGLAGE DN 80 | 1/6/2023 |
| D58568D-42 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 12/1/2018 |
| D58568D-42 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-42 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-43 | **Z2 OPAC ST PANTA BAT 29** | |
| D58568D-43 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-43 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/1/1998 |
| D58568D-43 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-43 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/1998 |
| D58568D-43 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 12/1/2018 |
| D58568D-43 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-43 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-44 | **Z3 OPAC ST PANTA BAT 21** | |
| D58568D-44 | ECHANGEUR BT1200 KW | 1/9/2022 |
| D58568D-44 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-44 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-44 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/1998 |
| D58568D-44 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 10/1/2018 |
| D58568D-44 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-44 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |

| | | |
|------------|------------------------------------|-----------|
| D58568D-45 | **Z4 OPAC ST PANTA BAT 26** | |
| D58568D-45 | ECHANGEUR BT1200 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-45 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/1/1998 |
| D58568D-45 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-45 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/2023 |
| D58568D-45 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 10/1/2018 |
| D58568D-45 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-45 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-46 | **Z5 OPAC ST PANTA BAT 1** | |
| D58568D-46 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/9/2018 |
| D58568D-46 | V2V SAMSON DN50 | 1/6/2024 |
| D58568D-46 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-46 | VANNE DE REGLAGE DN 50 | 1/1/1998 |
| D58568D-46 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN | 10/1/2018 |
| D58568D-46 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-46 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | **Z6 GS V. HUGO + LOGT** | |
| D58568D-47 | ECHANGEUR BT600 KW | 1/1/2024 |
| D58568D-47 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | REGULATEUR LANDIS RVL 50 | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | VANNE DE REGLAGE DN 50 | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | SCHLUMBERGER DN 50 | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | ECHANGEUR A PLAQUES ECS | 1/1/1998 |
| D58568D-47 | BALLON RESERVE ELECTRIQUE 600 L | 1/1/1989 |
| D58568D-48 | **Z7 LES PRESLES** | |
| D58568D-48 | ECHANGEUR BT1200 KW | 1/5/2019 |
| D58568D-48 | V2V SAMSONDN80 | 1/6/2024 |
| D58568D-48 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-48 | VANNE DE REGLAGE DN 80 | 1/1/1998 |
| D58568D-48 | SCHLUMBERGER DN 80 | 1/1/1998 |

| | | |
|------------|---------------------------------------|-----------|
| D58568D-48 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-48 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-48 | ECHANGEUR A PLAQUES ALPHA LAVAL | 1/1/1998 |
| D58568D-48 | REGULATEUR ECS RCA12 L&G | 1/3/2001 |
| D58568D-49 | **Z17 C.COMMERCIAL ST PANTA** | |
| D58568D-49 | ECHANGEUR BT200 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-49 | V2V VVF52/SKC32 61 DN40 | 1/1/1998 |
| D58568D-49 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-49 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-49 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN40 | 4/1/2018 |
| D58568D-49 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-49 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-50 | **Z21 OPAC ST PANTA 53/54** | |
| D58568D-50 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/9/2022 |
| D58568D-50 | V2V VVF42/SKD32 51 DN65 | 1/1/1998 |
| D58568D-50 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-50 | VANNE DE REGLAGE DN 65 | 1/1/1998 |
| D58568D-50 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN65 | 4/12/2017 |
| D58568D-50 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-50 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-51 | **Z24 GS2 EVA** | |
| D58568D-51 | ECHANGEUR BT600 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-51 | V2V VVF42/SKD32 51 DN50 | 1/1/1998 |
| D58568D-51 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-51 | VANNE DE REGLAGE DN 50 | 1/1/1998 |
| D58568D-51 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN50 | 5/12/2017 |
| D58568D-51 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-51 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/1/2013 |
| D58568D-51 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-52 | **V20 LYCEE GANGLOFF CLOITRE** | |
| D58568D-52 | ECHANGEUR BT1370 KW | 1/6/2025 |
| D58568D-52 | ECHANGEUR BT1500 KW | 1/1/1998 |

| | | |
|------------|---|----------|
| D58568D-52 | V2V VVF42/SKD32 51 DN80 | 1/1/1998 |
| D58568D-52 | REGULATEUR DISTECH EGYPTU207 | 1/1/2024 |
| D58568D-52 | VANNE DE REGLAGE DN 125 | 1/1/1998 |
| D58568D-52 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-52 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/1/2013 |
| D58568D-52 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-53 | **Z25 C. SOCIAL PRIEURE** | |
| D58568D-53 | ECHANGEUR BT200 KW | 1/6/2025 |
| D58568D-53 | V2V VVF52/SKC32 61 DN40 | 1/1/1998 |
| D58568D-53 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-53 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-53 | COMPTEUR ENERGIE MULTICAL 602 DN40 | 4/1/2018 |
| D58568D-53 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-53 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-54 | **Z27 LES ORMES** | |
| D58568D-54 | ECHANGEUR BT400 KW | 1/6/2023 |
| D58568D-54 | V2V VVF52/SKC32 61 DN40 | 1/1/1998 |
| D58568D-54 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-54 | VANNE DE REGLAGE DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-54 | SCHLUMBERGER DN 40 | 1/1/1998 |
| D58568D-54 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-54 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/1/2013 |
| D58568D-54 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-55 | **Z39 BATIMENT D LOGIVIE** | |
| D58568D-55 | ECHANGEUR BT 600KW | 1/6/2025 |
| D58568D-55 | V2V samson DN32 | 1/5/2024 |
| D58568D-55 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-55 | VANNE DE REGLAGE DN65 | 1/1/2009 |
| D58568D-55 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/2009 |
| D58568D-55 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/2009 |
| D58568D-55 | ITRON DN65 | 1/1/2009 |
| D58568D-56 | **V20C LYCEE GANGLOFF ENSEIGNEMENT** | |

| | | |
|------------|--|------------|
| D58568D-56 | ECHANGEUR BT800 KW | 1/6/2025 |
| D58568D-56 | ECHANGEUR BT800 KW | 1/1/1998 |
| D58568D-56 | REGULATEUR DISTECH ECYPTU207 | 1/1/2024 |
| D58568D-56 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/1998 |
| D58568D-56 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/1998 |
| D58568D-57 | **Z23 RCE BRUNHAUT** | |
| D58568D-57 | ECHANGEUR TRANTER GLP-008FI | 1/6/2025 |
| D58568D-57 | V2V BELIMO SV24A | 1/1/2013 |
| D58568D-57 | AUTOMATE ABB AC 500 ECO | 1/6/2017 |
| D58568D-57 | VANNE DE REGLAGE DN40 | 1/1/2013 |
| D58568D-57 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/1/2013 |
| D58568D-57 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/1/2013 |
| D58568D-57 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP DN40 | 1/1/2013 |
| D58568D-58 | **V49 CH PARPAS** | |
| D58568D-58 | ECHANGEUR SWEP brasé B35TM2X10/1P 700 KW | 14/12/2018 |
| D58568D-58 | V2V SAMSON 4236E DN65 | 14/12/2018 |
| D58568D-58 | AUTOMATE ABB PM554 | 14/12/2018 |
| D58568D-58 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 14/12/2018 |
| D58568D-58 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES DN80 PN16 | 14/12/2018 |
| D58568D-58 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP modbus DN50 65-5 | 1/12/2018 |
| D58568D-59 | **V50 SAS FORETS SCIAGES** | |
| D58568D-59 | ECHANGEUR BT1000 KW | 1/4/2018 |
| D58568D-59 | V2V SAMSON 3374-21 | 1/6/2013 |
| D58568D-59 | AUTOMATE ABB PM554 | 1/4/2018 |
| D58568D-59 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/6/2013 |
| D58568D-59 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/6/2013 |
| D58568D-59 | COMPTEUR ENERGIE DN80 | 1/8/2018 |
| D58568D-61 | **V51 ESPACE SAINT EX** | |
| D58568D-61 | ECHANGEUR BT KW | 1/5/2019 |
| D58568D-61 | V2V samson 3374-21 DN65 PN16 | 1/5/2019 |
| D58568D-61 | AUTOMATE ABB CPU TM554 | 1/5/2019 |
| D58568D-61 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/5/2019 |

| | | |
|------------|---|-----------|
| D58568D-61 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/5/2019 |
| D58568D-61 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP 6L2 PN16 DN50 | 1/5/2019 |
| D58568D-60 | **Z40 RESIDENCE SENIORS SEMCODA** | |
| D58568D-60 | ECHANGEUR BT KW | 1/3/2020 |
| D58568D-60 | V2V samson 3374-21 DN65 PN16 | 1/3/2020 |
| D58568D-60 | AUTOMATE ABB CPU TM554 | 1/3/2020 |
| D58568D-60 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/3/2020 |
| D58568D-60 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/3/2020 |
| D58568D-60 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/3/2020 |
| | **V52 HEPAD LATOUCHE** | |
| D58568D-62 | ECHANGEUR BT 900 KW | 1/12/2022 |
| D58568D-62 | V2V samson PICCV | 1/12/2022 |
| D58568D-62 | AUTOMATE ABB CPU TM554 | 1/12/2022 |
| D58568D-62 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/12/2022 |
| D58568D-62 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/12/2022 |
| D58568D-62 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/12/2022 |
| | **V53 PROGRAMME LATOUCHE** | |
| D58568D-63 | ECHANGEUR BT 700 KW | 1/12/2022 |
| D58568D-63 | V2V samson PICV | 1/12/2022 |
| D58568D-63 | AUTOMATE ABB CPU TM554 | 1/12/2022 |
| D58568D-63 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/12/2022 |
| D58568D-63 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/12/2022 |
| D58568D-63 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/12/2022 |
| | ** V54 EDUENNE** | |
| D58568D-64 | ECHANGEUR BT200 KW | 1/12/2022 |
| D58568D-64 | V2V samson PICV | 1/12/2022 |
| D58568D-64 | AUTOMATE ABB CPU TM554 | 1/12/2022 |
| D58568D-64 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/12/2022 |
| D58568D-64 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/12/2022 |
| D58568D-64 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/12/2022 |
| | ** V55 VILLAGE CROIX BLANCHE** | |
| D58568D-64 | ECHANGEUR BT600 KW | 1/5/2024 |

| | | |
|------------|--------------------------------|----------|
| D58568D-64 | V2V samson PICV | 1/5/2024 |
| D58568D-64 | AUTOMATE ABB CPU TM554 | 1/5/2024 |
| D58568D-64 | ENSEMBLE CALORIFUGE | 1/5/2024 |
| D58568D-64 | ENSEMBLE TUYAUTERIES ET VANNES | 1/5/2024 |
| D58568D-64 | COMPTEUR THERMIQUE KAMSTRUP | 1/5/2024 |

16 Liasse fiscale

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2025

Formation obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | | | | | | | |
|--|---|--|---|-----------|---------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Désignation de l'entreprise : SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE URBAIN | | Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12 | | | | | | |
| Adresse de l'entreprise : 0000 Faubourg Saint-Pierre 71400 AUTUN | | Durée de l'exercice précédent* 12 | | | | | | |
| Numéro SIRET* 4 2 0 7 5 7 0 3 1 0 0 0 1 8 | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | |
| | | Exercice N clos le, 30/06/2025 | | | | | | |
| | | Bra 1 | Amortissements, provisions 2 | | | | | |
| | | | Net 3 | | | | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | AA | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | AC | | | | |
| | | Frais de développement * | CX | CQ | | | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | AF | AG | | | | |
| | | Fonds commercial (1) | AH | AI | | | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | AJ | AK | | | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | AM | | | | |
| | | Terrains | AN | AO | | | | |
| | | | Constructions | AP | AQ | 12 697 | 208 | 12 489 |
| | | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | AS | 7 080 465 | 3 283 293 | 3 797 172 |
| | | | Autres immobilisations corporelles | AT | AU | 9 710 | 564 | 9 146 |
| | Immobilisations en cours | AV | AW | 74 | | 74 | | |
| | Avances et acomptes | AX | AY | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | CT | | | | | |
| | Autres participations | CU | CV | | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | BB | BC | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | BD | BE | | | | | |
| | Prêts | BF | BG | | | | | |
| | Autres immobilisations financières* | BH | BI | | | | | |
| TOTAL (II) | | BJ | BK | 7 102 946 | 3 284 066 | 3 818 880 | | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | BM | | | | |
| | | En cours de production de biens | BN | BO | | | | |
| | | En cours de production de services | BP | BQ | | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | BS | | | | |
| | | Marchandises | BT | BU | | | | |
| | | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | BW | | | | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | BY | 206 922 | | 206 922 | |
| | | Autres créances (3) | BZ | CA | 456 669 | | 456 669 | |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | CC | | | | |
| | DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : | CD | CE | | | | |
| Disponibilités | | CF | CG | 6 026 | | 6 026 | | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | CH | CI | 7 792 | | 7 792 | | |
| | TOTAL (III) | CJ | CK | 677 409 | | 677 409 | | |
| | Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV) | CW | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | | | |
| | Ecarts de conversion actif* (VI) | CN | | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | CO | IA | 7 780 354 | 3 284 066 | 4 496 289 | | |
| Régularisations : (1) Dont droit au bail : | | (2) Part à moins d'un an de des immobilisations financières nettes : | CP | | (3) Part à plus d'un an : | CR | | |
| Classe de réserve de propriété :* | Immobilisations : | Stocks : | | | Créances : | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

2

BILAN - PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | |
|---|---|----------------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * |
| | | Exercice N |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 457 200 ...) | DA 457 200 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | DB |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK) | DC |
| | Réserve légale (3) | DD |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF 147 |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG |
| | Report à nouveau | DH -116 818 |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI 317 648 |
| | Subventions d'investissement | DJ 580 168 |
| | Provisions réglementées * | DK |
| | TOTAL (I) | DL 1 238 340 |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM |
| | Avances conditionnées | DN |
| | TOTAL (II) | DO |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP 2 978 |
| | Provisions pour charges | DQ 1 872 280 |
| | TOTAL (III) | DR 1 875 258 |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS |
| | Autres emprunts obligataires | DT |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV 518 529 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW 1 484 |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX 388 039 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY 127 728 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ 2 449 |
| | Autres dettes | EA 21 468 |
| Comptes réglés | Produits constatés d'avance (4) | EB 322 994 |
| | TOTAL (IV) | EC 1 382 691 |
| | Ecarts de conversion passif* (V) | ED |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE 4 496 289 |
| RENOVOIS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C |
| | | 1D |
| | | 1E |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG 708 539 | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFIP N° 2052 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| Désignation de l'entreprise : SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN | | Exercice N | | | Néant <input type="checkbox"/> | |
|--|---|---|--|-------|--------------------------------|-----------|
| | | France | Exportations et livraisons intracommunautaires | Total | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | FB | FC | | |
| | Production vendue { biens * services * | FD | FE | FF | | |
| | | FG | 3 777 477 | FH | FI | 3 777 477 |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | 3 777 477 | FK | FL | 3 777 477 |
| | Production stockée* | | | FM | | |
| | Production immobilisée* | | | FN | | |
| | Subventions d'exploitation | | | FO | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | FP | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | FQ | 2 978 | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | FR | 3 780 454 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | FS | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | FT | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | FU | 1 883 265 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | FV | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | FW | 1 475 886 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | FX | 52 924 | |
| | Salaires et traitements* | | | FY | | |
| | Charges sociales (10) | | | FZ | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations { - dotations aux amortissements (14) - dotations aux provisions* } | | GA | 403 067 | |
| | | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | GC | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | GD | | | |
| | Autres charges (12) | | | GE | -20 146 | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | GF | 3 794 997 | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | GG | -14 543 | |
| opérations en compte | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | | GH | (III) | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | | GI | (IV) | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | GJ | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | GK | 341 550 | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | GL | 831 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | GM | | |
| | Différences positives de change | | | GN | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | GO | | |
| Total des produits financiers (V) | | | | GP | 342 381 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | QQ | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | GR | 41 342 | |
| | Différences négatives de change | | | GS | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | GT | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | GU | 41 342 | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | GV | 301 039 | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | GW | 286 497 | |

(*) DENUMÉRIER : voir tableaux n° 2052/3. * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)

DGFIP N° 2053 2025

| | | | |
|---|--|----------------------------------|-----------|
| Désignation de l'entreprise <u>SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| | | Exercice N | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | 1 356 |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | 116 033 |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | 12 022 |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | 129 411 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | 2 |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter) | HG | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | 2 |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | 129 409 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | 98 260 |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 4 252 247 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 3 934 801 |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | HN | 317 646 |
| REVENUS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | |
| | (2) Dont { produits de locations immobilières / produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | HY | |
| | (3) Dont { - Crédit-bail mobilier * / - Crédit-bail immobilier | IG | |
| | | HP | |
| | | HQ | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | 676 |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | 41 342 |
| | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.) | HV | |
| | (6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | RC | |
| | | RD | |
| | (9) Dont transferts de charges | A1 | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5 | A2 | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | |
| (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 / obligatoires A9 Dont cotisations facultatives Madelin A7 / Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8 | | | |
| (14) Dont montant de l'amortissement du fonds de commerce (en application de l'article 39, 1-2°, al.3) | HS | | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) : | Exercice N | | |
| AUT. CHARG. EXCEP S/OP. GEST | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels | |
| | 2 | | |
| AUTRES PPTS EXCE./OP. GEST | | 1 356 | |
| ORACLE PA - SUB - CHARGES QP SUBV. INV. VIRÉE RES. EX | | 116 033 | |
| REP. PROV. SINISTRES | | 12 022 | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | Exercice N | | |
| | Charges antérieures | Produits antérieurs | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2012.

5 IMMOBILISATIONS

DGFIP N° 2054 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | Aggrégations | | |
|---|---|--|--------------------|---|----|---|-----------|-----------|
| | | | | 1 | | 2 | | |
| | | | | | | 3 | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | TOTAL I | | CZ | D8 | D9 | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | | KD | KE | KF | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | KG | KH | KI | | |
| | Constructions | Sur sol propre | Dont Composants L9 | KJ | KK | KL | | |
| | | Sur sol d'autrui | Dont Composants M1 | KM | KN | KO | 12 697 | |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | Dont Composants M2 | KP | KQ | KR | | |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | Dont Composants M3 | KS | KT | KU | 97 043 | |
| | | Installations générales, agencements, aménagements divers * | | KV | KW | KX | | |
| | | Matériel de transport * | | KY | KZ | LA | | |
| | | Matériel de bureau et mobilier informatique | | LB | LC | LD | 9 298 | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | LE | LF | LG | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | LH | LI | LJ | -77 191 | |
| | Avances et acomptes | | | LK | LL | LM | | |
| | TOTAL III | | | LN | LO | LP | 41 847 | |
| | FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | 8G | 8M | 8T | |
| Autres participations | | | | 8U | 8V | 8W | | |
| Autres titres immobilisés | | | | IP | IR | IS | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | IT | IU | IV | | |
| TOTAL IV | | | | LQ | LR | LS | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | 0G | 0H | 0J | 41 847 | |
| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | |
| | | | | 1 | | 3 | | |
| | | | | 2 | | 4 | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | TOTAL I | | IN | CO | DO | D7 | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | | IO | LV | LW | IX | |
| CORPORELLES | Terrains | | | IP | LX | LY | LZ | |
| | Constructions | Sur sol propre | | IQ | MA | MB | MC | |
| | | Sur sol d'autrui | | IR | MD | ME | MF | 12 697 |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agencets et am. des constructions | | IS | MG | MH | MI | |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | IT | MJ | MK | ML | 7 080 465 |
| | | Inst. gales, agencets, aménagements divers | | IU | MM | MN | MO | |
| | | Matériel de transport | | IV | MP | MQ | MR | |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | | IW | MS | MT | MU | 9 710 |
| | | Emballages récupérables et divers * | | IX | MV | MW | MX | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | MY | MZ | NA | NB | 74 |
| | Avances et acomptes | | | NC | ND | NE | NF | |
| | TOTAL III | | | IV | NG | NH | NI | 7 102 946 |
| | FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | IZ | 0U | 0V | 0W |
| Autres participations | | | | IO | 0X | 0Y | 0Z | |
| Autres titres immobilisés | | | | II | 2B | 2C | 2D | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | I2 | 2E | 2F | 2G | |
| TOTAL IV | | | | I3 | NJ | NK | 2H | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | I4 | 0K | 0L | 7 102 946 | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFIP N° 2058-A-2025

| | | | | | | | | |
|--|---|---|--|--|---|--|---------|--------|
| Désignation de l'entreprise : | | SOCIETE D'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE URBAIN D'AUTUN | | Néant <input type="checkbox"/> | | Exercice N, clos le : 30/06/2025 | | |
| I. RÉINTEGRATIONS | | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | | | |
| | | | | WA | | 317 648 | | |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR) | | | | | | | WB |
| | Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | WD | | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | | WE | | XE |
| | | WF | | Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS) | | WG | | |
| | Autres charges et dépenses supplémentaires (art. 39-4 du C.G.I.) | | WF | | Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D) | | RB | |
| | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option | | RA | | | | | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | WI | 98 260 | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) | | XX | 98 260 |
| | Amendes et pénalités | | WJ | | Charges financières (art. 39-1-3° et 212 bis) * | | XZ | |
| | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI* | | | | | | | XY |
| | Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032) | | | | | | | IT |
| | Quote-part Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE | | WL | | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI | | L7 | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Moins-values nettes à long terme | | - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) | | | | J8 | |
| | | | - imposées au taux de 0 % | | | | ZN | |
| | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* | | - Plus-values nettes à court terme | | | | WN | |
| | | | | - Plus-values soumises au régime des fusions | | | | WO |
| Ecart de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l'IS) | | | | | | | XR | |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuille séparée DONT * | | Innovateurs excédentaires (art. 39-1-3 et 212 du C.G.I.) | | SU | | | WQ | |
| | | | | Zones d'entreprises* (activité exonérée) | | SW | | |
| | | | | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro | | MS | | |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | | | Y1 | |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | TOTAL I | 415 908 | |
| II. DÉDUCTIONS | | | | PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | | | |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. * | | | | | | | WT | |
| Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | | | | | | WU | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Plus-values nettes à long terme | | - imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) | | | | WV | |
| | | | - imposées au taux de 0 % | | | | WH | |
| | | | - imposées au taux de 19% | | | | WP | |
| | | | - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures | | | | WW | |
| | | | - imputées sur les déficits antérieurs | | | | XB | |
| | Autres plus-values imposées au taux de 19 % | | | | | | J6 | |
| Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée* | | | | | | | WZ | |
| Régime des sociétés mères et des filiales * | | Produit net des actions et parts d'intérêts : | | Quote-part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation | | 2A | XA | |
| Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % (art. 223 B du CGI) | | | | | | | ZX | |
| Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer* | | | | | | | ZY | |
| Majoration d'amortissement* | | | | | | | XD | |
| Mesures d'incitation | France Ruralité Revitalisation (FRR) (art.44 quaterdecies A) | | HT | Entreprises nouvelles (44 octies) | L2 | Jeuze entreprise innovante (44 octies A) | LS | |
| | Zone franche urbaine -TE (art. 44 octies A) | | OV | Sociétés d'investissement immobilier coïse (art. 209C) | K3 | Zone de restructuration de la défense (44 terdecies) | PA | |
| | Bassin urbain à dynamiser (art.44 sexdecies) | | FP | Bassin d'emploi à requalifier (44 quaterdecies) | IF | Zone franche d'activités NG (44 quaterdecies) | XC | |
| | | | | Zone de revitalisation rurale (art. 44 quaterdecies) | PC | Zone de développement prioritaire (art. 44 septdecies) | PB | |
| | Ecart de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l'IS) | | | | | | | XS |
| Déductions diverses à détailler sur feuille séparée | Dont déduction exceptionnelle (art. 39decies) | | X9 | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art. 39 decies F) | | Y1 | 51 421 | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art. 39 decies A) | | YA | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art. 39 decies G) | | YL | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art. 39 decies B) | | YB | Dont déduct* exception simulateur de conduite (art. 39 decies E) | | YH | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art. 39 decies C) | | YC | Crédence dégrèée par le report en arrière de déficit | | ZI | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art. 39 decies L) | | YD | | | | | |
| Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | | | Y2 | |
| III. RÉSULTAT FISCAL | | | | | | TOTAL II | 51 421 | |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : | | bénéfice (I moins II) | | XI | 364 485 | | | |
| | | déficit (II moins I) | | | | | XJ | |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)* | | | | | | | ZL | |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)* | | | | | | | XL | |
| RESULTAT FISCAL | | BENEFICE (ligne XN) ou DEFICIT reportable en avant (ligne XO) | | XN | 364 485 | | XO | |

17 Contrôles réglementaires et vérifications périodiques site de Saint Pantaléon

| Appareillages/domaine | Description | Contrôleur | Fréquence du contrôle | Réalisé/Planifié |
|------------------------------------|--|-----------------|-----------------------|--------------------------|
| Pollution de l'eau | Mesures à compter de 1999 (MES, DCO, DBO5, HC) | VEOLIA | 1 an | 05/09/2024 |
| Système de détection gaz | Contrôle chaufferie | OLDHAM | 6 mois | 15/01/2025 08/07/2025 |
| Détection CO | Vérification | OLDHAM | | |
| Système de détection incendie | Contrôle chaufferie gaz/biomasse | CHUBB | 6 mois | 13/11/2024 |
| | | CHUBB | | 12/06/2025 |
| Extincteurs | Vérification | SICLI | 1 an | 10/06/2025 |
| R.I.A. | Vérification | SICLI | 1 an | 10/06/2025 |
| Bloc éclairage autonome | Contrôle du bon fonctionnement | Organisme agréé | 1 an | 10/06/2025 |
| Système désenfumage biomasse | Vérification | SICLI | 1 an | 16/05/2025 |
| Thermographie | Contrôle | BUREAU VERITAS | 1 an | 26/03/2025 |
| Installations électriques | Contrôle | BUREAU VERITAS | 1 an | 15/04/2025 |
| Réservoir air comprimé 900 litres | Epreuves | Organisme agréé | 10 ans | 21/03/2025 |
| | Vérification intérieure et extérieure | Organisme agréé | 48 mois | 18/10/2022 |
| Réservoir air comprimé 1800 litres | Epreuves | Organisme agréé | 10 ans | 21/02/2025 |
| | Vérification intérieure et extérieure | Organisme agréé | 48 mois | 18/10/2022 |
| Portes sectionnelles stockage bois | Vérification des portes | BUREAU VERITAS | 1 an | 22/04/2024 16/10/2024 |

| Appareillages/domaine | Description | Contrôleur | Fréquence du contrôle | Réalisé/Planifié |
|--|---|-----------------------|--|--|
| Appareils de levage | Vérification | BUREAU VERITAS | 1 an | 14/03/2025 |
| Protections contre la foudre | Arrêté du 28/01/93 | Organisme agréé | 1 an | 16/10/2024 prévu le 06/10/2025 |
| Rejets atmosphériques | Article 20-2 Arrêté préfectoral du 11/03/99 Arrêté GIC | Organisme agréé | Tous les ans à partir de 2005 suite à l'arrêté GIC | Chaudière 1 Biomasse Chaudière gaz 2 BOSCH Chaudière gaz 4 VIESSMANN 1ère intervention 2025 : 10 -11/04/2025 2ème intervention 2025 prévue du 12/11/2025 au 14/11/2025 Chaudière gaz 3 SOCOMAS : 18/04/24 à faire tous le 1500 heures ou tous les 5 ans |
| Prévention et lutte contre le bruit | Arrêté préfectoral du 06/05/2004 | Organisme agréé | 1 an | 19- 20/11/2024 Prévu le 03 et 04/11/2025 |
| Exercice incendie | Rappel de consignes et exercices pratiques | Interne | 1 an | 23/09/2024 |
| Séparateur d'hydrocarbures | Nettoyage selon Arrêté du 22/12/2008 | SARP | 1 an | 16/12/2024 |
| Contrôle disconnecteur EF | Contrôle selon Décret n°2001-1220 du 20/12/2001 | SECUA | 1 an | En cours |
| Tuyauterie gaz (vérification étanchéité) | Selon le plan d'inspection - vérification visuelle + mesures d'épaisseur | DALKIA | 1 an | 23/09/2025 |
| Vérification des compteurs énergie thermique de ventes réseau + chaufferie | Vérification intégrateur annuelle + maintenance mesureur en fréquence pluriannuelle | ITRON KAMSTRUP | Pas de vérification de compteur gaz Compteur énergie tous les 3 ans | 22/03/2024 prévue le 03/11/2025 |

| Appareillages/domaine | Description | Contrôleur | Fréquence du contrôle | Réalisé/Planifié |
|--|--------------------------------|------------|--|------------------|
| Contrôle efficacité énergétique chaudières (400KW – 20 MW) | Décret 2009-648 du 9 juin 2009 | SECUA | 3 ans Vu avec Anais tous les 10 ans | 26/04/2023 |

18 Contrôles réglementaires et vérifications périodiques site du Pasa

| Appareillages/domaine | Description | Contrôleur | Fréquence du contrôle | Réalisé/Planifié |
|--|--|----------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Contrôle efficacité énergétique chaudières (400KW – 20 MW) | Décret 2009-648 du 9 juin 2009 | SECUA | 3 ans | 26/04/2023 |
| Pollution de l'eau | Mesures à compter de 1999 (MES, DCO, DBO5, HC) | VEOLIA | 3 an | EP : 19/11/2024 EU : 24/04/25 |
| Système de détection gaz | Contrôle chaufferie | OLDHAM | 6 mois | 15/01/2025 08/07/2025 |
| Système de détection incendie | Contrôle chaufferie gaz/biomasse | CHUBB | 6 mois | 13/11/2024 |
| | | CHUBB | | 12/06/2025 |
| Extincteurs | Vérification | SICLI | 1 an | 28/04/2025 |
| Bloc éclairage autonome | Contrôle du bon fonctionnement | SICLI | 1 an | 28/04/2025 |
| Système désenfumage | Vérification | SICLI | 1 an | 27/08/2025 |
| Installations électriques | Contrôle | BUREAU VERITAS | 1 an | 23/04/2025 |
| Thermographie | Contrôle | BUREAU VERITAS | 1 an | 26/03/2025 |
| Portes sectionnelles stockage bois | Vérification des portes | BUREAU VERITAS | 1 an | 02/09/2024 |
| | | ASSA ABLOY | | 14/10/2024 |
| Appareils de levage | Vérification | BUREAU VERITAS | 1 an | 26/08/2024 Prévu le 13/10/2025 |
| Protections contre la foudre | Arrêté du 28/01/93 | APAVE | 1 an | 16/10/2024 Prévu le 06/10/2025 |

| Appareillages/domaine | Description | Contrôleur | Fréquence du contrôle | Réalisé/Planifié |
|--|--|-----------------|--|------------------|
| Rejets atmosphériques | arrêté du 26 août 2013 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 | Organisme agréé | 3 ans | 26-27/11/2024 |
| Exercice incendie | Rappel de consignes et exercices pratiques | interne | 1 an | 23/09/2024 |
| Séparateur d'hydrocarbures | Nettoyage selon Arrêté du 22/12/2008 | VP | 1 an | 16/12/2024 |
| Prévention et lutte contre le bruit | Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement | BUREAU VERITAS | Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. | 29/11/2023 |
| Contrôle disconnecteur EF | Contrôle selon Décret n°2001-1220 du 20/12/2001 | DALKIA | 1 an | En cours |
| Tuyauterie gaz (vérification étanchéité) | Selon le plan d'inspection - vérification visuelle + mesures d'épaisseur | DALKIA | 1 an | 23/09/2025 |

DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33
Présents à la séance :31
Pouvoir(s):2
Absent(s):0

Date de la convocation :
Délibération n° DEL2026-012

VILLE D'AUTUN

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 8 AVRIL 2026

ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, M. Metin ALBAYRAK, M. Jean-Louis CORMIER, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Patrick CAYEUX, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET , Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Morgane BOUCHARD, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS, Mme Sophie DROUHIN, Mme Carine BEAUFILS.

ONT DONNE PROCURATION :

Mme Céline GOUDIER POSZWA donne pouvoir à Mme Monique GATIER, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Morgane BOUCHARD

OBJET : Administration Générale - Convention de soutien "Communes et groupements communaux" pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5221-1 relatif à la coopération intercommunale ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.541-10 et R.543-53 à R.543-56 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2016 modifié relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des emballages ménagers ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de la responsabilité élargie des producteurs, les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit

des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer qui assurent le nettoyage des déchets d'emballages ménagers abandonnés

Considérant que par un arrêté du 30 septembre 2022, le cahier des charges d'agrément de CITEO a été modifié, notamment pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoyage et à la réduction des déchets abandonnés sur l'espace public (article IV.7 du Cahier des charges). Les coûts à couvrir ne concernent que les déchets abandonnés diffus issus des produits relevant de l'agrément de la Société agréée. La couverture des coûts de nettoyage des dépôts illégaux de déchets abandonnés – c'est-à-dire des amoncellements de déchets concentrés (dépôts sauvages) – ne sont pas objets du recouvrement des coûts ;

Considérant qu'à cette fin, et en concertation avec les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières responsabilité élargie producteurs, CITEO a élaboré une convention-type : la Convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus, proposée à toutes communes et groupements de communes à fiscalité propre ayant en charge le nettoyage des déchets, par distinction avec les « autres personnes publiques » ;

Considérant qu'avec ce conventionnement, la ville d'Autun est éligible à des soutiens financiers ;

Considérant que la Commune a créé spécifiquement une brigade de proximité avec des agents recrutés et formés pour faire de la pédagogie et apporter leurs conseils en ce qui concerne les règles de tri des déchets.

Considérant que la ville assure des opérations de nettoyage des déchets abandonnés, ainsi que des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon des déchets d'emballages ménagers dans l'environnement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : D'APPROUVER la Convention de soutien « Communes et groupements communaux » pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus entre la ville d'Autun et CITEO ;

Article 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2027, renouvelable jusqu'au 31 décembre 2029.

Pour Extrait Conforme,

La secrétaire de Séance

Morgane BOUCHARD

Le Maire,

Vincent CHAUVET

Projet de

Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

« Communes et groupements communaux »

OCAPEM

Entre

[Dénomination de l'éco-organisme]

[Forme sociale] au capital de [montant] EUR, immatriculée sous le n°[...] au RCS de [ville] ayant son siège social au [adresse complète],

Représentée par [Civilité prénom et Nom], Directeur[rice] régional[e], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « L'Eco-organisme »,

D'une part,

Et

[Nom de la Collectivité ou de la Collectivité mandataire du Groupement]

dont le siège social est situé [...], enregistré au répertoire SIREN sous le n° [Numéro SIREN], représenté[e] par [...], en sa qualité de [...], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties », et individuellement « la Partie »,

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026

ID : 071-217100148-20260408-DEL_012_2026-DE



OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

SPECIMEN

Sommaire

| | |
|---|----|
| A - Cadre général | 5 |
| PREAMBULE..... | 5 |
| Article 1 – Définitions..... | 5 |
| Article 2 – Objet de la Convention..... | 5 |
| Article 3 – Prise d’effet et durée..... | 6 |
| Article 4 – Eligibilité..... | 6 |
| 4.1 - Conditions générales d’élégibilité..... | 6 |
| 4.2 - Conditions particulières d’élégibilité pour les Syndicats..... | 7 |
| Article 5 – Groupements et obligations de la Collectivité mandataire..... | 7 |
| Article 6 - Collaboration des Parties..... | 8 |
| 6.1 – Obligation de bonne foi et de diligence..... | 8 |
| 6.2 - Interlocuteurs respectifs..... | 8 |
| 6.3 – Obligation d’information..... | 9 |
| Article 7 - Coexistence des éco-organismes..... | 9 |
| 7.1 – Interdiction des doubles financements..... | 9 |
| 7.2 - Délai de prévenance en cas de changement d’Eco-organisme :..... | 9 |
| Article 8 - Dématérialisation des relations contractuelles..... | 9 |
| Article 9 – Mise en signature..... | 9 |
| B - Mise en œuvre de la lutte contre les Déchets Abandonnés Diffus d’EM par la Collectivité (ou le Groupement) | 10 |
| Article 10 – Informations de la Collectivité..... | 10 |
| Article 11 – Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus..... | 10 |
| Article 12 – Suivi et contrôle..... | 11 |
| 12.1 - Suivi des Actions..... | 11 |
| 12.2 - Contrôle de la bonne exécution de la Convention..... | 11 |
| Article 13 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions..... | 11 |
| C – Accompagnement proposé par l’Eco-organisme | 12 |
| Article 14 – Accompagnement financier fourni par l’Eco-organisme..... | 12 |
| 14.1 - Détermination du soutien..... | 12 |
| 14.2 – Conditions de versement du soutien..... | 12 |

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

| | |
|--|-----------|
| Article 15 – Accompagnement technique fourni par l'Eco-organisme | 13 |
| Article 16 – Gestion des non-conformités | 13 |
| D – Compléments juridiques | 13 |
| Article 17 – Précisions contractuelles | 14 |
| 17.1 – Propriété intellectuelle..... | 14 |
| 17.2 – Assurance et responsabilité..... | 15 |
| 17.3 – Données à caractère personnel | 16 |
| 17.4 – Confidentialité, transmission et utilisation des données | 16 |
| 17.4.1 Principe..... | 16 |
| 17.4.2 Exceptions | 16 |
| 17.5 - Modification de la Convention | 17 |
| 17.5.1 – Modification de la Convention type de lutte contre les déchets abandonnés diffus..... | 17 |
| 17.5.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité..... | 18 |
| 17.5.2.1 – Modifications statutaires | 18 |
| 17.5.2.2 – Autres modifications..... | 19 |
| 17.6 – Résiliation de la Convention..... | 19 |
| 17.6.1 – Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement. | 19 |
| 17.6.2 – Résiliation sans faute..... | 19 |
| 17.6.3 – Conséquences du terme contractuel | 20 |
| Article 18 – Dispositions diverses..... | 20 |
| 18.1 – Invalidité partielle | 20 |
| 18.2 – Non-renonciation | 20 |
| 18.3 – Force majeure et autres circonstances exceptionnelles | 21 |
| 18.4 – Règlement des différends | 21 |
| E – Annexes | 22 |
| Annexe 1. Glossaire..... | 22 |
| Annexes Différenciantes..... | 22 |
| Annexe 2. Modalités de paiement et de déclaration..... | 22 |
| Annexe 3. Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus | 22 |
| Annexe 4. Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme | 22 |
| Annexe 5. Détails des pièces techniques et données de suivi..... | 22 |

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026

ID : 071-217100148-20260408-DEL_012_2026-DE



OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

SPECIMEN

A - Cadre général

PREAMBULE

L'Eco-organisme a été agréé pour permettre à ses adhérents de s'acquitter de leurs obligations légales et réglementaires en matière de déchets issus des emballages ménagers.

Le Cahier des charges d'agrément pour la Filière REP Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (« EMPG ») prévoit que l'Eco-organisme contribue aux coûts optimisés des opérations de Nettoiement des déchets abandonnés diffus des emballages ménagers (« EM ») et accompagne les collectivités et leurs Groupements dans la lutte contre les déchets abandonnés diffus d'EM.

La Collectivité est en charge des opérations de Nettoiement de déchets abandonnés diffus et de la propreté de l'espace public. Elle contracte en son nom propre ou en cas de Groupement, pour ses membres.

L'Eco-organisme et la Collectivité (ou le Groupement) entendent coopérer dans le cadre de la lutte contre les déchets abandonnés diffus d'EM.

Il a été exposé ce qui suit :

Article 1 – Définitions

Pour l'application de la Convention, les termes correspondant aux notions définies par la législation, en particulier celles visées aux articles L. 541-1-1 et R. 543-43 et suivants, et R. 543-207 du code de l'environnement (définition d'emballages, d'emballages ménagers, papiers graphiques), ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Les dénominations spécifiquement utilisées dans la Convention sont définies dans le Glossaire en Annexe 1.

Article 2 – Objet de la Convention

La Convention a pour objet d'organiser la coopération de l'Eco-organisme et de la Collectivité ou de son Groupement au titre de la lutte contre les Déchets abandonnés diffus.

Elle organise d'abord les conditions dans lesquelles l'Eco-organisme contribue aux coûts des opérations de Nettoiement des Déchets abandonnés diffus issus d'EM, assurées par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Elle a également pour objet de prévoir :

- Les actions de diagnostic ;

- Les actions d'accompagnement pour permettre à la Collectivité (ou au Groupement) de déployer des Coûts optimisés des opérations de Nettoyement ;
- Les actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir les Déchets abandonnés diffus issus d'EM dans l'environnement que mène l'Eco-organisme en lien avec la Collectivité (ou le Groupement).

Article 3 – Prise d'effet et durée

1. La Convention prend effet au premier jour du semestre de la date de signature par toutes les Parties.

Son terme est fixé au 31 décembre 2027.

2. Elle est tacitement reconduite pour une nouvelle période allant jusqu'au 31 décembre 20[XX = date de la fin de la prochaine période d'agrément] maximum, sauf dénonciation notifiée par lettre recommandée avec accusé réception par l'une des Parties à l'autre Partie avant le 1^{er} octobre 2027.

La date de la notification est celle de la signature de l'avis de réception. Toutefois, lorsque l'avis de réception n'a pas été signé par son destinataire ou une personne munie d'un pouvoir à cet effet, la date de la notification est celle de la présentation de la lettre recommandée.

Cette reconduction est possible dans la mesure où les dispositions du Cahier des charges applicables en matière de lutte contre les Déchets abandonnés diffus restent identiques.

Le cas échéant, la présente Convention se substitue à la convention ayant un objet similaire précédemment signée entre les Parties.

Article 4 – Eligibilité

4.1 - Conditions générales d'éligibilité

Sont éligibles à la présente Convention toute commune, tout établissement public de coopération intercommunal, ainsi que leur Groupement, qui respecte les conditions cumulatives suivantes :

- 1 Justifier d'une Population municipale égale ou supérieure à 1 500 habitants au sein du Périmètre sauf pour les communes touristiques ;
A titre dérogatoire, jusqu'au 31 décembre 2025, cette condition n'est pas applicable aux Collectivités de moins de 1 500 habitants qui bénéficiaient d'une convention ayant un objet similaire à la présente Convention avant sa prise d'effet.
A compter du 1er janvier 2026, la Convention sera résiliée de plein droit au titre de l'inéligibilité de la Collectivité conformément à l'article 17.6 (Résiliation de la Convention) si elle ne justifie pas d'une Population municipale égale ou supérieure à 1 500 habitants au sein du Périmètre, et elle devra avoir rejoint un Groupement pour bénéficier des dispositifs de soutiens et d'accompagnement prévus par la présente Convention.
- 2 Justifier être en charge de tout ou partie du Nettoyement sur les Espaces publics de son territoire ;

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

- 3 Ne pas bénéficier d'une autre convention avec un éco-organisme relevant de la Filière REP EMPG ayant pour objet la lutte contre les Déchets abandonnés diffus pour la période concernée pour tout ou partie du Périmètre ;
- 4 Avoir transmis une délibération du maire/président autorisant la signature de la présente Convention.

Pour les communes, la condition supplémentaire suivante s'applique :

5. Ne pas être membre d'un établissement public de coopération intercommunal ayant d'ores et déjà conclu une convention avec un éco-organisme relevant de la Filière REP EMPG ayant pour objet la lutte contre les Déchets abandonnés diffus.

L'éligibilité de la Collectivité (ou du Groupement) est vérifiée par l'Eco-organisme préalablement à la signature de la Convention et peut être contrôlée à tout moment.

4.2 - Conditions particulières d'éligibilité pour les Syndicats

En sus des critères susvisés, les Syndicats sont éligibles à la Convention s'ils respectent les conditions cumulatives suivantes :

- 1 Justifier de l'information, notamment dans la délibération des adhérents réalisant la salubrité publique des enjeux, des engagements et des soutiens liés à la Convention (par exemple une réunion publique, un webinar...);
- 2 Justifier de la redistribution de tout ou partie des soutiens à ses adhérents notamment dans la délibération de signature de la présente Convention ;
- 3 Justifier d'Actions à mener de lutte contre les déchets abandonnés diffus impliquant l'ensemble des compétences territoriales (syndicats et salubrité publique des communes) concernées et validées par l'Eco-Organisme. Ces Actions sont précisées dans l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*) de la présente Convention.

L'éligibilité du Syndicat est vérifiée par l'Eco-organisme préalablement à la signature de la Convention, et peut être contrôlée à tout moment.

Article 5 – Groupements et obligations de la Collectivité mandataire

1. En cas de Groupement pour la réalisation du Plan de lutte déchets abandonnés, une Collectivité est désignée comme mandataire par et pour les membres de son Groupement.

Avant signature de la Convention, la Collectivité transmet à l'Eco-organisme la liste des collectivités membres de son Groupement pour constituer son Périmètre, qu'elle renseigne sur la plateforme mise à disposition par l'Eco-organisme.

La liste des membres est modifiable via la plateforme, en cas d'évolution des membres du Groupement en cours de Convention. L'Eco-organisme prend en compte le nouveau Périmètre et ajuste en cohérence les soutiens, avec prise d'effet au premier jour du semestre suivant la prise d'effet de l'évolution.

2. La Collectivité, en tant que mandataire, est la seule interlocutrice de l'Eco-organisme.

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

A ce titre, la Collectivité mandataire est la seule à recevoir le soutien de l'Eco-organisme au titre de l'article 14 (*Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme*), et fait son affaire de reverser tout ou partie des sommes perçues aux membres de son Groupement.

3. La Collectivité mandataire s'assure que les membres du Groupement respectent les obligations relevant de la présente Convention, et en particulier celles issues des articles 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés*) et 12 (*Suivi et contrôle*).

4. Le non-respect des obligations du présent article est constitutif de manquement et entraîne des sanctions au titre de l'article 16 (*Gestion des non-conformités*).

Article 6 - Collaboration des Parties

6.1 – Obligation de bonne foi et de diligence

Les Parties exécutent de bonne foi et avec diligence les obligations qui résultent respectivement pour elles de la Convention.

Elles collaborent de la même manière et en tant que de besoin, afin d'assurer la parfaite exécution de cette dernière.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme à transmettre les contacts et les noms des signataires de la Convention à des sociétés agréées pour d'autres filières REP qui seraient fondés à financer des opérations de Nettoyement.

6.2 - Interlocuteurs respectifs

Les Parties désignent en leur sein un interlocuteur "lutte contre les déchets abandonnés" pour l'exécution de la Convention. Elles échangent les coordonnées de leurs interlocuteurs respectifs, en particulier leurs adresses électroniques.

Pour ce faire, les Parties désignent, à la signature de la présente Convention, une personne chargée d'être Responsable « *Lutte contre les Déchets Abandonnés* » ou « LDA » au nom de la Collectivité (ou du Groupement). En cas de Groupement ce responsable doit être rattaché à la Collectivité signataire.

Le rôle du Responsable LDA de la Collectivité (ou du Groupement) sera *a minima* :

- D'être l'interlocuteur privilégié de l'Eco-organisme dans l'application de la Convention ;
- De veiller à la bonne application des dispositions de la Convention au sein de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- D'animer la thématique « *Lutte contre les déchets abandonnés* » au sein de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- De veiller à la coordination des parties prenantes pour lutter efficacement contre les Déchets abandonnés diffus sur le Périmètre de la Collectivité (ou du Groupement).

Chaque Partie informe l'autre de tout changement d'interlocuteur, préalablement au changement effectif.

6.3 – Obligation d’information

La Collectivité (ou le Groupement) a une obligation générale d’informer l’Eco-organisme de tout fait interne ou externe, affectant ou étant susceptible d’affecter la réalisation des Actions et/ou d’affecter son éligibilité au sens de l’article 4 (*Eligibilité*).

La Collectivité (ou le Groupement) s’engage en particulier à informer, sans délai, l’Eco-organisme :

- (i) des difficultés éventuellement rencontrées dans la mise en œuvre des Actions,
- (ii) en cas de modification de son Périmètre, son statut, sa composition et ses compétences en lien avec la Convention.

Article 7 - Coexistence des éco-organismes

7.1 – Interdiction des doubles financements

La Collectivité ne peut percevoir deux fois des soutiens de la Filière REP EMPG pour un même périmètre et une même période. En ce sens, la Collectivité ne peut bénéficier du soutien et de l’accompagnement d’un seul Eco-organisme de la Filière au titre la lutte contre les Déchets abandonnés diffus, pour un Périmètre et la durée de la Convention.

7.2 - Délai de prévenance en cas de changement d’Eco-organisme :

Si la Collectivité (ou le Groupement) souhaite conventionner avec un autre éco-organisme pour la lutte contre les Déchets abandonnés diffus à l’issue du terme de la Convention, il lui appartient de notifier sa décision par lettre recommandée avec accusé réception avant le 30 septembre de l’année N pour un changement l’année N+1.

(La date de la notification est celle de la signature de l’avis de réception. Toutefois, lorsque l’avis de réception n’a pas été signé par son destinataire ou une personne munie d’un pouvoir à cet effet, la date de la notification est celle de la présentation de la lettre recommandée.

Article 8 - Dématérialisation des relations contractuelles

Dans le cadre de l’exécution de la Convention, la signature, les déclarations, les facturations et la transmission de justificatifs sont dématérialisés entre la Collectivité (ou le Groupement) et l’Eco-organisme, sauf précision contraire prévue par la Convention.

Article 9 – Mise en signature

La Convention est signée au moyen d’un outil électronique approuvé par les Parties, par le représentant légal de la Collectivité (ou du Groupement) et de l’Eco-organisme, dûment habilité à signer la Convention.

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

Les Parties s’engagent à recourir à un procédé fiable d’identification présentant un niveau de sécurité satisfaisant.

Les Parties s’assurent de la véracité et de la conformité des informations inscrites à la Convention.

Chaque Partie est seule et pleinement responsable :

- De l’utilisation régulière et sécurisée des accès à l’outil électronique dont elle dispose ;
- De la vérification des informations avant la signature.

B - Mise en œuvre de la lutte contre les Déchets Abandonnés Diffus d’EM par la Collectivité (ou le Groupement)

Article 10 – Informations de la Collectivité

La Collectivité (ou le Groupement) transmet les pièces justificatives administratives nécessaires à la bonne exécution de la Convention et notamment au versement des soutiens, listées à l’Annexe 2 (*Modalités de paiement*).

La transmission par voie dématérialisée de ces pièces est réalisée selon les modalités visées à cette Annexe.

Article 11 – Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus

La Collectivité (ou le Groupement) s’engage à suivre les Actions indiquées ci-après, visant à prévenir et traiter les Déchets abandonnés diffus et à réaliser des opérations de Nettoyement dans son Périmètre.

La Collectivité (ou le Groupement) s’engage à mener les Actions détaillées dans l’Annexe 3 (*Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus*) et comprenant notamment les Actions suivantes sur l’intégralité du Périmètre :

- **Pour les Collectivités ou Groupements de moins de 25 000 habitants** : un questionnaire relatif aux problèmes de déchets abandonnés ;
- **Pour les Collectivités ou groupements de 25 000 habitants ou plus** : un Plan de lutte contre les déchets abandonnés comprenant *a minima* des Actions de :
 - Pilotage
 - Prévention
 - DiagnosticCe diagnostic devra intégrer *a minima* les éléments suivants :

- Cartographie des Hotspots
- Evaluation du sentiment de propreté
- Evaluation des coûts

Article 12 – Suivi et contrôle

12.1 - Suivi des Actions

La Collectivité (ou le Groupement) transmet à l'Eco-organisme les pièces techniques justificatives et les données de suivi relatives aux Actions menées.

Les Actions menées font en outre l'objet d'une déclaration annuelle des indicateurs de suivi (PLDA) conditionnant le versement des soutiens.

Ces éléments sont transmis selon les modalités prévues aux Annexes 3 (*Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus*) et 5 (*Détails des pièces techniques et données de suivi*).

12.2 - Contrôle de la bonne exécution de la Convention

L'Eco-organisme peut procéder ou faire procéder à des contrôles sur pièces/ou sur place, afin de vérifier la bonne exécution des obligations nées de la Convention et particulièrement de la mise en œuvre des Actions.

Dans ce cadre, la Collectivité (ou le Groupement) s'engage à fournir à l'Eco-organisme les éléments sollicités au plus tard sous un mois suivant sa demande.

En cas de non-conformités relevées, l'Eco-organisme se réserve le droit de sanctionner la Collectivité dans les conditions prévues à l'article 16 (*Gestion des non-conformités*).

Article 13 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions

1. La Collectivité (ou le Groupement) et l'Eco-organisme coopèrent afin d'organiser une communication efficace sur la mise en œuvre des Actions.

2. A ce titre, la Collectivité (ou le Groupement) transmet tout projet de support de communication relatif à la mise en œuvre des Actions au minimum dix (10) jours ouvrés avant sa diffusion à l'Eco-organisme pour avis et acceptation. Le silence gardé par l'Eco-organisme à l'issue de ce délai vaut acceptation tacite de diffusion.

3. Pour toute action de communication liée aux Actions prévues par la Convention impliquant l'apposition du logo-type de l'Eco-organisme (exemple : support de sensibilisation), l'autorisation préalable et expresse de l'Eco-organisme est nécessaire.

C – Accompagnement proposé par l'Eco-organisme

Article 14 – Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme

14.1 - Détermination du soutien

L'Eco-organisme verse un soutien financier selon le barème suivant :

| Typologie de milieu de la collectivité | Montant (€/habitant/an) |
|--|-------------------------|
| Urbain : commune dont la population est égale ou supérieure à 5 000 habitants permanents | 3,2 |
| Rural : commune dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents | 0,9 |
| Urbain dense : communes dont la population est égale ou supérieure à 50 000 habitants permanents | 4,3 |
| Touristique (hors urbain dense) : communes qui remplissent au moins l'un des critères suivants : - plus de 1,5 lit touristique par habitant ; - un taux de résidence secondaire supérieur à 50 % ; - au moins 10 commerces pour 1 000 habitants | 3,5 |

Pour les collectivités des territoires d'Outre-mer concernées par l'application du quatrième alinéa de l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement relatif à la majoration du barème, les barèmes de soutiens mentionnés au tableau précédant sont majorés en leur appliquant un coefficient multiplicateur de 1,7.

Le nombre d'habitants est calculé au regard des données INSEE N-1. Il est mis à jour chaque année pour le calcul des soutiens financiers dont bénéficie la Collectivité (ou le Groupement).

Les critères pour la commune dite "touristique" se basent sur la dernière année connue de la donnée INSEE.

14.2 – Conditions de versement du soutien

Les soutiens financiers sont versés à la Collectivité (ou au Groupement) sous réserve de la mise en œuvre des Actions prévues à l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*).

Les modalités de versement des soutiens sont prévues à l'Annexe 2 (*Modalités de paiement et de déclaration*).

Article 15 – Accompagnement technique fourni par l'Eco-organisme

Additionnellement aux soutiens financiers, la Collectivité (ou le Groupement) bénéficie d'un soutien technique pour la lutte contre les Déchets abandonnés diffus, fourni par l'Eco-organisme et précisé en Annexe 4 (*Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme*).

Article 16 – Gestion des non-conformités

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, la présente Convention peut être résiliée à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

Si dans le cadre du suivi ou d'un contrôle, l'Eco-organisme constate un manquement de la Collectivité (ou du Groupement) aux obligations prévues par l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*), l'Eco-organisme adressera une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception à la Collectivité ou au Groupement.

La Collectivité (ou le Groupement) dispose alors d'un délai de quarante (40) jours calendaires pour fournir :

- Tout élément justificatif pour démontrer le caractère infondé du manquement invoqué ;
- Tout élément de nature à démontrer la régularisation du manquement invoqué.

A défaut de réponse sous ce délai, ou à défaut de transmission d'éléments probants tels que susvisés, l'Eco-organisme sera en droit, sans qu'aucune autre formalité ne soit nécessaire, de prendre tout ou partie des mesures suivantes :

- Suspendre le versement des soutiens financiers avec effet immédiat ;
- Émettre un titre de créance pour les soutiens indûment versés. Cette somme pourra donner lieu, à la discrétion de l'Eco-organisme, à remboursement ou à compensation avec un autre soutien dont bénéficie la Collectivité en contrat avec l'Eco-organisme ;
- Résilier la Convention pour manquement contractuel conformément à l'article 17.6 (*Résiliation de la Convention*).

D – Compléments juridiques

Article 17 – Précisions contractuelles

17.1 – Propriété intellectuelle

L'Eco-Organisme peut exploiter et diffuser librement tous les Résultats issus de l'exécution de la Convention. La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) reconnaît et accepte que la diffusion de bonnes pratiques par le biais d'outils de communication et de promotion utilisables autant par la Collectivité que par l'Eco-organisme et ses partenaires, notamment pour en faire bénéficier les autres Collectivités, constitue une condition essentielle et déterminante pour l'Eco-organisme. L'Eco-organisme peut notamment faire des reportages vidéo et/ou photo dans ce cadre.

La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) concède à l'Eco-organisme, à titre non-exclusif, au fur et à mesure de la réalisation des Résultats, tous les droits d'auteur qui y sont attachés, à savoir :

- le droit de reproduction, qui comprend le droit de les reproduire en nombre, en tout ou en partie, en tous formats et sur tous supports connus et inconnus à ce jour (notamment sur des brochures, documents de communication interne ou externe, presse, CD-Rom, DVD, Intranet, Internet, Extranet etc.) et par tous procédés de fixation matérielle connus ou inconnus à ce jour (notamment numériques, électroniques etc.) ;
- le droit de représentation, qui comprend le droit de les communiquer et de les diffuser ou de les faire communiquer et diffuser au public, directement ou indirectement, une ou plusieurs fois, en intégralité ou par extraits, par tous moyens connus ou inconnus à ce jour (notamment par projection publique lors de manifestations publiques ou événementielles, sur Internet, Intranet, Extranet, etc.) ;
- le droit d'adaptation, qui comprend, sous réserve du respect du droit moral des auteurs, le droit de procéder aux fins de reproduction et de représentation, en tout ou partie, à toute adaptation, adjonction, suppression ou changement d'un élément quelconque des Résultats et d'une manière générale, à toute modification, et le droit de reproduire ou représenter ces adaptations, ainsi que de les traduire en toutes langues.

La présente concession est consentie aux fins de l'exploitation par l'Eco-organisme à des fins d'étude, de diffusion, de communication et de promotion des appels à projets et des bonnes pratiques, pour toute la durée légale des droits d'auteur applicable à ce jour et dans l'avenir, en France et à l'étranger, et pour le monde entier.

L'Eco-organisme peut accorder aux autres sociétés de son groupe ou à ses partenaires éventuels (par exemple l'ADEME) toutes les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Résultats, dans la limite des droits conférés par la Convention et dans les mêmes conditions que celles prévues au présent article.

Par application de l'alinéa 2 de l'article L. 131-4 du Code de la propriété intellectuelle, le montant des soutiens financiers définis à la Convention inclut la rémunération de la concession des droits prévue au présent article.

Si la Collectivité (ou le Groupement) devait utiliser des droits de propriété intellectuelle de tiers, il veille à obtenir auprès d'eux la concession desdits droits et/ou les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Résultats par l'Eco-organisme.

17.2 – Assurance et responsabilité

Responsabilité et Garantie

1. Chaque Partie déclare détenir tous les droits, compétences légales ou réglementaires et autorisations nécessaires lui permettant de conclure la Convention et de mettre en œuvre les Actions.

Le cas échéant, la Collectivité (ou le Groupement) reconnaît bénéficier des transferts de compétences nécessaires, des conventionnements, de la délégation ou encore du mandat nécessaire à l'exécution de la Convention de la part de ses collectivités membres.

2. Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle de la Convention, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution de la Convention.

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels elle recourt pour l'exécution de la Convention à prendre toutes les dispositions pour leur répercuter en miroir ses propres obligations contractuelles vis-à-vis de l'autre Partie.

3. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice résultant des activités de l'autre Partie, ainsi que de la mise en œuvre des Actions, retard ou de non-réalisation de tout ou partie des Actions aux torts de l'autre Partie.

La Collectivité ou les membres du Groupement ne peuvent tenir l'Eco-organisme pour responsable de l'organisation du Groupement, de la répartition financière entre les membres, ou de sanctions appliquées au mandataire qui pourraient se répercuter sur les membres du Groupement en cas de manquement.

4. Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

5. Les Parties s'accordent, dès la conclusion de la Convention, pour interpréter les recommandations ou avis qui pourraient être dispensés par l'Eco-organisme pour la mise en œuvre des Actions, comme insusceptibles en tant que tels d'engager sa responsabilité vis-à-vis de la Collectivité (ou du Groupement), non-plus que le non-succès des opérations de mise en place des avis et recommandations.

6. La Collectivité (ou le Groupement) garantit à l'Eco-organisme l'originalité ainsi que la libre et paisible exploitation des Résultats et garantit l'Eco-organisme contre tout recours ou action d'un tiers en lien avec les Résultats.

7. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

Assurance

La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) s'engage à disposer de toutes les assurances et garanties nécessaires pour la prémunir contre les risques découlant des actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus, et notamment d'une police d'assurance souscrite auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables couvrant les responsabilités et/ou les dommages de toute nature qui peuvent survenir à l'occasion des Actions. La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) renonce à recourir contre l'Eco-organisme et ses assureurs, et s'engage à obtenir la même renonciation de ses assureurs.

17.3 – Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la Réglementation Informatique et Libertés.

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

En application de la Réglementation Informatique et Libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

17.4 – Confidentialité, transmission et utilisation des données

17.4.1 Principe

Les données et informations individuelles de la Collectivité, qui auront été transmises à l'Eco-organisme par la Collectivité (ou le Groupement) pour l'application de la présente Convention, et expressément identifiées comme confidentielles sont considérées comme des informations confidentielles au titre de la présente Convention (ci-après « Informations confidentielles »).

L'Eco-organisme s'engage à les traiter comme telles et à ne pas les utiliser à des fins autres que l'exécution de ses missions au titre du Cahier des charges.

La Collectivité (ou le Groupement) reste libre de les exploiter à sa convenance et de lever cette confidentialité pour permettre la publication de tout ou partie de ses données et informations individuelles.

Tant que la confidentialité n'est pas levée par la Collectivité (ou le Groupement), l'Eco-organisme s'engage à ne pas communiquer à des tiers des Informations confidentielles de la Collectivité autrement que sous une forme agrégée.

La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

17.4.2 Exceptions

1. L'Eco-organisme peut néanmoins librement utiliser, diffuser et/ou publier ces données sous une forme agrégée, notamment pour communiquer dans le cadre d'informations régionales ou nationales. On entend par données sous une forme agrégée des données portant sur des indicateurs nationaux, régionaux ou départementaux et ne permettant pas d'identifier les données individuelles de la Collectivité.

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

2. Par dérogation aux stipulations de l'article 17.4.1 (*Exceptions*), l'Eco-organisme peut transmettre à l'ADEME, dans le respect du secret industriel et commercial, les données et informations utiles à l'exercice des missions de cette dernière.

La transmission de ces données est subordonnée au respect, par l'ADEME, de la confidentialité des données et informations transmises.

3. Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution de la Convention pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie Emettrice ;
- elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et qu'elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- leur confidentialité a été levée par les Parties ;
- elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement internes entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie Réceptrice n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- leur utilisation et leur divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie Émettrice ;
- la loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire obligerait à divulguer, y compris sous forme de mise à disposition du public. Dans le cas où la divulgation ne serait pas imposée par un texte à portée générale (loi ou règlement), la Partie réceptrice s'engage à informer la Partie émettrice de la divulgation concernée.

17.5 - Modification de la Convention

17.5.1 – Modification de la Convention type de lutte contre les déchets abandonnés diffus

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur la présente Convention, celle-ci est modifiée en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé.

Si la Collectivité (ou le Groupement) refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. La Convention peut alors être résiliée par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

17.5.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité

17.5.2.1 – Modifications statutaires

Les modifications statutaires sont les modifications concernant :

- le nom de la Collectivité ;
- la structure juridique de la Collectivité ;
- le Périmètre de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- la compétence de la Collectivité (ou du Groupement) en matière de collecte et/ou traitement des déchets ménagers.

a) Information de l'Eco-organisme

La Collectivité (ou du Groupement) informe l'Eco-organisme de toute modification statutaire via l'espace dématérialisé dédié, au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire. La Collectivité transmet, dans le même délai, la copie du ou des acte(s) modificatif(s) (arrêté(s) préfectoral(ux) et statuts) attestant de la modification.

b) Prise d'effet aux fins de la présente Convention

Changement de nom, de structure juridique

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins de la présente Convention :

- au 1er janvier de la même année si la modification prend effet un 1er janvier ;
- le premier jour du trimestre civil suivant la prise d'effet de la modification, dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Changement de Périmètre et/ou de compétence

Si l'Eco-organisme est informé et reçoit la délibération avant le 31 mars (N+1) de l'année suivant la prise d'effet du changement de périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier :

- de la même année (N) si le changement prend effet un 1er janvier N ;
- de l'année suivante (N+1), dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé et reçoit la délibération après le 31 mars (N+1) de l'année suivant la prise d'effet du changement de périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

La modification du Périmètre ne donne pas lieu à un avenant.

c) Réception et actualisation

L'Eco-organisme accuse réception des modifications statutaires déclarées conformément au présent article en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de la modification aux fins de la présente Convention.

17.5.2.2 – Autres modifications

Toute autre modification des données spécifiques à la Collectivité (ou au Groupement) doit être déclarée sur l'espace dématérialisé dédié au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de cette modification.

La modification ainsi déclarée est prise en compte, aux fins de la présente Convention, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel intervient la modification.

L'Eco-organisme en accuse réception en actualisant les données de la Collectivité (ou du Groupement) sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de cette modification aux fins de la présente Convention.

17.6 – Résiliation de la Convention

17.6.1 – Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement

En cas de manquement de la part de l'une des Parties dans l'exécution de la Convention, l'autre Partie pourra décider de résilier la Convention, sous réserve du respect d'un préavis de trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse, et ce sans préjudice des dommages et intérêts éventuels qu'elle serait susceptible de réclamer en réparation de son préjudice.

S'agissant particulièrement des manquements de la Collectivité (ou du Groupement) au titre des articles 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*), et 12.1 (*Suivi des Actions*), outre ou indépendamment de la résiliation, ils pourront entraîner, sur décision de l'Eco-organisme, une suspension des soutiens prévus par la Convention, une révision de la participation financière de l'Eco-organisme et/ou le remboursement des sommes déjà versées. La résiliation n'est pas un préalable à la prise de ces deux types de sanctions.

17.6.2 – Résiliation sans faute

Dans les cas suivants :

- tout ou partie de l'agrément dont bénéficie l'Eco-organisme ne serait pas renouvelé à son profit ou en cas de retrait dudit agrément ;
- la Collectivité (ou le Groupement) ne remplit plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article 4 (*Eligibilité*) ;

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

- la Collectivité (ou le Groupement) refuse la signature d'un avenant dématérialisé rendu nécessaire par une évolution du Cahier des charges ;

L'une ou l'autre des Parties peut résilier la Convention sans faute, ni préavis.

La décision de résiliation prise par l'une des Parties en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit de l'autre Partie.

La Partie résiliante notifie son intention à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. La date effective de résiliation ne peut être antérieure à l'événement motivant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation de la Convention prend effet en cours d'année, le montant des soutiens financiers sera calculé au *pro rata temporis* au regard de la date de résiliation.

17.6.3 – Conséquences du terme contractuel

Quelle que soit la cause de la cessation des relations contractuelles :

- Les sommes dues par l'une des Parties à l'autre Partie en exécution de la Convention, sans préjudice des stipulations particulières relatives à la sanction des manquements contractuels, demeurent dues ;
- Les droits concédés à l'Eco-organisme tel que prévu à l'Article 17.1 (*Propriété intellectuelle*) ci-dessus, demeureront acquis à l'Eco-organisme ;
- La Collectivité (ou le Groupement) remettra à l'Eco-organisme tous les éléments relatifs aux Résultats, achevés ou non, et chacune des Parties s'engage à restituer tous les documents qui auront pu lui être remis par l'autre Partie dans le cadre de la mise en œuvre des Actions, et ce dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la fin de la Convention ;
- Les données relatives aux Actions transmises par la Collectivité (ou le Groupement) en exécution de la Convention seront conservées par l'Eco-organisme. Les données personnelles le cas échéant échangées dans le cadre de la Convention relèvent du régime fixé à l'article 17.3 (*Données à caractère personnel*).

Les présentes stipulations sont également applicables en cas de fin normale de la Convention.

Article 18 – Dispositions diverses

18.1 – Invalidité partielle

Si l'une des conditions ou clauses de la Convention devient invalide, illégale ou non exécutoire, pour quelle que cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres conditions et clauses de la Convention, et la Convention sera interprétée comme si cette condition ou clause n'en avait jamais fait partie. Dans la limite des dispositions légales, un accord reflétant l'intention originelle des Parties sera autant que possible substitué aux conditions et clauses devenues invalides ou non exécutoires.

18.2 – Non-renonciation

Toute renonciation à l'une des dispositions de la Convention doit être faite par un écrit signé par les Parties. A défaut d'écrit, le fait, par l'une des Parties, de ne pas exiger l'exécution parfaite par une autre Partie de l'une de ses obligations, n'affectera en aucune façon le droit de demander ladite exécution à une date ultérieure et ne pourra donc être considéré comme une renonciation aux droits découlant desdites obligations, pas plus qu'il ne sera constitutif d'un quelconque droit acquis.

18.3 – Force majeure et autres circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles :

- La force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil,
- Ainsi que tout évènement, même prévisible et résistible, de nature à déséquilibrer de manière substantielle l'économie de la Convention, c'est-à-dire, à rendre l'exécution de son obligation par la Partie affectée par la circonstance exceptionnelle, soit difficile, en ce qu'elle requiert la mise en place de mesures manifestement déraisonnables, soit manifestement trop onéreuse par rapport à l'économie de la présente Convention, en ce compris, mais sans s'y limiter, les évènements relevant des conditions de mise en œuvre du Cahier des Charges de la REP EMPG telle que la coordination entre éco-organismes agréés de la filière REP EMPG, ou les évolutions brutales du marché dont dépend la Convention.

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution de la Convention. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur la Convention.

L'autre Partie peut résilier sans faute, ni préavis, la Convention lorsque l'inexécution contractuelle excède une durée de deux mois. Elle notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. Cette date est postérieure à celle à laquelle expire le délai de deux mois précité.

18.4 – Règlement des différends

La Convention est soumise au droit français, et exécutée en langue française.

Les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles portant sur l'interprétation, la formation, l'exécution ou la cessation de la Convention et préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du ressort de Paris.

E – Annexes

Annexe 1. Glossaire

Annexes Différenciantes

Annexe 2. Modalités de paiement et de déclaration

Annexe 3. Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

Annexe 4. Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme

Annexe 5. Détails des pièces techniques et données de suivi

SPECIMEN



Annexe 1 – GLOSSAIRE

SPECIMEN

Aux termes spécifiques de la Convention, il convient d'entendre par :

“ **Actions** ” : la ou l'une des actions réalisées pour diminuer les déchets abandonnés sur l'espace public. Ces actions regroupent celles relatives au Nettoyement optimisé des Déchets abandonnés diffus à la charge de la Collectivité, définies dans le cadre de la présente Convention et/ou toute autre action visant à réduire la présence de ces déchets en prévenant le geste d'abandon au titre du paragraphe a) de l'article 5.3.2 du Cahier des Charges.

“ **Agrément** ” : agrément de l'Eco-organisme au titre de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (EMPG). A la date de conclusion de la Convention, l'Agrément résulte de l'arrêté interministériel 27 décembre 2023.

“ **Annexe(s)** ” : une ou plusieurs des annexes constitutives de la Convention.

“ **Article(s)** ” : un ou plusieurs des articles de la Convention.

“ **Convention** ” : la présente convention type unique, ses annexes et ses éventuels avenants.

“ **Cahier des charges** ” : cahier des charges de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique en vigueur. A la date de conclusion de la Convention, le Cahier des Charges résulte de l'arrêté interministériel du 7 décembre 2023.

“ **Collectivité** ” : La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale en charge du Nettoyement des Espaces publics et/ou naturels, signataire de la présente Convention avec l'Eco-organisme.

“ **Coûts optimisés des opérations de Nettoyement** ” : les Opérations de Nettoyement dont les coûts présentent un optimum environnemental, économique et social :

- Prévenir le geste d'abandon (actions de diagnostic, de sensibilisation et de communication pédagogique sur le geste d'abandon) ;
- Apporter un service adapté au territoire (mode de nettoyage adapté, renforcement pendant les saisons touristiques, acceptation sociale pour la communication) ;
- Assurer des conditions de travail satisfaisantes pour les opérations de Nettoyement et favoriser l'emploi ;
- Maîtriser les coûts au travers de choix organisationnels de nettoyage ;
- Limiter les impacts environnementaux et sanitaires des déchets abandonnés diffus.

“ **Dépôt illégal de déchets abandonnés** ” : un amoncellement de déchets abandonnés dont la quantité totale estimée de déchets le composant excède le seuil fixé à l'article 2 du décret n° 2019-1176 du 14 novembre 2019 pris pour l'application du b du 1 octies et du 1 terdecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, pour les dépôts comprenant des déchets relevant de la responsabilité élargie du producteur ;

“ **Déchets abandonnés diffus** ” : Les déchets abandonnés, issus d'emballages ménagers (**EM**), ou déposés hors des espaces de collecte de manière éparse dans les Espaces publics et/ou les Espaces naturels, et qui de ce fait n'ont pu poursuivre leur acheminement dans le circuit conventionnel de gestion des déchets. Ils ne constituent pas un Dépôt illégal de déchets abandonnés ;

“ Eco-Organisme ” : Eco-organisme signataire de la Convention. Il est agréé par les pouvoirs publics en application de l'article R. 543-58 du code de l'environnement, en vue de la prise en charge, pour le compte de ses clients, de leurs déchets d'emballages ménagers conformément au Cahier des charges.

“ Espaces publics ” : Domaine public de la Collectivité affecté à l'usage direct du public n'accueillant aucune activité commerciale ou administrative. Les espaces publics comprennent :

- Les espaces urbains : sites et espaces géographiques urbanisés ainsi que les secteurs occupés par une urbanisation diffuse pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoyement ;
- Les espaces naturels : les sites naturels faiblement aménagés et non aménagés (plages, rivages, berges, forêts, espaces naturels terrestres) pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoyement.

“ Groupement ” : L'ensemble constitué des collectivités et établissements publics éligibles regroupés pour optimiser les Opérations de Nettoyement sur un territoire étendu, représenté par un mandataire qui est signataire de la présente Convention et seul interlocuteur de l'Eco-organisme. Le mandataire et les membres du Groupement choisissent l'acte constitutif de ce Groupement ainsi que leurs modalités d'organisation (reversement du soutien, remonté des indicateurs de suivi etc).

“ Hotspots de déchets abandonnés ” : zones de l'espace public considérées comme spécifiquement sujettes, de manière récurrente, à la présence de déchets abandonnés diffus et sur lesquelles les déchets abandonnés sont retrouvés :

- soit accumulés, dès lors que le « tas » est constitué de plus 60 items d'emballages ménagers ou l'équivalent de 1 sac de 30L rempli d'emballages ménagers,
- soit éparpillés, dès lors que plus de 60 items d'emballages ménagers sont retrouvés sur un tronçon de 100m linéaire.

Ces hotspots de déchets abandonnés peuvent être ciblés pour diverses Actions de prévention (diagnostic, analyse, communication, sensibilisation, contrôles) et de nettoyage.

“ Nettoyement ” : au sens de l'article R. 541-111 du code de l'environnement, le nettoyage correspond aux opérations de ramassage de déchets issus des déchets d'emballages ménagers, abandonnés ou déposés de manière diffuse dans les espaces publics, y compris naturels, en méconnaissance des prescriptions relatives à la gestion des déchets.

Le Nettoyement peut être désigné en pratique à différentes terminologies, telle que propreté ou salubrité publique. Il peut être assuré au titre de différentes compétences statutaires (ex. : pouvoir de police du maire, propreté sur les voiries d'intérêt communautaire, ...).

“ Périmètre ” : Territoire relevant du périmètre de la Collectivité (ou du Groupement) sur lequel la présente Convention est exécutée.

“ Plan de lutte contre les déchets abandonnés (PLDA) ” : plan constitué d'Actions que la Collectivité souhaite mettre en place sur son territoire pour diminuer dans le temps les déchets abandonnés, dont les emballages ménagers, sur l'espace public. Il se traduit par la mise en œuvre concertée d'Actions complémentaires, pérennes, allant du préventif au curatif, en passant par la mesure. C'est un outil de pilotage local, qui devrait conduire la Collectivité à coopérer avec les autres acteurs du territoire. Les Actions réalisées dans le cadre d'un PLDA font l'objet de bilans synthétiques définis en Annexe 5 (*Détails des pièces techniques et données de suivi*).

“ Population municipale (source INSEE) » : Population municipale entrant dans le Périmètre de la présente Convention, telle qu'issue des données démographiques de la Collectivité, issues des

OCAPEM – Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

données INSEE. La population municipale prise en compte en année N est la Population municipale INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4.

| Année de soutien | 2023 | 2024 | 2025 |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Données INSEE | 2022 | 2023 | 2024 |
| Recensement INSEE | 2019 | 2020 | 2021 |

“ **Résultats** ” : résultats, livrables, enseignements, données de toutes natures, chiffres, statistiques, connaissances, rapports, supports de communication, photos, vidéos, plans, schémas, croquis, procédés, concepts, études et méthodes de tous types issus de l'exécution de la Convention et sur tous types de supports que ce soit.

“ **Syndicat** ” : syndicat intercommunal ou syndicat mixte au sens du code général des collectivités territoriales, s'étant vu transférer par ses membres les compétences de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

SPECIMEN

Envoyé en préfecture le 17/04/2026

Reçu en préfecture le 17/04/2026

Publié le 17/04/2026



ID : 071-217100148-20260408-DEL_012_2026-DE